



UNIVERSITE MOULOUD MAMMERRI TIZI-OUZOU



**Faculté des Sciences Economiques,
Commerciales et des sciences de
Gestion Département des Sciences
Economiques**

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

**En vue de l'obtention du diplôme de Master II
Spécialité : Economie et Finances Locales**

THEME :

**LA CONTRIBUTION DE SONATRACH A LA
CROISSANCE ECONOMIQUE A TRAVERS LA
CREATION DES EMPLOIS**

«Cas de la Division Laboratoires au niveau de la wilaya de Boumerdes»

Mémoire présenté par :

- M^r HALLICHE Younes
- M^{me} LARBANI Sabrina

Sous la direction de :

- M^{me} SISALAH Karima
- M^r BOUKRIF Hilal

Les membres du jury :

Président : M^{me} TADJINE Radia

Encadreur : M^{me} SISALAH KARIMA

Examineur : M^{me} OUAMAR SABRIYA

SEPTEMBRE 2024

Remerciements

Ce travail est l'aboutissement d'un long cheminement au cours duquel nous avons bénéficié de l'encadrement, des encouragements et du soutien et de l'aide de plusieurs personnes, à qui nous tenons à dire profondément et sincèrement merci.

Nous remercions tout d'abord ALLAH de nous avoir donné la santé, force, courage et patience qui nous ont permis d'accomplir ce modeste travail.

*Nos remerciements s'adressent à **M^{me} .SI SALAH KARIMA** notre promotrice qui nous a fait l'honneur de diriger notre travail, nous tenons à lui exprimer notre profonde gratitude, pour son encadrement exemplaire, pour ses conseils judicieux et minutieusement prodigués, pour son temps précieux qu'elle nous a Consacré.*

*Nous tenons à remercier aussi tout le personnel de **la D-LAB** de BOUMERDES, en particulier **M^r BOUKRIF HILAL** de nous avoir prie en charge et de nous avoir assuré l'encadrement au sein de la D-LAB.*

Notre expression de reconnaissance et de remerciement est également destinée aux membres du jury, pour avoir accepté de lire et d'évaluer notre mémoire.

*Nous remercions aussi l'ensemble de nos enseignants qui nous ont transmis leurs savoirs inestimables durant nos années d'études, notamment ceux qui nous ont enseignés à l'Université, dans la spécialité EFL promotion 2023-2024, en particulier **M^{me}TADJINE RADIA**, responsable de notre spécialité.*

Enfin nos derniers remerciements sont présentés à tous ceux et celles- famille, camarade et amis(e)- qui ont participé de près ou de loin à l'accomplissement de ce mémoire.

HALLICHE YOUNES

LARBANI SABRINA

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

À mes très chers parents qui ont été toujours à mes côtés, pour leurs sacrifices, présence et leurs soutiens tout au long de mes années d'études, je leurs souhaite une longue vie et bonne santé, que le bon dieu les garde et les protège.

À mon petit frère et à mon grand frère et sa femme.

À toute ma famille : cousins, cousines, tantes et oncles.

À tous mes amis et amies sans exception.

À mon binôme et toute sa famille.

À tous mes camarades de la promotion EFL 2024.

*À tous les enseignants de cette promotion, en particulier ma promotrice
M^{me} .SI SALAH KARIMA*

À tous le personnel de La D-LAB de BOUMERDES.

*À tous ceux qui ont contribués de prés ou de loin à la réalisation de ce
travail.*

À tous ceux qui m'aime et ceux que j'aime.

HALLICHE YOUNES

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

Ce travail, qui représente le fruit des connaissances acquises à l'université et le résultat de mes efforts de recherche durant ma formation, est dédié en premier lieu à mes chers parents qui auront sûrement un sentiment de fierté lors de ma réussite.

Je le dédie également à tous mes frères et sœurs, comme je le dédie à tous ceux qui m'ont soutenu, encouragé et aidé durant ma formation et à l'occasion de la préparation de ce mémoire.

LARBANI SABRINA

Sommaire

Introduction générale	01
Chapitre I: la croissance économique local ; enjeux, mesure et politique publique	
Introduction	07
Section N °1 : concepts et mesure de la croissance économique locale	08
Section N °2. Les déterminent de la croissance économique locale	26
Conclusion	42
Chapitre II: la création d'emplois et d'activité en Algérie et les différents dispositifs d'aide à l'emploi mise en place	
Introduction	42
Section N °1 : la typologie d'emploi	46
Section N °2 : Cadre général sur les politiques d'emploi.....	49
Section N ° 3: les dispositifs d'emploi	55
Conclusion	65
Chapitre III : La contribution de la Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)	
SECTION N° 1 : Présentation de Sonatrach	65
SECTION N° 2 : Cadre méthodologique de l'étude et l'analyse des résultats	80
SECTION N°3 : Analyse statistique descriptive des caractéristiques et des variables de l'échantillon d'étude	83
SECTION N°4: 4 DESCRIPTION STATISTIQUE DES AXES DU QUESTIONNAIRE	95
CONCLUSION	135
CONCLUSION GENERALE	137





Liste des abréviations





Liste des illustrations



Liste des tableaux

N°	Titre	Pages
Tableau N° 1	Questionnaires valables pour l'étude	80
Tableau N° 2	Affiche les degrés de l'échelle de Likert à cinq points	82
Tableau N° 3	détermination de l'orientation de l'échantillon	82
Tableau N° 4	sexe de l'échantillon étudié	83
Tableau N° 5	l'âge de l'échantillon étudié	85
Tableau N° 6	Situation familiale de l'échantillon étudié	85
Tableau N° 7	Niveau d'instruction de l'échantillon étudié	86
Tableau N° 8	Niveau d'instruction de l'échantillon étudié	87
Tableau N° 9	Catégorie Socioprofessionnelle de l'échantillon étudié	88
Tableau N° 10	Ancienneté de l'échantillon étudié	89
Tableau N° 11	tableau représentant chacune de la médiane, l'écart type le pourcentage et l'orientation de l'échantillon	90
Tableau N° 12	représente la médiane et l'écart type du premier axe de questionnaire	96
Tableau N° 13	représente la médiane et l'écart type du deuxième axe de questionnaire	97
Tableau N° 14	représente la médiane et l'écart type du premier axe de questionnaire	98
Tableau N° 15	représente la médiane et l'écart type du quatrième et dernier axe de questionnaire	99
Tableau N° 16	J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour la Division Laboratoires	100
Tableau N° 17	la Division laboratoires est présente dans les événements organisés localement	101
Tableau N° 18	la Division laboratoires est présente dans les événements organisés localement	102
Tableau N° 19	je me sens valorisé et respecté en tant qu'un employé de la Divisiø Laboratoires	104
Tableau N° 20	j'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années	106
Tableau N° 21	je connais d'autres personnes qui ont été recrutées par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdes	107
Tableau N° 22	je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation	109
Tableau N° 23	les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière	111
Tableau N° 24	je me sens plus performant dans mon travail grâce aux formations que j'ai suivies	112
Tableau N° 25	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale	113
Tableau N° 26	mes compétences acquises grace à mon travail ont impacté positivement mon entourage	115
Tableau N° 27	j'ai connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales	116
Tableau N° 28	j'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évalué mes compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise.	118

Tableau N° 29	je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale	119
Tableau N° 30	le salaire que je perçois de la Division Laboratoires couvre les besoins essentiels de ma famille	121
Tableau N° 31	l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités	122
Tableau N° 32	la Division Laboratoires m'accompagne dans mon développement professionnel et personnel	124
Tableau N° 33	j'ai été recruté par la Division laboratoire par le biais d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM	125
Tableau N° 34	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale	126
Tableau N° 35	je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes tâches grâce aux formations que j'ai suivies	128
Tableau N° 36	la Division Laboratoires me propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences	129
Tableau N° 37	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale	131
Tableau N° 38	la Division Laboratoires m'offre des avantages sociaux importants	132

Liste des figures

Figure N°	Titre	Page N°
Figure N° 1	Sexe de l'échantillon étudié	83
Figure N° 2	l'Age de l'échantillon étudié	84
Figure N° 3	Situation familiale de l'échantillon étudié	85
Figure N° 4	Niveau d'instruction	86
Figure N° 5	lieu de résidence de l'échantillon étudié	87
Figure N° 6	Catégorie Socio-professionnelle de l'échantillon étudié	88
Figure N° 7	Ancienneté de l'échantillon étudié	89
Figure N° 8	J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour la Division Laboratoires	101
Figure N° 9	la Division laboratoire est présente dans les événements organisés localement	102
Figure N°10	j'ai acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoires	103
Figure N° 11	je me sens valorisé et respecté en tant qu'un employé de la Division laboratoire	105
Figure N° 12	j'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années	106
Figure N° 13	je connais d'autres personnes qui ont été recrutées par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdes	108
Figure N° 14	je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation	110
Figure N°15	Les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière	111
Figure N° 16	je me sens plus performant dans mon travail grâce aux formations que j'ai suivies	112
Figure N° 17	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale	114
Figure N° 18	mes compétences acquises grâce à mon travail ont impacté positivement mon entourage	115
Figure N° 19	j'ai connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales	117
Figure N° 20	j'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évolué mes compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise	118
Figure N° 21	je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale	120
Figure N° 22	le salaire que je perçois de la Division Laboratoires couvre les besoins essentiels de ma famille	121
Figure N° 23	l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités	123

Figure N° 24	La Division laboratoire m'accompagne dans mon développement professionnel et personnel	124
Figure N° 25	J'ai été recruté par la Division Laboratoires par le biais d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM	125
Figure N° 26	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale	127
Figure N° 27	je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes tâches grâce aux formations que j'ai suivies	128
Figure N° 28	la Division Laboratoires me propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences	130
Figure N° 29	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale.	131
Figure N° 30	la Division laboratoire m'offre des avantages sociaux importants.	132



Introduction Générale



La création d'emplois est un enjeu majeur pour le développement économique et social d'un pays. En Algérie, la question de l'emploi est au cœur des préoccupations des pouvoirs publics, qui ont mis en place des stratégies et des programmes pour promouvoir la création d'emplois et lutter contre le chômage.

La Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation et la Commercialisation des Hydrocarbures (SONATRACH) est l'une des entreprises publiques algériennes qui joue un rôle important dans la création d'emplois. Avec ses nombreuses activités liées aux hydrocarbures, SONATRACH est un acteur majeur de l'économie algérienne et offre de nombreuses opportunités d'emploi dans différents domaines. Depuis sa création en 1963, SONATRACH a connu une croissance considérable et a contribué de manière significative à la croissance économique de l'Algérie. L'entreprise est présente dans toutes les activités liées aux hydrocarbures, la Sonatrach à des activités dans différentes régions du pays, y compris Boumerdes. Avec son rôle central dans le secteur de l'énergie en Algérie, elle génère une demande soutenue pour des services pétroliers et gaziers spécialisés, ce qui se traduit par une nécessité de main-d'œuvre qualifiée à différents niveaux. Elle est également un acteur majeur sur la scène internationale, avec des partenariats et des investissements en Algérie et dans de nombreux pays, notamment en Afrique (Mali, Tunisie, Niger, Libye, Égypte et la Mauritanie), en Europe (Espagne, Italie, Portugal, Grande-Bretagne, France), en Amérique latine (Pérou) et aux États-Unis d'Amérique.

Parmi ses nombreuses contributions, la création d'emplois est l'un des aspects les plus significatifs, l'entreprise est l'un des plus grands employeurs du pays, avec plus de 120 000 employés directs et indirects.

Focalisant notre attention sur la division laboratoire de Boumerdes qui se distingue particulièrement en tant qu'entité essentielle au sein de la Sonatrach. En tant que laboratoire de Recherche et de développement, elle joue un rôle essentiel dans l'amélioration des technologies et des méthodes de production dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation gazière et pétrolière.

Dans cette étude nous pouvons apprécier pleinement comment SONATRACH contribue à la croissance économique locale à travers la création des emplois, En particulier dans la division laboratoire de la wilaya de boumerdes.

Contexte de recherche

La construction de notre contexte de recherche constitue le fondement sur lequel nous, nous appuyons tout au long de ce travail de recherche.

Notre travail est de déterminer la contribution de la Sonatrach à la croissance économique à travers la création d'emplois, en se concentrant plus spécifiquement sur la division laboratoire. En analysant les emplois directs créés par la division laboratoire de la Sonatrach. Cela comprendra l'examen du nombre total d'emplois, des postes et des fonctions disponibles, ainsi que des qualifications et des compétences requises pour occuper ces emplois.

L'étude examinera également les opportunités d'emploi indirectes générées par la division laboratoire de la Sonatrach.

Objectif :

Notre recherche a pour objectifs général :

- D'analyser la contribution de Sonatrach à la croissance économique en Algérie à travers la création d'emplois, en particulier dans le cas de la division laboratoire de Boumerdes

Objectifs spécifiques :

- Étudier en détail le cas de la division laboratoire de Boumerdes, en particulier son rôle dans la création d'emplois directs et indirects et son impact sur la croissance économique locale.
- Identifier les défis auxquels Sonatrach et sa division laboratoire sont confrontées en matière de création d'emplois et proposer des recommandations pour renforcer leur contribution à la croissance économique et à la création d'emplois.
- Contribuer à la littérature académique sur la création d'emplois et la croissance économique en Algérie en fournissant une étude de cas détaillée et en proposant des recommandations pratiques.
- Analyser la création d'emplois directs et indirects par Sonatrach dans le territoire où elle est implanté particulièrement la wilaya de boumerdes.

Problématique et hypothèse

Notre contexte de recherche est d'analyser et d'examiné la contribution de la Sonatrach à la croissance économique locale à travers la création des emplois particulièrement dans la division laboratoire, pour cela nous étudieront la problématique suivant :

Introduction générale

« Comment la division laboratoire contribue-t-elle à la création des emplois et par conséquent à la croissance économique au niveau de la wilaya de Boumerdes ? »

De la problématique principale découlent les **sous questions** suivantes :

- Quels sont les effets indirects de la création d'emplois par la division laboratoire de SONATRACH sur l'économie locale de la wilaya de Boumerdes ?
- Quels sont les profils de compétences recherchés par la division laboratoire de SONATRACH pour ses activités dans la wilaya de Boumerdes ?
- Quels sont les différents types d'emplois créés par la division laboratoire de SONATRACH dans la wilaya de Boumerdes ?
- Quels sont les défis auxquels est confrontée la division laboratoire de SONATRACH dans la création d'emplois dans la wilaya de Boumerdes, et comment peut-elle les surmonter ?
- Comment la division laboratoire de SONATRACH peut-elle renforcer son impact sur la création d'emplois dans la wilaya de Boumerdes, par exemple en investissant dans la formation et le développement des compétences, en développant des partenariats avec les entreprises et les institutions locales, et en promouvant des pratiques durables et responsables ?
- Quels sont les enjeux et les perspectives pour la création d'emplois par la division laboratoire de SONATRACH dans la wilaya de Boumerdes à long terme, compte tenu des tendances et des évolutions dans l'industrie des hydrocarbures et dans l'économie algérienne en général ?

Pour mieux orienter notre travail, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

Hypothèses :

- H1: La Division Laboratoires contribue positivement à la création d'emplois dans la localité de Boumerdes qui stimule à son tour la croissance économique de la région.
- H2: La Division Laboratoires recrute principalement des employés résidants dans la région de Boumerdes.
- H3: La Division Laboratoires assure des formations à ses employés, ce qui améliore leurs compétences qui impactent positivement leurs entourages.
- H4: La Division Laboratoires est la seule entreprise qui stimule l'économie locale à travers la création des emplois.

Le choix du sujet

Le thème de notre recherche a suscité notre plus grand intérêt, et motivé pour le choisir car :

- C'est un sujet qui n'a pas été traité dans notre faculté ce qui nous donne l'occasion de faire un travail original et d'alimenter le fonds documentaire de notre faculté.
- La création d'emplois est un facteur clé de la croissance économique et du développement social et qui occupe une place importante dans l'économie, c'est un sujet très riche, et vaste en termes de données et, ce qui nous permettra d'améliorer nos connaissances dans notre domaine d'étude.
- En se concentrant sur la contribution de Sonatrach à la création d'emplois, le mémoire peut contribuer à la compréhension de la dynamique de l'emploi en Algérie et de son impact sur la croissance économique.

Démarche méthodologique

- **La première étape :** Pour mener à bien notre étude de cas sur la contribution de Sonatrach à la croissance économique à travers la création d'emplois, En premier, nous avons commencé par une compréhension approfondie des concepts clés qui sous-tendent notre analyse, nous nous sommes penché dans le premier chapitre sur la définition et les caractéristiques de la croissance économique locale, en examinant comment elle est mesurée et quels sont ses déterminants. Ensuite, nous avons enchaîné dans le deuxième chapitre sur la création d'emplois en Algérie, ainsi que les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place.

Cette revue des concepts fondamentaux nous a permis de mieux appréhender le contexte et les enjeux de notre étude de cas. En examinant comment Sonatrach contribue à la croissance économique à travers la création d'emplois. Cette démarche méthodologique nous a fourni une base solide pour notre analyse, en nous aidant à situer l'action de Sonatrach dans le cadre plus large des dynamiques économiques locales et des politiques d'emploi.

- **La deuxième étape :** consiste à collecter des données sur la contribution de Sonatrach à la croissance économique et à la création d'emplois, en particulier dans le cas de la division laboratoire de Boumerdes. Les données peuvent être collectées à partir de sources primaires (entretiens avec des employés de Sonatrach et de la division laboratoire, enquêtes auprès des travailleurs et des entreprises locales, etc.) et

Introduction générale

secondaires (rapports annuels de Sonatrach, études et rapports publiés par des organisations internationales, des gouvernements et des groupes de réflexion, etc.).

- **La troisième étape :** consiste à analyser les données collectées en utilisant des méthodes quantitatives et qualitatives appropriées. L'analyse des données nous aidera à répondre à nos questions de recherche et à atteindre nos objectifs de recherche.
- **La quatrième étape :** consiste à interpréter les résultats de l'analyse des données et à les relier à la littérature existante sur le sujet. Cette étape nous aidera à comprendre la signification et l'importance de nos résultats, ainsi qu'à identifier les implications pratiques et théoriques de notre étude.

Structure du mémoire

Afin de répondre à notre problématique ainsi qu'aux questions secondaires, nous avons structuré notre travail en trois chapitres :

- **Le premier chapitre :** prend en charge le Cadre Théorique de la croissance économique locale, Dans ce chapitre, nous allons examiner en détail les enjeux principaux, les méthodes pour mesurer cette croissance et les politiques publiques qui y sont liées.
- **Le deuxième chapitre :** nous présentera le cadre théorique et conceptuel qui dresse un panorama des différents modèles explicatifs des marchés du travail. Ainsi que les politiques de promotion de l'emploi ; l'ensemble des dispositifs mis en œuvre pour anticiper ou encourager les déséquilibres du marché du travail en Algérie.

Le troisième chapitre : porte sur la contribution de Sonatrach à la croissance économique, avec un focus spécifique sur la création d'emplois au sein de la Division Laboratoires de Boumerdes. Il s'agit d'une étude de cas qui examine comment Sonatrach, par le biais de cette division, impacte l'économie locale à travers ses pratiques de recrutement et de création d'emplois. Ce chapitre est composé de quatre sections comme suite :

Dans la première section qu'on a nommé (Présentation de Sonatrach), Cette section fournit un aperçu de l'entreprise Sonatrach, puis dans la seconde section on va présenter le Cadre méthodologique de l'étude et l'analyse des résultats.

Ensuite La troisième section : Analyse statistique descriptive des caractéristiques et des variables de l'échantillon d'étude.

Chapitre I



La croissance économique local ; enjeux, mesure et politique publique



Chapitre I : La croissance économique locale ; enjeux, mesure et politique publique

Introduction

La croissance économique locale est un sujet très important en ce moment pour le développement des régions et pour la vie des populations. Dans ce chapitre, nous allons examiner en détail les enjeux principaux, les méthodes pour mesurer cette croissance et les politiques publiques qui y sont liées.

Tout d'abord, nous allons parler des "Concepts et Mesures de la Croissance Économique Locale". Cette partie a pour but d'expliquer les notions importantes de ce sujet. Avec une définition simple et une analyse des outils de mesure qui sont utiles, nous allons poser les bases pour bien comprendre la croissance économique locale.

Ensuite, dans la section numéro deux intitulée "Les Déterminants de la Croissance Économique Locale", nous allons étudier les facteurs qui influencent le développement économique local. On va parler de l'impact des investissements locaux, de l'entrepreneuriat et aussi des politiques publiques. L'idée est de révéler les éléments clés qui affectent la croissance économique dans les régions.

En discutant de ces différents aspects, notre but est de montrer les défis et les opportunités qui influencent la croissance économique locale. Cela donnera une vue d'ensemble sur les mécanismes et les dynamiques de ce processus, qui est essentiel pour la vitalité des collectivités locales. Ce chapitre, basé sur une recherche approfondie et une analyse sérieuse, est fait pour comprendre comment fonctionnent l'économie locale et son impact sur le développement des régions.

Section N °1 : concepts et mesure de la croissance économique locale

La première section de notre étude aborde les concepts fondamentaux de la croissance économique locale et les méthodes de mesure associées. Nous explorerons les définitions clés, les théories économiques pertinentes et les indicateurs utilisés pour évaluer la croissance à l'échelle locale. Cette section vise à fournir une compréhension approfondie des mécanismes qui sous-tendent la croissance économique au niveau régional, en examinant comment les différentes variables économiques interagissent pour influencer le développement local.

1.1 La Croissance Économique Locale : Définition, Importance

La croissance économique locale est définie comme « *l'augmentation de la capacité économique d'une région spécifique, incluant la production de biens et services, la création d'emplois, l'augmentation des revenus, et l'amélioration de la qualité de vie des habitants.* » (Selon Combes, Mayer & Thisse, 2008). Elle est très importante pour le développement d'une région précise. Cela va de la création d'emplois jusqu'à une meilleure qualité de vie, C'est un processus de transformation orienté sur la manière dont sont prises les décisions économiques et politiques à l'échelon local. Contrairement à la croissance économique d'un pays entier, la croissance locale se concentre sur ce qui se passe à l'intérieur d'une zone géographique limitée. Cela montre comment l'économie est dynamique et le bien-être d'un endroit donné.

Certes, « la croissance économique est l'accroissement durable de la production globale d'une économie. C'est donc un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer ». Quant au développement, il « correspond à l'ensemble des transformations techniques, sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique ainsi que l'élévation des niveaux de vie ». Autrement, « la littérature économique associe généralement la croissance économique à l'augmentation continue d'un agrégat (revenu réel ou PIB) considéré dans sa globalité ou per capita. De son côté, le développement économique a un contenu beaucoup plus normatif et variable. Des éléments qualitatifs tels que l'éducation, les connaissances scientifiques, l'accès aux ressources naturelles, la qualité de l'environnement, la répartition des richesses, ou encore les conditions de vie constituent autant d'éléments caractérisant le développement. Ce dernier conduit alors à une amélioration qualitative du potentiel de l'économie¹ »

¹ COLLOQUE INTERNATIONAL. «Enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la libéralisation commerciale des pays du Maghreb et du Proche Orient », (PDF), 19-20 octobre 2007, p17

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

On peut mesurer cette croissance avec plusieurs indicateurs comme le PIB réel ou le PIB par habitant. Ça donne une idée du niveau de vie moyen et des performances économiques de la région. D'autres indicateurs comme le taux de chômage, le taux d'investissement, l'inflation et l'Indice de Développement Humain aident aussi à évaluer la situation économique locale. Mais, la croissance économique locale, ça ne se limite pas qu'à produire plus de biens et services. Ça inclut aussi des éléments importants comme encourager l'innovation, créer des emplois de qualité, réduire les inégalités et protéger l'environnement. Les facteurs qui influencent cette croissance peuvent être structurels, comme les ressources naturelles ou l'infrastructure, ou conjoncturels, comme les politiques économiques et les investissements étrangers. En plus, les conditions économiques mondiales, comme les crises financières ou les politiques commerciales internationales, peuvent avoir un impact direct sur la croissance locale.

En gros, la croissance économique locale, elle varie entre le court et le long terme, et c'est un concept qui a plusieurs dimensions. Donc, il faut analyser tout ça de manière globale, en tenant compte des spécificités de chaque région.

1.1.1 Croissance économique local à court terme

La croissance économique locale à court terme c'est l'augmentation de l'activité économique dans une région pendant une période limitée, en général quelques années. On mesure cette croissance avec des indices comme le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) régional, le taux de chômage et la création d'emplois...etc. « *La croissance économique locale à court terme est souvent stimulée par des investissements publics et privés, ainsi que par des politiques monétaires et fiscales expansives qui augmentent la demande et créent des emplois.*² » (Mankiw, 2014), ainsi que des événements ponctuels comme des grands projets de construction ou des compétitions sportives internationales. Cette croissance à court terme est souvent temporaire et réagit aux conditions économiques et aux politiques spécifiques qui sont mises en place localement.

1.1.1.1 Croissance économique local à long terme

La croissance économique locale sur le long terme se constate par une augmentation continue de l'activité économique, de la productivité et du revenu par habitant dans une région pendant une longue période, souvent plusieurs décennies³. « *La croissance économique locale*

² Mankiw, N. G. « *Principes de l'économie*. Pearson Education »(PDF), pp. 200-205

³ Todaro, M., & Smith, S. « *Economic Development*. Pearson »(PDF), pp. 400-405

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

sur le long terme repose sur des bases solides telles que l'innovation, l'investissement dans l'éducation, et la diversification économique, favorisant ainsi un développement durable et inclusif » (Smith, 2015). Cette progression qui dure repose sur des bases solides comme l'innovation, le fait d'investir dans l'éducation, le soutien à l'entrepreneuriat, la promotion des échanges internationaux et la diversification économique. Elle montre un engagement pour un développement économique qui tient, basé sur des politiques stratégiques qui visent à encourager une croissance durable et inclusive pour les citoyens et les entreprises locales. Bien que la théorie de la croissance exogène soutienne que la productivité marginale du capital est décroissante avec l'accumulation. Dans l'équilibre de long terme, le taux de croissance dépend uniquement de facteurs exogènes relatifs au progrès technologique. La diffusion de ce progrès permet une convergence universelle. L'épargne est considérée comme positive, car « un taux d'épargne plus élevé tend à conduire à un taux de croissance durablement plus élevé [...] du fait du rendement marginal non décroissant du capital », selon Michel Aglietta. Le modèle de Solow considère la croissance comme équilibrée à long-terme. Reposant en grande partie sur le progrès technique, la croissance serait stable et mènerait naturellement au plein-emploi⁴.

Donc selon la théorie de croissance endogène « la croissance de longue période est un phénomène cumulatif ; la croissance de longue période s'explique par l'accumulation des sources endogènes de croissance (expérience, connaissances, recherche et développement, infrastructure publique ...ect) que l'on peut réunir sous le vocable progrès techniques⁵ »

1.2 Importance et défis de la croissance économique locale pour le développement territorial

Ce sous-titre explore la signification cruciale de la croissance économique locale pour le développement territorial, ainsi que les principaux défis auxquels les régions sont confrontées. Nous analyserons comment une croissance soutenue peut stimuler le développement régional, améliorer les conditions de vie et renforcer la cohésion sociale, tout en identifiant les obstacles et les contraintes qui peuvent freiner ce processus.

⁴ Projet basES. « La croissance et le modèle de Solow », (en ligne) <https://wp.unil.ch/bases/2013/05/la-croissance-et-le-modele-de-solow/> consulté le 20-07-2024 à 16:45

⁵ Montoussé, M. « Sciences économiques et sociales: Tle ES ». Editions Bréal. Retrieved from (PDF), p40, liens vers : <https://books.google.com/books?id=AgYI4icz7UgC&newbks=0&printsec>

1.2.1 Importance de la croissance économique locale dans le développement territorial

L'importance de la croissance économique au niveau local pour le développement des territoires est vraiment un sujet clé en économie régionale. En fait, elle montre directement comment se porte la prospérité et le bien-être des gens qui habitent dans ces zones. Quand une région connaît une croissance économique, ça veut souvent dire qu'il y a plus d'emplois, plus de revenus, plus d'opportunités d'affaires, et même un meilleur niveau de vie pour les habitants. On peut dire que la croissance économique est super importante pour le développement des territoires parce qu'elle aide à créer des emplois, baisse le chômage, et booste l'économie locale.⁶

Cette création d'emplois est vraiment nécessaire pour garder la stabilité sociale, réduire les inégalités et favoriser l'inclusion économique au sein des régions. La croissance joue aussi un rôle dans l'aménagement du territoire en aidant à créer des commerces, des infrastructures et des chances pour les entrepreneurs, ce qui réduit les écarts de développement entre les régions. En plus, une économie qui grandit attire les investisseurs, parce qu'elle leur offre un cadre intéressant et dynamique, qu'ils soient locaux étrangers, Et quand ces investissements arrivent, ça stimule encore plus la croissance économique⁷, encourage l'innovation, et aide à bâtir des retombées économiques sur le long terme.

D'autre part, quand la croissance économique est stable, elle peut améliorer la vie des habitants en augmentant les revenus des ménages. Cela donne plus d'accès à des biens et des services et améliore les conditions de vie. L'économiste Amartya Sen, qui a eu le prix Nobel d'économie, déclaré que la croissance ne devrait pas être juste mesurée par le PIB, mais qu'il faut aussi penser comment s'améliore le bien-être des gens, comme l'accès à l'éducation, à la santé et à d'autres services sociaux⁸.

La croissance aide aussi les entreprises à être plus compétitives en renforçant l'innovation et la productivité, ce qui les aide à mieux se positionner sur les marchés, que ce soit local ou international. Comme le déclare Joseph Schumpeter dans sa théorie de la

⁶ Todaro, & Smith, S. Op.cit., pp. 400-405

⁷ OECD « Programme local d'emploi et de développement économique (LEED) », (en ligne) <https://www-oecd-org.translate.google/en/about/programmes/leed-programme>. Consulté le 10 JUILLET 2024

⁸ Sen, A. « Development as Freedom ». Oxford University Press

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

"destruction créatrice", « *le fait que les nouvelles entreprises émergent et innovent est essentiel pour donner un booster l'économie et favoriser le développement des territoires* ».

Finalement, la croissance économique a un impact positif sur les conditions sociales et économiques en proposant plus d'opportunités de travail et en combattant l'exclusion. En renforçant la cohésion sociale, cette croissance encourage aussi la coopération et nourrit un lien social fort dans les communautés. Cependant, il est très important que cette croissance économique soit durable et inclusive pour assurer un développement équilibré et durable des territoires, tout en évitant les conséquences négatives sur l'environnement et en améliorant de manière globale la qualité de vie des populations locales.

1.2.2 Les défis de la croissance économique locale

La croissance économique locale représente un levier essentiel pour le développement régional, influençant directement le bien-être des habitants et la vitalité des communautés. Cependant, elle est confrontée à divers défis qui peuvent freiner son avancement, parmi ces nombreux défis on distingue :

1.2.2.1 Les inégalités socio- économiques

Les inégalités économiques restent un obstacle à la croissance économique locale. En fait, les différences socio-économiques rendent difficile l'accès équitable aux opportunités pour les différents groupes de la population. Cela nuit donc à la productivité et au dynamisme économique de la région. Les inégalités économiques ne limitent pas seulement le potentiel de croissance et d'innovation des personnes défavorisées, mais elles gênent aussi le développement économique global. En plus, cela réduit la capacité des gens à participer pleinement à l'économie locale. Beaucoup d'études ont été faites sur le lien entre l'économie et la croissance locale⁹.

Plusieurs recherches montrent que des inégalités élevées peuvent réellement nuire à la croissance économique dans certaines régions. Une étude de Alesina & Rodrik, (1994) démontre que des inégalités importantes sont liées à une croissance économique plus faible. Cela s'explique par le fait que les disparités socio-économiques peuvent limiter la mobilité

⁹ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « Ensemble, moins d'inégalités bénéficient à tous »(en ligne).2015. OECD Publishing. LE LIENS VERS : <https://www.oecd.org/social/in-it-together-why-less-inequality-benefits-all-9789264235120-en.htm>

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

sociale, l'accès à l'éducation et aux opportunités, tout en créant des tensions sociales qui nuisent à l'activité économique¹⁰.

De plus, des travaux récents, comme ceux d'Ostry, Berg, & Tsangarides, (2014), montrent que des niveaux d'inégalité élevés peuvent affecter la durabilité de la croissance économique. Cela se produit en mettant des obstacles à une plus grande participation à l'économie et en freinant le potentiel de développement local¹¹.

Ces études montrent donc l'importance de diminuer les inégalités pour favoriser une croissance économique locale qui soit plus stable, plus inclusive et plus durable.

1.2.2.2 Insuffisance d'investissements

Le manque d'investissements peut avoir un impact important sur la croissance économique d'une région. Des études comme celles de Barro (1991) montrent que les investissements dans des domaines comme les infrastructures, l'éducation et la recherche et développement sont essentiels pour faire avancer l'économie, car ils aident à améliorer la productivité, l'efficacité et la compétitivité des entreprises locales. Plus précisément, quand il n'y a pas assez d'investissements, surtout dans des secteurs clés comme les infrastructures et l'éducation, cela peut ralentir la croissance économique des régions¹².

Ces études rappellent combien il est important d'investir dans les infrastructures, l'éducation et la recherche pour booster la croissance économique, tout en soutenant l'innovation et le développement durable. Les infrastructures sont cruciales pour faciliter les activités économiques et la connectivité entre les entreprises, mais un manque de financement pour ces infrastructures peut rendre les opérations moins efficaces et réduire la croissance possible. De même, des investissements insuffisants dans l'éducation peuvent nuire à la formation des personnes et à leur capacité à contribuer de manière innovante à l'économie locale.

En plus, la recherche et le développement sont des éléments fondamentaux pour l'innovation et la compétitivité des entreprises. Si on n'investit pas assez dans ces domaines, ça peut réduire la capacité d'innovation des entreprises, limitant leur façon de s'adapter aux

¹⁰ Alesina, A., & Rodrik, D. « Distributive politics and economic growth ». (1994). *Quarterly Journal of Economic*, 109(2), 465-490.

¹¹ Ostry, J. D., Berg, A., & Tsangarides, C. G. « Redistribution, inequality, and growth ». *International Monetary Fund*, (en ligne). <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Redistribution-Inequality-and-Growth-412939>

¹² Barro, R. J. « Economic growth in a cross section of countries ». (PDF) *Quarterly Journal of Economics*,

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

nouveaux défis du marché et de proposer des produits ou services différents. En gros, le manque d'investissements, surtout dans les infrastructures, l'éducation, la recherche et le développement, peut vraiment poser un gros problème à la croissance économique locale. Cela limite l'innovation et la compétitivité des entreprises, mettant en danger les opportunités de développement économique et la création d'emplois dans la région.

1.2.2.3 Le chômage

Le chômage de longue durée et la précarité de l'emploi représentent des défis majeurs qui affectent considérablement la croissance économique régionale. Selon le rapport de l'Organisation Internationale du Travail (2018)¹³. En fait, le chômage qui s'éternise ou le manque d'emplois de bonne qualité nuisent non seulement au niveau de vie des gens, mais aussi à l'économie en général de la zone. D'après Keynes, Le chômage prolongé et les insuffisances de la demande effective peuvent conduire à des niveaux d'emploi sous-optimaux, ce qui limite la capacité de l'économie à atteindre son potentiel de production. (Keynes, 1936).

Des recherches comme celles de Blanchflower (2011) montrent que le chômage qui dure peut faire baisser le bien-être des personnes¹⁴, et en plus cela peut avoir des conséquences négatives sur la productivité et la croissance économique d'une région. Par ailleurs, un taux de chômage élevé peut créer un cercle vicieux avec moins de consommation, ce qui réduit la demande globale et nuit à la prospérité économique de la région.

En outre, le fait qu'il n'y ait pas assez d'emplois de qualité peut affecter la mobilité sociale, la participation à la vie économique et la stabilité sociale, qui sont toutes des choses essentielles pour favoriser une croissance économique solide et durable. Donc, le chômage qui dure et la précarité de l'emploi sont de vrais freins à la croissance économique locale, et il faut mettre en place des mesures efficaces pour encourager la création d'emplois de qualité et relancer l'économie dans la région.

1.2.2.4 Diversification économique

La dépendance trop forte d'une économie locale à un seul secteur d'activité peut créer un risque important. Cela la rend vulnérable aux variations économiques et aux changements imprévus du marché. En diversifiant les sources de revenus avec le développement de plusieurs

¹³ OIT (2018), « World Employment and Social Outlook Trends 2018 », (en ligne), International Labour Office, Geneva, Pages 23-25

¹⁴ Bell, D. N. F., & Blanchflower, D. G. « Young people and the labour market » (PDF). IZA Discussion Paper Series.P14-15, le lien vers : <https://www.iza.org/publications/number>

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

secteurs, les économies locales peuvent mieux résister aux chocs économiques externes. Cela les aide à assurer une croissance économique stable et durable dans le temps.

Des recherches, comme celles de Hausmann et Hidalgo (2009) «*Les pays qui obtiennent de bons résultats dans cet indice, compte tenu de leur niveau de revenu, tendent à réaliser des niveaux de croissance économique plus élevés* », montrent que la diversification économique est stratégique pour diminuer les risques et encourager une croissance plus équilibrée. Cela crée ainsi un environnement économique plus fort et plus résistant aux perturbations extérieures. Ces perturbations, comme les crises financières, les variations des marchés mondiaux et les changements géopolitiques, peuvent déranger l'économie locale en influençant les échanges commerciaux, les investissements étrangers et la stabilité économique régionale.

Gylfason (2011) soutenait que la diversification économique pourrait stimuler la croissance en attirant de nouvelles activités économiques, ce qui permettrait d'éviter une dépendance excessive à la production primaire dans certaines industries de ressources naturelles. Cette diversification permettrait ainsi de transférer les emplois à bas salaires, typiquement dans l'agriculture et les activités intensives en main-d'œuvre, vers des emplois plus lucratifs et plus qualifiés dans le secteur manufacturier. L'auteur affirme également que, si elle est bien gérée et utilisée pour diversifier l'économie, la dépendance aux ressources naturelles peut en réalité être bénéfique pour le développement économique.

1.2.2.5 Accès aux financements

Les obstacles financiers, en particulier l'accès limité au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME), représentent un défi majeur pour la croissance économique locale. Cette situation restreint la capacité des PME à investir, à innover et à se développer, « *Faute d'accès au crédit, les pauvres ne peuvent pas entreprendre des projets d'investissement productifs qui nécessitent un financement à long terme et/ou des coûts fixes élevés, même s'ils pourraient tabler sur une forte rentabilité* » (Orazio Attanasio, 2004), ce qui nuit à leur compétitivité et, par extension, à la croissance économique dans la région. Des recherches, telles que celles menées par Beck, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2005), mettent en lumière l'importance du financement pour le dynamisme des entreprises et la vitalité économique locale.

En effet, sans un accès adéquat au crédit, les PME rencontrent des difficultés pour financer leurs projets d'expansion, pour développer de nouveaux produits ou services, et pour

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

renforcer leur compétitivité sur le marché. Ces contraintes financières limitent la croissance des entreprises locales, entravent la création d'emplois et restreignent le potentiel d'innovation et de développement économique dans la région¹⁵. La recherche suggère que l'amélioration des institutions juridiques et financières aide toutes les entreprises méritantes à accéder au financement et à croître, mais l'effet est le plus important sur les petites entreprises (Beck & Demirgüç-Kunt, p. 18).

Ainsi, surmonter les obstacles liés à l'accès au financement pour les PME revêt une importance capitale pour encourager la croissance économique locale et favoriser un environnement favorable à l'entrepreneuriat et à l'investissement.

1.3 Mesures de la croissance économique locale

Les mesures de la croissance économique dans une région incluent souvent des facteurs comme le produit intérieur brut (PIB) de la région, le taux de croissance, le niveau d'investissement, la création d'emplois locaux, la productivité au travail, les revenus par habitant, les exportations et les importations au niveau de la région, et aussi d'autres variables qui sont spécifiques à l'économie locale. Ces mesures servent à évaluer la santé économique d'une région, à repérer les tendances de croissance, à comparer les performances économiques des régions entre elles, et à prendre des décisions stratégiques pour aide au développement économique des régions. Le PIB par circonscription administrative, les statistiques des circonscriptions peuvent également soutenir la recherche sur la compréhension de la dynamique économique locale, les effets à long terme des différentes stratégies de développement et l'efficacité des programmes d'incitation utilisés pour soutenir ces stratégies (Par Sharon Panek, 2019)¹⁶.

1.3.1 Le produit intérieur brut (PIB) régional

Le Produit Intérieur Brut (PIB) régional est une mesure importante de la croissance économique dans une région précise sur une période donnée, souvent d'une année. Selon l'article publié par le Bureau d'économie et d'Analyses (BEA), le PIB par circonscription administrative est une mesure de la valeur marchande des biens et services finaux produits dans

¹⁵ Beck, H. T. L., & Demirgüç-Kunt, A. « Small and medium-size enterprises: Access to finance as a growth constraints ». (En ligne) Journal of Banking & Finance, 30(11), 2931-2943

¹⁶ Panek, S., Rodriguez, R., & Baumgardner, F. « Nouveau produit intérieur brut au niveau du comté ». (PDF), Journal of Economic Analysis, 99(3), 45-67, le lien vers : <https://apps.bea.gov/scb/issues/2019/03-march/pdf/0319-county-level-gdp.pdf>

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

une circonscription administrative au cours d'une période donnée¹⁷. À la différence du PIB national qui considère la production totale d'un pays, le PIB régional se concentre sur l'activité économique qui se passe dans les frontières d'une région définie, comme une région ou une wilaya. Cette mesure considère la valeur totale de tous les biens et services produits dans la région, en incluant différents secteurs comme l'agriculture, l'industrie, les services, la construction, le commerce, les transports et les services financiers, etc. Les statistiques du BEA sur le PIB par circonscription peuvent être utilisées pour répondre à divers besoins en matière de recherche, d'affaires et politiques. Les statistiques peuvent également aider à répondre à des questions importantes liées à la taille et à la situation des économies locales, à la composition industrielle et aux tendances comparatives de la croissance¹⁸.

Le PIB régional peut être exprimé en termes nominaux ou réels, le réel tient compte des changements de prix pour montrer la production économique réelle.

Pour calculer le PIB régional, il y a plusieurs méthodes qui sont utilisées, comme la méthode de production qui additionne la valeur ajoutée brute de toutes les entreprises, la méthode des revenus qui considère les revenus générés par l'activité économique, et la méthode des dépenses qui mesure les dépenses totales faites dans la région pour acheter des biens et services finaux. Ces différentes techniques aident à obtenir une évaluation complète et précise de l'activité économique de la région, ce qui est important pour l'analyse, la planification et la mise en place des politiques publiques qui visent à favoriser la croissance économique au niveau local.

1.3.2 Taux de croissance du PIB régional

Le taux de croissance du PIB régional est un indicateur important qui permet de voir comment une région se développe économiquement. C'est assez simple de le calculer, cela aide à savoir si l'économie d'une région se développe, stagne ou est en difficulté. Mais il est nécessaire de l'observer avec d'autres indicateurs pour avoir une idée plus complète de la situation économique dans la région. Comprendre les éléments qui influencent ce taux de croissance est crucial pour créer des politiques publiques efficaces qui soutiennent et encouragent la croissance économique au niveau local.

¹⁷ Idem, p 1-2.

¹⁸ Panek, S., Rodriguez, R., & Baumgardner, Op.cit.

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

Les statistiques du PIB par circonscription fournissent une image plus riche non seulement de la répartition de la production économique nationale, mais également des tendances économiques nationales et de leurs manifestations à des niveaux de détail géographique plus fins et alternatifs. Ils peuvent être utilisés pour éclairer les décisions d'allocation des ressources et soutenir les stratégies de développement économique qui ciblent les zones qui en ont le plus besoin en identifiant les forces et les faiblesses des économies locales¹⁹.

Il s'agit d'un indicateur macroéconomique qui mesure la valeur totale de tous les biens et services produits dans une économie pendant une certaine période. Le taux de croissance du PIB régional montre comment la valeur du PIB d'une région change en pourcentage avec le temps. Cela permet d'évaluer si l'économie locale est en bonne santé, si elle ne change pas ou si elle souffre. Pour le calculer on compare la valeur du PIB d'une année à celle de l'année précédente en pourcentage. La formule générale est la suivante : Taux de croissance du PIB = $((\text{PIB de l'année en cours} - \text{PIB de l'année précédente}) \div \text{PIB de l'année précédente}) \times 100$.

Ce taux de croissance du PIB régional a beaucoup d'importance car il aide à évaluer les performances d'une région. Une croissance stable du PIB est souvent vue comme quelque chose de bon, car cela signifie qu'il y a plus de production, plus d'emplois, davantage de revenus et une amélioration du niveau de vie. Par contre, un taux de croissance faible ou négatif peut signaler des soucis économiques, comme le chômage ou moins d'investissements.

Il y a plusieurs facteurs qui peuvent toucher ce taux de croissance. Les principales raisons de la croissance économique comprennent les investissements, les exportations, la consommation des ménages, l'innovation et la productivité. Les investissements, qu'ils soient publics ou privés, boostent l'économie en créant des emplois, en augmentant la capacité de production et en favorisant l'innovation. De bons niveaux d'exportations aident aussi à la croissance du PIB en ouvrant des nouveaux marchés et en augmentant les gains.²⁰

1.3.3 Limite du PIB en tant que indicateurs de bien-être et de développement locale

Le PIB est un indicateur important de la croissance économique, mais insuffisant lorsqu'il s'agit de définir la ligne politique à suivre pour relever les défis du 21ème siècle.

¹⁹ IDEM

²⁰ La finance pour tous. (2023, 28 septembre).

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

D'autres indicateurs complémentaires sont nécessaires à cet effet. Telle est la conclusion de la conférence de la Commission Européenne des 19 et 20 novembre 2007 à Bruxelles sur le thème "Dépasser le PIB", ainsi que de la conférence du 10 janvier 2008 à Tilburg intitulée "Een comfortabele waarheid" (Une vérité confortable)²¹. Le PIB, ou produit intérieur brut, a longtemps été utilisé pour mesurer la croissance économique, et on le voit souvent comme le principal indicateur du bien-être et du développement d'une économie. Cependant, le PIB mesure principalement la production marchande, bien qu'il soit souvent considéré comme une mesure du bien-être économique. Confluer les deux peut mener à des indications trompeuses sur le niveau de bien-être des personnes et entraîner de mauvaises décisions politiques.

Le PIB a des limites importantes quand on parle de bien-être et de développement local, surtout pour des choses comme l'inégalité, la durabilité ou la qualité de vie. Bien que le PIB soit corrélé avec divers indicateurs de niveau de vie, cette corrélation n'est pas universelle et tend à s'affaiblir pour certains secteurs de l'économie. Par exemple, le revenu réel des ménages, qui est plus directement lié au niveau de vie, évolue différemment du PIB dans plusieurs pays de l'OCDE²². Par exemple, il ne tient pas compte de la distribution des revenus, donc même si le PIB augmente, ça ne veut pas dire que tout le monde va gagner plus d'argent, cet argent peut être détenue que par une minorité de gens, En plus, le PIB ne considère pas les coûts sociaux et environnementaux de cette croissance économique, ce qui fait qu'il ne montre pas bien les impacts négatifs comme la destruction de l'environnement ou les soucis de santé publique. Il ne mesure pas directement comment les gens se sentent, en laissant de côté des éléments essentiels comme la qualité de vie ou la satisfaction des besoins de base. Les travaux non rémunérés, comme les tâches ménagères ou le bénévolat, qui participent au bien-être, ne sont pas pris en compte non plus par le PIB.

De plus, il ne considère pas les différences entre les régions, ce qui empêche une bonne évaluation des besoins de chaque endroit. Pour pallier ces manques, on développe des indices plus complets et inclusifs qui peuvent donner une évaluation plus juste du bien-être et du développement local. Ces indices permettent d'avoir une vision plus large de la réalité socio-économique et environnementale, et donc, ils aident à établir des politiques publiques pour un développement qui soit durable et équitable.

²¹ Conseil économique et social-Luxembourg. «Dépasse le Pib –indicateur pour un développement durable » (PDF).le 22 octobre 2008, liens vers : <https://ces.public.lu/content/dam/ces/fr/actualites/2010/07/aicesis-bien-etre/cese-pib-au-dela-avis-fr.pdf>

²² Stiglitz, J. E., Sen, A., & Fitoussi, J.-P. Op.cit., p 85-86

1.4 Autre indicateurs de croissance et de développement local

En plus du PIB, plusieurs autres indicateurs permettent de mesurer la croissance et le développement local de manière plus complète, en tenant compte de facteurs économiques, sociaux, environnementaux et de qualité de vie. Ces indicateurs sont :

1.4.1 L'emploi et le taux de chômage

La mesure de l'emploi et du taux de chômage est vraiment importante pour évaluer la croissance économique dans une région. Ces deux éléments sont très liés à la croissance économique locale. Un haut taux d'emploi et un faible taux de chômage sont en général signe d'une bonne croissance économique et d'un plus grand bien-être pour la population. Quand les gens ont un travail stable et bien payé, ils consomment plus, ce qui aide l'économie locale²³. À l'inverse, un haut taux de chômage peut nuire à cette croissance. Le chômage fait perdre de l'argent aux individus, réduit la demande de biens et services, et baisse la production économique, tout en augmentant les coûts sociaux comme les aides au chômage. Cela peut créer un cercle vicieux où le chômage entraîne encore plus de chômage, poussant à une stagnation économique ou même une récession.

1.4.1.1 Le taux d'emploi

Adam Smith affirme que « la première origine de la richesse des nations c'est la division du travail ²⁴», le travail tient donc une place très importante dans une économie. Selon le rapport publié par l'OECD, Le taux d'emplois Mesure l'utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles. Il est calculé en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. S'il est soumis aux fluctuations du cycle économique, il est aussi, à plus long terme, influencé par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources²⁵.

L'emploi montre aussi le bien-être économique des gens et la performance de l'économie en général. Le taux d'emploi est souvent utilisé ; il mesure la part de la population qui a un travail. On le calcule en divisant le nombre d'emplois par la population en âge de

²³ African Scientific Journal. « La relation croissance-chômage au Maroc : Essai théorique et validation Empirique » 9, Décembre 2021, (PDF), p187

²⁴ GUITTON Henri ; VITRY Daniel, « Economie Politique », quinzième édition, Dalloz, paris, 1991, p45

²⁵ OECD. « Le taux d'emploi mesure l'utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles ». (En ligne) <https://www.oecd.org/fr/data/indicators/employment-rate.html>

Chapitre I : La croissance économique locale ; enjeux, mesure et politique publique

travailler et en multipliant par 100. Un autre indicateur important est le taux de participation de la population active. Celui-ci regarde la part de la population qui travaille ou qui est au chômage en cherchant activement un emploi. Il est également en pourcentage et se calcule de manière similaire.

1.4.1.2 Taux de chômage

Le taux de chômage, lui, mesure le nombre de personnes qui cherchent un emploi et qui n'en ont pas. On l'exprime souvent en pourcentage, en prenant le nombre de chômeurs et en le divisant par la population active (c'est-à-dire ceux qui peuvent travailler). Le taux de chômage est l'indicateur principal «c'est l'indicateur le plus large de l'activité et de la situation économiques au niveau des marchés du travail pour les pays qui recueillent régulièrement des informations sur la main d'œuvre »²⁶.

Le chômage peut être mesuré à travers l'indicateur du taux de chômage et à travers les flux :

- A travers les flux : Dans une démarche dynamique, le nombre de chômeurs apparaît comme la différence entre les flux d'entrée et de sortie du chômage.
- Et à travers l'indicateur du taux de chômage ; Le taux de chômage renseigne sur le déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi. Exprime la part de la population dépourvue d'un emploi, mais qui cherche un travail, parmi la population en âge d'activité.

Ce taux est obtenu comme suit ²⁷:

Taux de chômage (en%) = population en chômage/population active âgée de 15 ans et plus x100

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés +chômeurs). Il exprime la part des chômeurs dans la population active âgée de 15 ans et plus. Ce taux est obtenu par le rapport de l'effectif des chômeurs à celui des actifs âgés de 15 ans et plus. Pour mieux cerner les différents aspects du chômage, ce taux est aussi dégagé selon certaines caractéristiques importantes telles que le diplôme, la durée du chômage, le moyen de

²⁶ International labour organization. « Guide pour comprendre les indicateurs clés du marché du travail (ICMT) ». (PDF).

²⁷ Direction de la statistique CERED : Manuel analyse démographie Guide pratique. p.277 à p.278

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

recherche, la région... Pour mieux suivre l'évolution des différents aspects du chômage, il serait indispensable de dégager les indicateurs suivants :

- Part de la population en chômage de longue durée : elle est obtenue en rapportant l'effectif des chômeurs qui cherchent un emploi pendant une période de 12 mois et plus, au volume total des chômeurs.
- Taux de chômage des diplômés supérieurs : Ce taux est obtenu en rapportant l'effectif de la population active en chômage ayant un diplôme supérieur (baccalauréat diplôme de cadres moyens et diplômes supérieurs) au volume de la population active en chômage.

1.4.2 Le revenu moyen et les inégalités de revenus

Le revenu moyen est une mesure qui aide à estimer la richesse moyenne d'une population dans une région précise. Pour le calculer, on divise le revenu total de tous les habitants par le nombre total d'habitants²⁸. Cela donne une idée générale du pouvoir d'achat et du bien-être économique de la population. Cependant, ça peut être influencé par de gros écarts entre les revenus des individus. Donc, pour une analyse plus poussée, il faut aussi considérer les inégalités de revenus. Les inégalités de revenus désignent les écarts de revenus entre les individus ou les groupes dans une société. Pour mesurer ces inégalités, plusieurs indicateurs sont souvent utilisés. Un des plus connues est le coefficient de Gini²⁹. Ce coefficient est un nombre entre 0 et 1, où 0 signifie une parfaite égalité (tous gagnent le même salaire) et 1 signifie une inégalité totale (une personne a tout l'argent). Plus ce coefficient est élevé, plus les inégalités sont grandes. En plus du coefficient de Gini, d'autres mesures d'inégalités existent, comme le rapport inter décile (qui considère les revenus des 10 % les plus riches vs les 10 % les plus pauvres), le ratio 90-10 (qui compare les revenus du 90 % les plus riches avec ceux du 10 % les plus pauvres) et le revenu médian (qui représente le revenu au milieu de la distribution, donc séparant la moitié supérieure de la moitié inférieure)³⁰.

Comprendre le revenu moyen et les inégalités de revenus est très important pour plusieurs raisons. D'abord, cela aide à évaluer le niveau de bien-être économique et de qualité de vie dans une région. Un revenu moyen élevé peut montrer qu'une population est prospère,

²⁸ BYJU'S. « What is average income? also write down the formula to calculate the average income of the country. Google. <https://translate.google.com/translate?u=https%3A%2F%2Fbyjus.com%2Fquestion-answer>

²⁹ L'indice Gini est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée

³⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Coefficient_de_Gini

Chapitre I : La croissance économique locale ; enjeux, mesure et politique publique

tandis que des inégalités importantes peuvent indiquer des problèmes comme la pauvreté ou l'exclusion sociale.

En plus, les inégalités peuvent avoir des effets négatifs sur la stabilité sociale, le capital humain, la mobilité sociale et la croissance économique en général. Les théories estimant que les inégalités de revenu réduisent la croissance se classent aussi en trois grandes catégories. La première met l'accent sur la diffusion de l'instabilité sociale et politique dans le cas d'une distribution inégale des ressources. La concentration des revenus augmente la violence et le mécontentement social ; elle favorise aussi l'apparition d'activités illicites et de manifestations risquant de provoquer émeutes et coups d'État (Hibbs, 1973 ; Venieris et Gupta, (1983, 1986, Gupta, 1990) ; Alesina et Perotti, 1996)³¹. Quand les inégalités sont trop grandes, cela peut entraîner des tensions sociales, une baisse de la cohésion entre les gens et des problèmes d'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi. Cela peut aussi freiner le potentiel économique d'une région en diminuant la productivité et en créant des barrières à la participation économique.

Enfin, comprendre le revenu moyen et les inégalités est aussi crucial pour créer des politiques publiques efficaces qui visent à promouvoir une croissance économique juste. Par exemple, des politiques comme la redistribution fiscale, l'accès à l'éducation, le soutien aux petites entreprises et la protection sociale peuvent vraiment aider à réduire les inégalités et améliorer le bien-être économique de tous. Donc, mesurer le revenu moyen et les inégalités donne des infos importantes sur la santé économique d'une région. En combinant tout cela avec d'autres indicateurs de croissance, on peut mieux saisir les enjeux économiques locaux, repérer les populations vulnérables et élaborer des politiques adaptées pour encourager une croissance économique durable et équitable³².

1.4.3 Les indicateurs de qualité de vie (accès aux services publics, environnement, etc.)

La mesure de la croissance économique locale ne doit pas juste se baser sur des indicateurs financiers ou économiques. Il est très important de prendre en compte aussi les indicateurs de qualité de vie pour avoir une image complète et équilibrée du développement d'une région ou d'une communauté. La qualité de vie est une notion qui a fait son apparition dans la statistique publique avec le Rapport de la Commission sur la mesure des performances

³¹ CAIRN.INFO. Orazio Attanasio, Chiara Binelli « Inégalités, croissance et politiques redistributives »(en ligne) <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine1-2004-3-page-107.htm>

³² Idem

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

économiques et du progrès social dirigé par J. Stiglitz, A. Sen et J.-P. Fitoussi (2009)³³. Sa mesure s'inscrit dans un courant qui vise à redéfinir ce qui fait la richesse d'un pays, au-delà de la croissance du PIB. Intuitivement, nous avons tous une notion de ce qu'est la qualité de vie : « la qualité de vie, c'est ce qui rend la vie bonne, agréable ou confortable » (LARGEAUT-FAGOT A., 2002, p. 1). Mais dès qu'il s'agit de préciser ses contours et d'en donner une définition théorique, on s'aperçoit qu'il existe autant d'approches que de disciplines cherchant à la mesurer. Pour pallier ce manque de conceptualisation, la qualité de vie est appréhendée de manière empirique, par la recherche des composantes qui la constituent.

D'une étude à l'autre, on retrouve une base commune de dimensions qui semblent faire consensus quant à ce qui intervient dans la qualité de vie : conditions de vie matérielles, santé, éducation, équilibre travail/vie privée, relations sociales, participation à la vie politique et environnement. La qualité de vie est alors définie comme l'harmonie entre ces dimensions, même si toutes n'ont pas le même poids en fonction des individus et de leurs conditions de vie³⁴. L'accès aux services publics, par exemple, c'est un indicateur clé pour savoir si la qualité de vie est bonne. Cela inclut des choses comme l'accès à l'éducation, aux soins de santé, aux transports, à l'eau potable, à l'électricité et à d'autres services indispensables. Avoir ces services de manière adéquate et équitable, c'est crucial pour le bien-être et la satisfaction des gens. Donc, il faut évaluer la disponibilité et l'accessibilité des écoles, des hôpitaux, des transports en commun, ainsi que de l'eau et de l'électricité, pour voir comment se place la qualité de vie économique locale.

Ensuite, l'environnement, c'est aussi un facteur très important qui joue sur la qualité de vie des populations. La qualité de l'air, de l'eau et du sol, sans oublier la préservation des espaces naturels et la biodiversité, ont un vrai impact sur la santé et le bien-être des individus. Donc, il faut aussi prendre en compte des indicateurs environnementaux comme la qualité de l'air, la présence d'espaces verts, le traitement des déchets, et la protection des ressources naturelles lors de l'évaluation de la croissance économique locale.

La santé et le bien-être, cela fait partie des aspects essentiels de la qualité de vie. Des services de santé adaptés, avec des établissements médicaux, des professionnels qualifiés et des programmes de prévention, aident à améliorer la santé physique des gens. En plus, il faut aussi penser au bien-être mental et émotionnel, en regardant la satisfaction subjective, l'accès aux

³³ L'OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES. « Une nouvelle lecture des territoires par les indicateurs de qualité de vie ». (PDF),

³⁴ Idem

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

services de soutien psychologique et la gestion du stress quotidien. Des indicateurs comme l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile et l'accès aux soins médicaux sont utilisés pour voir ces aspects de la qualité de vie.

L'accès à un logement décent, c'est encore un autre indicateur important. Un bon logement, aide à la sécurité, à la stabilité et au développement des personnes et des familles. On utilise des statistiques sur l'accessibilité financière du logement, le taux de surpeuplement, les conditions de vie et la stabilité résidentielle pour évaluer cela. Les infrastructures et équipements communautaires, comme les parcs, les centres commerciaux, les lieux de loisirs et les installations sportives, sont aussi des éléments qui participent à la qualité de vie. Ils créent des espaces pour se rencontrer et interagir, favorisent un mode de vie actif, et renforcent le lien social dans la communauté. Des indicateurs comme la disponibilité et la diversité de ces infrastructures, ainsi que la participation à des activités culturelles et civiques, servent à évaluer cet aspect.

SECTION 2 : LES DETERMINANTS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE LOCALE

Dans cette section, nous examinerons les facteurs essentiels qui influencent la croissance économique au niveau local. La croissance économique locale ne se limite pas simplement à une augmentation du produit intérieur brut ; elle résulte d'une interaction complexe entre divers éléments qui façonnent le développement d'une région. Nous aborderons les principaux déterminants de cette croissance, en mettant l'accent sur les facteurs endogènes et les facteurs exogènes.

2 Les facteurs endogènes et exogènes de la croissance économique locale

Dans un contexte économique complexe et fragile, le développement économique d'un territoire va se déterminer en deux axes : développement endogène et développement exogène. Le développement endogène consiste à soutenir les activités et à valoriser les ressources déjà présentes sur le territoire. Le développement exogène se caractérise par le renforcement de l'attractivité du territoire pour accueillir de nouveaux établissements.

2.1 Les facteurs endogènes de la croissance économiques locale

Les facteurs endogènes de la croissance économiques locale sont les éléments internes à une région ou à une communauté qui influencent directement son développement économique, ces facteurs sont :

2.1.1 Les ressources humaines et la main-d'œuvre qualifiée

« L'importance du capital humain pour la compétitivité et la croissance économique a été intensivement discutée au cours des deux dernières décennies. L'accent théorique sur le capital humain a été principalement mis par la théorie de la croissance endogène, en commençant par Arrow (1962) et Uzawa (1965), Nelson et Phelps (1966) ont probablement été les premiers à souligner le rôle du capital humain dans l'adoption des technologies et son impact sur la croissance économique. Cependant, le concept de capital humain a été pleinement intégré plus tard, principalement dans les travaux de Romer (1986) et Lucas (1988). De nombreuses études et analyses se concentrant sur le capital humain et la croissance ont suivi – Barro (1991) considère le capital humain comme l'un des déterminants clés du revenu par habitant, Aghion

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

et Howitt (1998) soulignent le rôle du capital humain en tant que facteur favorisant un investissement plus élevé dans les technologies, avec un impact positif sur la croissance »³⁵.

D'un autre côté, la main-d'œuvre qualifiée se définit par le fait de posséder des compétences, des connaissances et des expertises précises qui sont recherchées sur le marché du travail. En général, les travailleurs qualifiés gagnent mieux leur vie et apportent plus à la productivité et à l'innovation. Donc, avoir une main-d'œuvre qualifiée, c'est très important pour la compétitivité économique d'une région. Si des groupes de travailleurs hautement qualifiés jouissant d'un niveau de formation supérieure sont concentrés spatialement, alors ils pourront davantage échanger des idées, ce qui accélérera le progrès technique dans les activités locales (Rauch, 1993)³⁶. L'importance des ressources humaines et de la main-d'œuvre qualifiée pour la croissance économique locale, se trouve dans plusieurs aspects. D'abord, ces éléments aident à booster la productivité et l'efficacité des entreprises. Les travailleurs qualifiés peuvent faire des tâches complexes et difficiles, ce qui permet aux entreprises de produire plus et de répondre aux demandes du marché de manière plus rapide. De plus, les ressources humaines qualifiées encouragent l'innovation et la créativité. Les personnes qui ont des compétences et des savoirs spécifiques sont plus capables de développer de nouvelles idées, d'améliorer les processus actuels et de mettre en place des solutions nouvelles. Donc, avoir une main-d'œuvre qualifiée aide aussi la recherche et le développement, ce qui favorise la croissance économique à long terme.

En plus, les ressources humaines et la main-d'œuvre qualifiée aident à améliorer la qualité de vie et au développement social dans une région. En investissant dans l'éducation, la formation professionnelle et le développement des compétences, on peut créer des emplois pour les gens de la région, diminuer le chômage et encourager l'inclusion économique. Cela renforce aussi la cohésion sociale et diminue les inégalités. Il faut aussi souligner que les ressources humaines ne concernent pas seulement les travailleurs qualifiés. Les compétences et les savoirs des travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés sont également importants pour de nombreux secteurs, comme l'industrie manufacturière, la construction ou les services. Donc, il est essentiel de prendre en compte tous les types de main-d'œuvre dans les stratégies de croissance économique locale.

³⁵ WEKA.FR, « Mise en place d'un développement économique exogène : démarche de prospection », (en ligne) .

³⁶ Martin R. et Sunley P., Une convergence lente ? La nouvelle théorie de la croissance endogène et le développement régional, Géographie, Économie, Société 2005/2, Vol. 7, p. 129-154

2.1.2 L'entrepreneuriat et l'innovation

L'entrepreneuriat, est le processus où des personnes trouvent une opportunité commerciale et utilisent les ressources nécessaires pour la réaliser. Les entrepreneurs sont des agents de changement qui boostent l'économie en apportant de nouvelles idées, produits, services et technologies sur le marché local. Leur capacité à prendre des risques et leur esprit d'initiative sont super importants pour encourager l'innovation et créer des emplois³⁷.

L'innovation, quant à elle, concerne la création, l'adoption et la diffusion de nouvelles idées, des technologies et pratiques dans différents secteurs d'une économie. Cela peut se voir à travers des innovations de produits, de processus, de marketing ou d'organisation. Grâce à l'innovation, les entreprises peuvent améliorer leur compétitivité, augmenter leur productivité et découvrir de nouvelles opportunités de croissance. L'entrepreneuriat et l'innovation vont souvent de pair. Les entrepreneurs ont un rôle clé dans la promotion de l'innovation, car ce sont eux qui voient de nouvelles opportunités et qui sont prêts à investir du temps, de l'argent et des efforts pour les réaliser. À l'inverse, l'innovation peut aussi encourager l'entrepreneuriat en créant de nouveaux marchés ou en révolutionnant des secteurs existants, en trouvant des solutions innovantes à des problèmes locaux.

Dans le cadre local, l'entrepreneuriat et l'innovation peuvent être soutenus par différents facteurs. D'abord, il faut un environnement qui soit favorable à l'entrepreneuriat. Cela veut dire avoir des politiques et des règles claires, des démarches simplifiées pour créer des entreprises, un accès plus facile au financement et un soutien institutionnel, comme des incubateurs ou des centres de recherche, pour aider les entrepreneurs à chaque étape. Ensuite, un bon réseau de soutien est aussi important pour encourager l'entrepreneuriat. Cela inclut des partenariats avec d'autres entreprises, des collaborations avec des établissements d'éducation ou de recherche, et des liens avec les autorités locales. Ces réseaux peuvent aider les entrepreneurs en leur offrant des conseils, du mentorat, des opportunités de partenariat et l'accès à de nouveaux marchés.

Pour ce qui est de l'innovation, l'éducation et la formation sont cruciales. Un système éducatif solide peut stimuler la créativité et le développement de compétences entrepreneuriales. De plus, la recherche et le développement sont des moteurs importants de l'innovation. Les centres de recherche, les universités et les institutions de R&D peuvent

³⁷ Idem

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

encourager la collaboration entre le monde universitaire et celui des entreprises, favorisant le partage de connaissances et la création d'innovations.

« La littérature sur les systèmes d'innovation régionaux a souligné le rôle central des universités dans le développement des trajectoires technologiques régionales (Autio 1998; Braczyk, Cooke et Heidenreich 1998; Cooke 2001; Evangelista 2002; Iammarino 2005; Asheim, Smith et Oughton 2011). D'une part, ils représentent une source de connaissances cruciale dans les réseaux d'innovation locaux et, d'autre part, ils favorisent l'agglomération régionale par le biais de débordements de connaissances provenant d'activités de recherche et d'éducation (Ponds, Oort et Frenken 2010; D'Este, Guy et Iammarino 2013; Cicerone, McCann et Venhorst 2020)³⁸». Il faut aussi garder à l'esprit que l'impact de l'entrepreneuriat et de l'innovation sur la croissance économique peut varier selon les régions. Certaines régions sont plus favorables à l'entrepreneuriat en raison de la présence d'industries spécifiques ou de l'accès à certaines ressources. L'innovation peut être plus forte dans les régions qui investissent davantage dans la recherche et qui ont des liens avec des pôles technologiques.

En résumé, l'entrepreneuriat et l'innovation sont des facteurs clés qui influencent la croissance économique dans les zones locales. L'entrepreneuriat aide à créer des emplois, favorise l'innovation et diversifie l'économie, tandis que l'innovation augmente la compétitivité des entreprises, aide au développement de nouveaux marchés et répond aux besoins changeants de la société.

2.1.3 L'infrastructure physique et numérique

« Les infrastructures jouent un rôle crucial dans la stimulation de la croissance économique et dans la promotion de l'intégration régionale. Ils constituent l'épine dorsale du développement de toute nation, fournissant les structures physiques et organisationnelles nécessaires qui permettent aux entreprises de prospérer, de faciliter le commerce et de relier les régions³⁹». Des systèmes de transport bien développés, comme les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports, aident à la mobilité des biens et des personnes, réduisent les coûts logistiques, favorisent le commerce et renforcent la connexion avec les marchés régionaux et internationaux. Une bonne accessibilité grâce à des infrastructures de transport efficaces stimule l'investissement, crée des emplois, et encourage le développement de secteurs

³⁸ Researchgate. «La contribution des inventeurs universitaires à la diversification technologique régionale: les preuves italiennes » (en ligne)

³⁹ Faster capital. «Le rôle des infrastructures dans la croissance économique » », (en ligne)

Chapitre I : La croissance économique locale ; enjeux, mesure et politique publique

économiques locaux. L'approvisionnement en énergie qui est fiable et pas trop cher est aussi un point essentiel de l'infrastructure pour aider à la croissance économique. Les entreprises ont besoin d'une alimentation électrique stable pour fonctionner, pendant que les ménages demandent de l'énergie pour leurs besoins quotidiens. Des réseaux d'énergie bien développés, avec des sources d'énergie variées comme le pétrole, le gaz, le charbon, les énergies renouvelables et le nucléaire, peuvent répondre à une demande qui augmente et soutenir le développement industriel et commercial local.

Les infrastructures de télécommunications sont aussi cruciales pour la croissance économique locale, surtout à notre époque numérique. Une bonne connectivité rapide grâce aux réseaux de téléphonie mobile, à l'internet haut débit, et à d'autres technologies de communication, aide les entreprises à accéder aux marchés, à innover, à être plus compétitives, et à interagir avec les clients et partenaires commerciaux dans le monde entier. Des services de télécommunications efficaces encouragent également l'économie numérique, favorisant la création d'emplois dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), et soutenant les start-ups et entreprises innovantes. « L'investissement dans les infrastructures peut stimuler l'activité économique et créer des emplois. Lorsque les gouvernements investissent dans des projets d'infrastructures, ils créent une demande de main-d'œuvre et de matériaux, ce qui peut stimuler l'activité économique à court terme. Par exemple, la construction d'un nouvel aéroport ou d'un port maritime peut créer des emplois pour les travailleurs de la construction, les ingénieurs et d'autres professionnels. A long terme, les infrastructures peuvent également attirer plus d'entreprises et d'investissement dans la région, créant encore plus d'opportunités d'emploi. ⁴⁰ »

En plus de cela, l'infrastructure numérique est devenue un facteur vraiment important pour la croissance locale. Avec la montée de l'économie numérique, il est essentiel que les régions aient une infrastructure technologique adéquate pour favoriser l'innovation, la productivité, et la compétitivité. Cela inclut l'accès à l'internet haut débit, des réseaux sans fil, des centres de données, des services en nuage, et d'autres outils TIC. Les gouvernements locaux et les organismes de développement économique devraient collaborer étroitement avec les acteurs privés pour mettre en place une infrastructure numérique solide qui aide les entreprises à se transformer numériquement, stimuler l'entrepreneuriat, et créer des emplois dans le secteur des TIC.

⁴⁰ Idem

Chapitre I : La croissance économique locale ; enjeux, mesure et politique publique

Cependant, le développement de l'infrastructure numérique ne s'arrête pas uniquement à la connexion technologique. Il est aussi super important de développer des compétences numériques dans la population locale, en offrant une formation et un apprentissage qui répondent aux besoins du marché du travail numérique. Avoir une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine des TIC est essentiel pour profiter pleinement du potentiel de l'infrastructure numérique, pour encourager l'innovation et pour soutenir la croissance économique dans les communautés locales.

2.2 Les facteurs exogènes et l'environnement économique global

Les facteurs exogènes jouent un rôle essentiel dans le développement économique d'une région, en apportant des influences extérieures qui façonnent ses opportunités et ses défis.

Dans ce sous-titre Nous examinerons comment les conditions économiques mondiales, les politiques internationales, les tendances technologiques, et d'autres éléments externes influencent la dynamique économique d'une région et façonnent ses perspectives de développement.

2.2.1 L'influence des politiques macroéconomiques nationales

Les politiques macroéconomiques sont très importantes pour gérer et contrôler l'économie d'un pays. Par exemple, les politiques monétaires, qui sont mises en place par les banques centrales, ont pour but de réguler la quantité de monnaie en circulation, ainsi que les taux d'intérêt et le crédit. Cela affecte directement l'investissement, la consommation et les taux de change, ce qui impacte l'économie locale.

Une des politiques monétaires⁴¹ clés est la fixation des taux d'intérêt. Quand la banque centrale augmente ces taux, elle cherche à ralentir l'inflation et à freiner l'expansion économique, car cela rend l'emprunt plus cher pour les entreprises et les ménages. D'un autre côté, si elle baisse les taux d'intérêt, cela a pour but de stimuler l'économie en rendant l'emprunt plus intéressant. Ces changements de taux d'intérêt influent directement sur les décisions d'investissement des entreprises et sur la demande de produits et services, donc sur la croissance économique locale.

⁴¹ Melchior. «L'action des politiques budgétaire et monétaire sur la conjoncture », (en ligne).

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

Les politiques fiscales, qui concernent les dépenses publiques et les recettes, notamment les impôts, sont aussi très importants pour la croissance économique. Les politiques fiscales expansionnistes, qui comprennent des baisses d'impôts et une hausse des dépenses publiques, ont tendance à stimuler l'économie en augmentant la demande et en soutenant les investissements. À l'inverse, les politiques fiscales restrictives, avec des augmentations d'impôts et des réductions des dépenses, cherchent à contrôler l'inflation et stabiliser l'économie, c'est réductions d'impôts pour les entreprises peuvent encourager l'investissement et l'innovation, stimulant ainsi la croissance économique, surtout entre les région, ce qui permet d'attirer les entreprise à venir s'immerger, et ainsi créer un climat de compétitivité régional ce qui conduit à la contribution de la croissance économique locale et a l'innovation, en stimulant l'investissement ⁴².

Les politiques budgétaires⁴³, qui parlent de l'équilibre entre les recettes et les dépenses du gouvernement, jouent aussi un rôle majeur. Un déficit budgétaire, où les dépenses dépassent les revenus, peut servir à stimuler l'économie en injectant plus de fonds via l'emprunt. Cela peut aider à financer des projets d'infrastructure, des programmes sociaux ou des mesures de relance. Cependant, un déficit trop élevé peut causer des problèmes financiers et une dette publique insoutenable, ce qui pourrait ralentir la croissance à long terme.

L'interaction entre les politiques macroéconomiques nationales et l'état de l'économie mondiale peut présenter des défis et des opportunités pour les économies locales. Par exemple, des politiques monétaires restrictives dans des grandes économies peuvent entraîner une baisse du crédit et des investissements, ce qui peut nuire à la croissance locale. De plus, des événements externes comme des crises financières ou des fluctuations des prix des matières premières peuvent aussi affecter les économies locales et exiger des ajustements des politiques macroéconomiques. Il est aussi important de comprendre que les politiques macroéconomiques doivent être élaborées et appliquées en tenant compte des spécificités de chaque économie locale. Les besoins, les structures économiques et les objectifs de développement varient d'un pays à l'autre, ce qui exige une approche variée pour mettre en place des politiques appropriées.

Ainsi, l'influence des politiques macroéconomiques nationales sur la croissance locale est certaine. Les décisions en matière de politique monétaire, fiscale et budgétaire sont essentielles pour stimuler ou freiner l'activité économique et affectent directement les choix

⁴² DICCTIONNAIRE ENCYCLOPEDIQUE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE. « Politique fiscale », (PDF)

⁴³ Melchior. Op.cit.

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

d'investissement, la consommation et l'équilibre économique des régions. Cependant, il est essentiel que ces politiques soient cohérentes et s'intègrent dans une stratégie de développement économique à long terme pour être efficaces sur le long terme.

2.2.2 Les échanges commerciaux internationaux

Les échanges commerciaux internationaux sont le commerce des biens, des services et des capitaux entre différents pays. Ils sont très importants pour le développement économique, car ils permettent aux pays de se spécialiser dans la production de certains biens et services. Cela aide à avoir accès à plus de produits et à profiter d'une meilleure efficacité avec la division du travail dans le monde. Il y a plusieurs éléments qui influencent ces échanges. D'abord, les facteurs géographiques. Si des pays sont proches, cela peut rendre les échanges plus simples en baissant les coûts de transport et de logistique. Avoir de bonnes infrastructures comme des ports, des aéroports et des réseaux de transport est aussi crucial pour le commerce international.

Ensuite, la politique commerciale joue un rôle clé. Les règles commerciales d'un pays, comme les droits de douane, les limites d'importation, et les accords commerciaux, peuvent vraiment influencer les échanges. Par exemple, des droits de douane élevés peuvent limiter l'importation de certains biens et aider à la production locale. À l'inverse, des accords comme les zones de libre-échange peuvent faciliter l'accès à d'autres marchés.

Un autre facteur essentiel est la compétitivité des entreprises. Les pays avec des entreprises qui produisent des biens et services de haute qualité à des prix compétitifs réussissent généralement mieux dans le commerce international. L'innovation, l'éducation, et l'efficacité du marché du travail sont donc des éléments importants pour renforcer cette compétitivité et encourager les échanges.

Les conditions macroéconomiques et financières jouent aussi un rôle important. Par exemple, les taux de change peuvent affecter la compétitivité des pays. Si une monnaie nationale est faible, cela peut rendre les exportations moins chères et accroître la demande pour les produits du pays. Mais une monnaie forte peut avoir l'effet inverse. Plus largement, des facteurs comme la croissance économique, le niveau d'investissement, le chômage et la stabilité financière influencent également les échanges. En période de crise économique, la demande mondiale peut baisser, ce qui impacte les exportations des pays qui dépendent du commerce. Les crises financières peuvent aussi causer des interruptions importantes des flux commerciaux.

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

De plus, les politiques économiques d'un pays, comme les politiques fiscales ou monétaires, peuvent influencer les échanges. Par exemple, une politique monétaire qui stimule l'économie peut mener à plus d'exportations en rendant les prix des biens nationaux plus attractifs pour les acheteurs étrangers.

2.2.3 L'impact des investissements directs étrangers

Les investissements directs étrangers, ou IDE, ont un gros impact sur la croissance économique au niveau local. D'abord, ils apportent des capitaux importants dans le pays où ils investissent. Ces investissements peuvent servir à financer des projets d'infrastructure, à développer de nouvelles industries, à créer des emplois, et aussi à stimuler l'activité économique en général. Grâce aux IDE, on peut donc voir une augmentation du PIB, une baisse du chômage et une amélioration du niveau de vie dans le pays d'accueil. En plus, les IDE amènent souvent un transfert de technologie et de savoirs. Les grandes entreprises qui investissent à l'étranger peuvent introduire des nouvelles technologies, des processus de production innovants, et de bonnes pratiques de management. Cela peut renforcer les capacités des entreprises locales, améliorer leur productivité et les rendre plus compétitives sur le marché international. Les IDE jouent aussi un rôle important dans la création d'emplois. Quand des entreprises étrangères s'installent, cela crée des opportunités d'emploi pour les gens qui vivent là. Que ce soit par des emplois directs dans les filiales de ces multinationales ou des emplois indirects pour les fournisseurs et sous-traitants, les IDE aident à réduire le chômage et à favoriser l'inclusion sociale.⁴⁴

De plus, ces investissements peuvent aider à développer le secteur des exportations. Les entreprises multinationales ont souvent un accès privilégié aux marchés internationaux, ce qui facilite l'exportation des produits et services du pays hôte. En créant des liens commerciaux avec d'autres marchés, les IDE peuvent augmenter les exportations, améliorer la balance commerciale et aider le pays à s'intégrer dans l'économie mondiale.

Il faut aussi prendre en compte que l'impact des IDE sur la croissance économique locale est très lié à la situation économique mondiale. Les flux d'IDE sont influencés par divers éléments extérieurs comme les conditions économiques mondiales, la stabilité financière, les politiques commerciales et les changements géopolitiques. Par exemple, si l'économie

⁴⁴ International monetary found. « L'investissement direct étranger est-il bénéfique aux pays en développement ? », (en ligne) .P7.

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

mondiale ralentit, les flux d'IDE peuvent diminuer, tandis qu'une période de forte croissance peut inciter plus d'investissements internationaux. En plus, les règles et les politiques d'investissement des pays d'accueil et d'origine jouent un rôle essentiel dans l'attractivité des IDE. Les pays qui offrent un environnement stable, clair et amical pour les entreprises attirent plus d'investissements internationaux. Des réformes comme la libéralisation économique, la compétitivité accrue, la simplification des formalités administratives et la protection des droits de propriété intellectuelle peuvent améliorer l'attractivité d'un pays pour les IDE⁴⁵.

En conclusion, les investissements directs étrangers ont un impact significatif sur la croissance économique locale. Ils peuvent apporter des capitaux, des technologies, créer des emplois, favoriser les exportations et encourager l'investissement domestique. Toutefois, leur impact dépend aussi de l'environnement économique mondial et des politiques d'investissement que les pays adoptent. En offrant un cadre favorable aux investissements internationaux et en prenant des mesures adéquates, on peut vraiment bénéficier des avantages des IDE pour soutenir la croissance économique durable.

2.2.4 Les effets de la mondialisation et de la numérisation

La mondialisation est un processus qui désigne l'interconnexion croissante des économies à travers le monde. Cela vient de la libéralisation des échanges, de l'intégration des marchés financiers, de la mobilité du capital et de la multiplication des accords commerciaux. Grâce à la mondialisation, il y a plus d'opportunités d'échange et d'investissement, mais cela pose aussi pas mal de défis pour les économies locales. Un des impacts majeurs de la mondialisation est l'augmentation de la concurrence sur les marchés locaux. Les entreprises doivent faire face à plus de concurrence, non seulement des acteurs locaux, mais aussi d'entreprises étrangères. Cela met beaucoup de pression sur leurs marges et les pousse à s'adapter rapidement pour rester compétitives.

La mondialisation affecte également le marché de l'emploi. D'une part, certaines industries se délocalisent vers des régions où le coût de la main-d'œuvre est moindre, ce qui peut avoir des conséquences négatives sur l'emploi local. D'un autre côté, cela crée aussi de nouvelles opportunités d'emplois, surtout dans les secteurs des services, de la technologie et de l'innovation. En plus de ces impacts, la mondialisation contribue à l'augmentation de la productivité. Avec l'accès à de nouveaux marchés et technologies, les entreprises locales

⁴⁵ Idem

Chapitre I : La croissance économique locale ; enjeux, mesure et politique publique

peuvent améliorer leur efficacité. Cela permet une augmentation de la production et une réduction des coûts, ce qui a un effet positif sur la croissance économique et la compétitivité.

La numérisation⁴⁶, est un phénomène qui a bien transformé l'économie mondiale ces dernières décennies. Cela désigne l'usage croissant des technologies de l'information et de la communication dans tous les secteurs économiques. « Les technologies numériques innervent désormais l'ensemble de notre tissu économique. Elles sont rapidement devenues les principaux vecteurs des mutations qui bouleversent nos modes de production de consommation et d'échanges. A la pointe de l'économie numérique les start-ups sont souvent elles-mêmes innovantes tant dans la production que dans les modes d'organisation ⁴⁷ ». Cette transformation a ses avantages, mais aussi des défis à relever. Par exemple, les modèles d'affaires traditionnels doivent s'adapter aux nouvelles réalités numériques. Les entreprises doivent donc élaborer des stratégies basées sur l'utilisation des données et des technologies, et cela leur offre de nouvelles opportunités. La numérisation impacte aussi l'innovation au niveau local. Les technologies numériques rendent la collaboration plus facile entre les acteurs locaux, stimulant la créativité et l'émergence de nouvelles idées. De nombreuses régions ont mis en place des écosystèmes d'innovation, qui réunissent entreprises, universités et start-ups, et qui sont importantes pour le développement économique local.

En résumé, la mondialisation et la numérisation ont des effets notables sur la croissance économique au niveau local. La mondialisation augmente la concurrence, ouvre de nouveaux marchés et booste la productivité, mais elle apporte aussi des défis en matière d'emploi. La numérisation, elle, transforme les modèles d'affaires, stimule l'innovation et fait émerger de nouvelles opportunités, tout en posant des défis concernant les compétences et l'inclusion économique. Comprendre ces phénomènes et s'adapter est donc essentiel pour favoriser la croissance économique locale dans un contexte de mondialisation et de numérisation.

2.3 Les politiques publiques et les institutions locales

Dans ce sous-titre, Nous analyserons comment ces institutions contribuent à la création d'un environnement favorable à l'investissement, à la croissance des entreprises, et à l'amélioration des conditions de vie. Et nous examinerons comment les politiques publiques,

⁴⁶ Numilog.com, «L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE : UNE ÉCONOMIE DISRUPTIVE ? » (En ligne), P2, lien ver <https://excerpts.n.umilog.com/books/3303330403921.PDF>

⁴⁷ Vie Publique. « L'économie à l'heure du numérique », (en ligne).avril2016, LIEN VER : <https://www.vie-publique.fr/catalogue/23050-leconomie-lheure-du-numerique> consulté le 07-2024

Chapitre I : La croissance économique locale ; enjeux, mesure et politique publique

élaborées par les autorités locales et nationales, impactent directement le développement économique. Les politiques publiques incluent les stratégies économiques, les réglementations, les incitations fiscales, et les programmes de soutien aux entreprises.

2.3.1 Les dispositifs d'incitation à l'investissement

Les dispositifs d'incitation à l'investissement sont des mesures que mettent en place les autorités publiques pour encourager les entreprises et les particuliers à investir dans une économie locale ou régionale. Ces mesures ont pour but de diminuer les obstacles à l'investissement, d'attirer des capitaux et de favoriser la création d'emploi. Il existe plusieurs formes de dispositifs d'incitation, comme les avantages fiscaux, les subventions, ou encore les facilités administratives.

Les dispositifs les plus fréquemment utilisés sont :

- **les avantages fiscaux pour les investisseurs⁴⁸** : Ces avantages peuvent être des exonérations fiscales, des réductions d'impôts ou des amortissements accélérés. Les gouvernements locaux peuvent donner ces avantages aux entreprises qui s'engagent à investir dans certains secteurs ou à créer un nombre défini d'emplois dans la région. D'ailleurs, les avantages fiscaux peuvent aussi être liés à l'emplacement des investissements, en offrant des réductions d'impôts aux entreprises qui choisissent de s'installer dans des zones à économie faible ou dans des zones de développement spéciales.
- **Les subventions financières** : sont aussi un autre moyen important d'incitation à l'investissement. Les gouvernements locaux peuvent donner des subventions directes aux entreprises pour les aider à financer leurs projets. Ces subventions peuvent couvrir une partie des coûts pour acheter des équipements, faire de la recherche et du développement, ou former les salariés. En général, les subventions sont accordées aux entreprises qui respectent certains critères, comme la création d'emplois, le respect des normes environnementales, ou l'innovation.

En plus des avantages fiscaux et des subventions, il existe d'autres dispositifs d'incitation, comme les facilités administratives. Ces facilités aident à simplifier et à accélérer les démarches pour obtenir les autorisations, les permis et les licences nécessaires pour réaliser

⁴⁸ OCDE (2021), « Vers une utilisation plus rationnelle des incitations à l'investissement », dans Middle East and North Africa Investment Policy Perspectives, Éditions OCDE, Paris

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

un projet d'investissement. En réduisant les délais et les coûts administratifs, ces facilités encouragent les investisseurs à se lancer dans des projets plus importants et à accroître leur productivité.

L'objectif principal de ces dispositifs d'incitation à l'investissement est de dynamiser l'activité économique au niveau local et de favoriser le développement dans la région. En attirant des investissements, ces mesures créent des opportunités d'emplois, boostent la production de biens et de services, et renforcent la compétitivité de l'économie locale. Les entreprises qui bénéficient d'avantages fiscaux et de subventions peuvent aussi créer un effet positif sur l'ensemble de l'écosystème économique en développant des liens avec des fournisseurs locaux, en suscitant la demande de main-d'œuvre et en favorisant l'innovation⁴⁹.

Cependant, il ne faut pas oublier que ces dispositifs d'incitation à l'investissement présentent des limites et des inconvénients. Par exemple, les avantages fiscaux peuvent engendrer une perte de revenus pour les gouvernements locaux, ce qui peut influencer leur capacité à financer des services publics essentiels. Par ailleurs, les subventions peuvent être onéreuses et doivent être appliquées avec prudence pour s'assurer qu'elles atteignent vraiment leur but initial de stimuler l'investissement et de créer des emplois. L'efficacité de ces dispositifs dépend aussi de plusieurs facteurs, comme la stabilité politique et économique, la qualité des infrastructures, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, ou encore la présence de réseaux de soutien aux entreprises. Donc, il est nécessaire que les politiques d'incitation à l'investissement fassent partie d'une stratégie plus large de développement économique et régional, et qu'elles soient en accord avec d'autres politiques publiques.

En somme, les dispositifs d'incitation à l'investissement jouent un rôle clé pour favoriser la croissance économique à l'échelle locale. En proposant des avantages fiscaux, des subventions et des facilités administratives, ces mesures incitent les entreprises à investir dans certaines régions, à créer des emplois et à dynamiser l'activité économique. Toutefois, il est important de les appliquer avec soin pour éviter les abus et s'assurer qu'ils soutiennent vraiment le développement durable de l'économie locale.

⁴⁹ Idem

2.3.2 Les mesures de soutien à l'innovation et à la recherche⁵⁰

L'innovation et la recherche sont des piliers majeurs du développement économique. Elles aident à améliorer la productivité, à créer de nouveaux emplois, à augmenter la compétitivité et à répondre aux défis de la société. Pour encourager l'innovation, les politiques publiques locales doivent adopter des mesures de soutien adaptées. Une des politiques principales en matière d'innovation est l'investissement dans la recherche et le développement (R&D). Investir dans la R&D est très important pour dynamiser l'innovation et la croissance économique. Des mesures de soutien financier, comme des subventions, crédits d'impôt ou fonds de recherche, peuvent inciter les entreprises, universités et instituts de recherche à se lancer dans des projets innovants. Les politiques d'investissement dans la R&D doivent aussi être pensées pour favoriser les partenariats public-privé, réduire les risques liés à l'innovation et aider au transfert de technologie.

Les partenariats public-privé sont aussi très importants pour soutenir l'innovation et la recherche. En établissant des collaborations entre les acteurs publics (gouvernements, agences de financement, universités) et les acteurs privés (entreprises, investisseurs), on peut combiner les ressources et les savoirs pour mener des projets de recherche appliquée et développer des technologies innovantes. Ces partenariats peuvent se présenter sous différentes formes, comme la création de centres de recherche communs, des programmes de collaboration ou le financement de projets ensemble.

En plus des investissements et des partenariats public-privé, les structures institutionnelles locales jouent un rôle crucial pour soutenir l'innovation et la recherche. Il faut des institutions solides et bien coordonnées qui puissent offrir un soutien technique, financier et réglementaire aux personnes impliquées dans l'innovation. Par exemple, les agences de développement économique, agences de financement de la recherche, incubateurs d'entreprises et parcs technologiques sont des institutions qui peuvent aider à faire avancer l'innovation et aider les entreprises et chercheurs à concrétiser leurs idées. De plus, il est essentiel de mettre en place des politiques qui encouragent la collaboration entre tous les acteurs de l'écosystème de l'innovation. Les clusters, ou pôles d'innovation, sont des regroupements géographiques d'entreprises, d'universités, d'instituts de recherche et d'autres organisations, qui favorisent l'échange de savoirs, la coopération et le partage de ressources. Les gouvernements locaux

⁵⁰ Mesures destinées à encourager l'innovation et la croissance de la productivité. Études économiques de l'OCDE

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

peuvent favoriser la création et le développement de ces clusters en proposant des incitations fiscales, en facilitant l'accès aux infrastructures et en soutenant la mobilité des talents.

2.3.3 Le rôle des infrastructures publiques (transport, énergie, éducation)⁵¹

Le rôle des infrastructures publiques comme le transport, l'énergie et l'éducation est très important pour la croissance économique à un niveau local. Ces infrastructures permettent de créer les bases nécessaires pour le développement économique. Le transport est un élément clé des infrastructures publiques et il a un gros impact sur la croissance économique locale. Des réseaux de transport efficaces facilitent les déplacements des personnes et des biens, réduisent les coûts logistiques et encouragent les échanges commerciaux. Des investissements dans le transport, comme les routes, les chemins de fer, les ports ou les aéroports, créent aussi des emplois dans la construction et soutiennent d'autres secteurs comme le tourisme et le commerce de détail. Les politiques publiques dans les transports incluent la planification, le financement et la création d'infrastructures qui répondent aux besoins des communautés. Les institutions locales, comme les agences de transport, s'occupent de coordonner les projets d'infrastructure et de développer des plans à long terme. Ces politiques doivent aussi prendre en compte l'environnement en soutenant des modes de transport plus durables, comme les transports en commun et le covoiturage. L'énergie est aussi très importante pour le développement économique local. Une offre d'énergie fiable et abordable est essentielle pour soutenir les activités économiques et encourager l'innovation. Les politiques publiques en énergie travaillent à fournir de l'énergie à un prix raisonnable, à promouvoir l'utilisation de sources d'énergie durables et à renforcer la robustesse du système énergétique face aux crises.

Les institutions locales, comme les services d'électricité, jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de ces politiques. Elles gèrent les réseaux d'électricité et surveillent les fournisseurs d'énergie. En encourageant les investissements dans les énergies renouvelables et en soutenant l'innovation, ces institutions aident à créer un environnement favorable à la croissance économique.

Le développement et l'entretien des infrastructures publiques comme le transport, l'énergie et l'éducation demandent des investissements à long terme et une bonne gestion des ressources. Les politiques publiques doivent être conçues pour assurer la durabilité financière et opérationnelle de ces infrastructures, en prenant en compte les besoins futurs. Les institutions

⁵¹ UNOPS(2019), «LE RÔLE ESSENTIEL DES INFRASTRUCTURES POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE », (en ligne), p7-11

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

locales jouent un rôle central dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de ces politiques, en collaboration avec d'autres acteurs. Donc, les infrastructures publiques sont des moteurs de la croissance économique locale et sont fortement liées aux politiques publiques et aux institutions locales. Un bon développement du transport, de l'énergie et de l'éducation permet de créer des emplois, d'améliorer la productivité et de favoriser l'inclusion. Des politiques bien pensées et des institutions efficaces sont donc essentiels pour assurer une croissance économique durable et équilibrée à un niveau local⁵².

2.3.4 La gouvernance et la stabilité politique

La gouvernance⁵³, est un peu comme la façon dont une société est gérée et organisée. Cela concerne la façon dont le pouvoir est distribué, comment les décisions sont prises et comment les politiques sont mises en place. Une bonne gouvernance doit être transparente, responsable, faire participer les citoyens, être efficace et respecter l'État de droit. Quand la gouvernance est solide, cela aide à créer un environnement où les investissements, l'innovation et la croissance économique peuvent se développer. La stabilité politique, est très importante aussi pour soutenir la croissance économique. Quand la stabilité est là, cela crée un climat de confiance pour les investisseurs et les entreprises, cela diminue les risques et cela rend les décisions économiques plus prévisibles. Par contre, des conflits politiques, des troubles sociaux, une instabilité au niveau du gouvernement ou des changements fréquents dans l'administration peuvent vraiment freiner le développement économique et décourager les investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers. Il y a plusieurs éléments qui influencent la gouvernance et la stabilité politique au niveau local. D'abord, un système politique qui est transparent et démocratique, c'est fondamental. La participation des citoyens, des élections qui sont libres et justes, la séparation des pouvoirs et le respect des droits de l'homme sont des choses cruciales pour garantir une gouvernance démocratique et donner du poids au gouvernement. Ensuite, l'état de droit est très important pour assurer la sécurité juridique et protéger les droits des citoyens et des entreprises. Un système juridique qui est fort, juste et indépendant, avec une lutte contre la corruption, aide à construire la confiance dans les institutions et encourage les investissements.

⁵² Idem, P 21

⁵³ Laganier, R., Villalba, B., & Zuindeau, B. « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire ». page 28-31.

Chapitre I : La croissance économique locale : enjeux, mesure et politique publique

La transparence et la responsabilité sont aussi des facteurs clés pour une bonne gouvernance. Les institutions publiques doivent rendre compte de ce qu'elles font, de leurs dépenses et de leurs résultats pour assurer une utilisation efficace des ressources et éviter la corruption. Avoir un bon système de reddition de comptes renforce aussi la confiance des citoyens et des investisseurs.

Enfin, la stabilité économique et la justice sociale peuvent aussi aider à une meilleure gouvernance et stabilité politique. Des politiques économiques solides, la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités et un accès équitable aux opportunités économiques renforcent les liens sociaux et réduisent les tensions politiques⁵⁴.

À l'inverse, une économie mondialisée peut donner des chances aux économies locales, par exemple grâce à l'investissement étranger, au commerce international et à la coopération économique. Mais cela peut aussi causer des tensions, des déséquilibres économiques et des problèmes pour l'environnement. Donc, une bonne gouvernance est indispensable pour gérer tous ces effets et assurer une croissance économique qui soit durable et équitable.

CONCLUSION

La croissance économique au niveau local est influencée par une multitude de facteurs clés qui interagissent entre eux. Investir dans le capital humain, développer les infrastructures physiques, mettre en place des politiques favorables à l'entreprise, faciliter l'accès au financement, encourager l'innovation et maintenir une ouverture à l'économie mondiale sont autant de leviers permettant de stimuler la croissance économique locale. Cependant, il est essentiel de tenir compte des spécificités de chaque région et d'adopter une approche holistique et intégrée pour promouvoir une croissance inclusive, durable et équilibrée, en harmonie avec la situation économique et financière globale.

Il est important de reconnaître que les politiques et les initiatives prises au niveau local ont un effet direct sur la croissance économique. Les décisions prises par les autorités locales en matière d'investissement dans l'éducation, le développement des infrastructures, le soutien aux petites et moyennes entreprises, ainsi que la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat, ont un impact significatif sur la création d'emplois et la prospérité économique d'une région. Par conséquent, il est essentiel que les acteurs locaux, tels que les wilayas, les

⁵⁴ ONU. « La justice sociale et une croissance inclusive sont indispensables pour ne laisser personne de côté », (en ligne), lien ver : <https://press.un.org/fr/2023/agef3584.doc.htm>

Chapitre I : La croissance économique locale ; enjeux, mesure et politique publique

entreprises et les institutions académiques, collaborent étroitement pour mettre en œuvre des politiques cohérentes et favorables à la croissance économique.

En conclusion, l'interaction entre les dynamiques locales et l'économie globale revêt une importance cruciale pour la croissance économique. Les caractéristiques spécifiques à chaque région jouent un rôle clé dans le développement économique local, et les politiques mises en œuvre au niveau local sont déterminantes pour stimuler la croissance. Cependant, il est essentiel de reconnaître que l'économie locale est étroitement liée à l'économie mondiale, et que les fluctuations économiques mondiales ont un impact direct sur les économies locales. Ainsi, il est essentiel pour les acteurs locaux de comprendre et de s'adapter aux dynamiques de l'économie mondiale, tout en mettant en place des stratégies pour maximiser les avantages de cette interaction et minimiser les risques potentiels.



Chapitre II



LA CREATION D'EMPLOIS ET
D'ACTIVITE EN ALGERIE ET LES
DIFFERENTS DISPOSITIFS D'AIDE
A L'EMPLOIE MIS EN PLACE



Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

Introduction

Notre pays se trouve, depuis des années, confronté à une crise économique qui se traduit par : l'incapacité de créer de l'emploi, le licenciement des ouvriers et une chute du taux de croissance économique jamais connu. Ainsi le chômage est devenu un défi majeur auquel nous devons faire face, en particulier celui de la tranche des jeunes qui représente 70% de la population totale.

Face à cette situation, les pouvoirs publics ont été obligés de mettre en place un certain nombre de dispositifs d'emploi pour répondre à la demande d'emploi de plus en plus accrue chez les jeunes. Il s'agit d'un ensemble cohérent de dispositifs visant à soutenir la création d'emplois ou à maintenir les emplois existants.

Cette politique reflète une stratégie volontariste des pouvoirs publics et s'appuie sur une analyse du chômage et de ces causes.

De ce fait, ce présent chapitre est divisé sous trois sections la première sur les typologies de l'emploi, la deuxième explique la politique d'emploi, la dernière représente les dispositifs d'emploi.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

Section N °1 : la typologie d'emploi

La typologie d'emploi permet de classer les diverses formes d'emplois existants en fonction de critères tels que la nature du contrat, le secteur d'activité, ou le niveau de qualification. Cette classification inclut des catégories comme les emplois permanents, temporaires, à temps pleins ou partiels, ainsi que les emplois dans le secteur public ou privé. Comprendre cette typologie est essentiel pour analyser les tendances du marché du travail, les besoins en formation, et les politiques de l'emploi adaptées aux différents types de travail.

1. La définition d'emploi

Emploi c'est une activité professionnelle rémunérée, ainsi, tout emploi est un travail, mais tout travail ne correspond pas forcément à un emploi (exemple du bénévolat ou du travail domestique).

2. Les contrats de travail

Le Code du travail (art L. 121)⁵⁵ pose toujours le principe selon lequel « *le contrat de travail est conclu sans détermination de durée* »; cependant, depuis plusieurs décennies, le marché du travail n'a pas cessé de s'adapter aux mutations économiques et technologiques et à la demande de flexibilité de la part des entreprises.

2.1 Définition de contrat de travail

Le Code du travail ne donne pas de définition permettant de caractériser le contrat de travail, mais il en décrit les éléments essentiels, tels que la prestation de travail, la subordination, et la rémunération, permettant ainsi de déduire que le contrat de travail est un accord par lequel une personne met son activité à la disposition d'une autre sous l'autorité de cette dernière en échange d'une rémunération « *Le contrat de travail est une convention par laquelle une personne s'engage à mettre son activité à la disposition d'une autre, sous la subordination de laquelle elle se place, moyennant une rémunération* ».

2.2.1 Les types de contrat de travail

Les types de contrats de travail varient en fonction de la durée, de la nature de l'emploi et des conditions de travail. Parmi les plus courants, on trouve le contrat à durée indéterminée (CDI), le contrat à durée déterminée (CDD), le contrat de travail temporaire (intérim), et les

⁵⁵ Article N °2 Loi 212 : code de travail2015. ² Article N° 5 loi 212 : code de travail2015.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

contrats spécifiques comme le contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Chaque type de contrat répond à des besoins spécifiques des employeurs et des travailleurs, tout en régissant les droits et obligations des deux parties.

2.2.1.1 Le contrat à durée indéterminée

C'est le contrat concluant que son terme soit fixé d'avance. Il demeure le contrat de droit commun et sa rupture obéit à des règles particulières.

2.2.1.2 Le contrat de travail à temps partiel

Le contrat de travail à temps partiel constitue un élément de flexibilité pour l'entreprise, car il permet d'ajuster les horaires de travail en fonction des besoins de production ou de services. Pour les salariés, il peut représenter un choix de concilier vie professionnelle et vie personnelle, mais il est souvent perçu comme une contrainte ou une solution imposée, notamment dans des contextes de réduction de temps de travail ou de recherche d'un emploi à temps plein non satisfaisant.

La réglementation de ce type de contrat est encadrée par les articles L. 212-4-2 à L. 212-4-11 du Code du travail⁵⁶. Ces articles définissent les conditions de mise en œuvre du temps partiel, les droits des salariés concernés, et les obligations des employeurs, visant à garantir que les salariés à temps partiel bénéficient de droits équivalents à ceux des salariés à temps plein, au prorata de leur temps de travail, et à éviter toute forme de discrimination.

La durée du travail peut être calculée sur :

- la semaine ;
- le mois (limite : 152 heures sur un mois) ;
- l'année (limite : 1600 heures - loi du 17 janvier 2003)

2.2.1.3 Le contrat de travail à durée déterminée et le contrat de travail temporaire :

La pratique de ces contrats est ancienne et s'est beaucoup développée; des textes successifs sont intervenus, soit pour en limiter l'usage, en raison d'abus (ordonnance de février 1982, loi du 12 juillet 1990, loi du 17 janvier 2002), soit, au contraire, pour l'élargir, dans un but de flexibilité (ordonnance du 11 août 1986).

⁵⁶ Article N° 5 loi 212 : code de travail2015

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

a) Le contrat à durée déterminée

Le terme de CDD peut être fixé précisément dans le contrat (contrat de « date à date ») ou être incertain (ex.: fin de chantier, remplacement d'un salarié...).

B) Le contrat de travail temporaire ou « travail intérimaire »

L'employeur contracte avec une entreprise de travail temporaire qui met à sa disposition un salarié, chargé d'une mission.

2.2.2 Les droits de travailleurs

Art 05 cite les droits des travailleurs comme suite⁵⁷ :

- Exercice de droit syndical ;
- Négociation des collective ;
- Participation dans l'organisme employeur ;
- Sécurité social et retraite ;
- Hygiène ; sécurité et médecin de travail ;
- Participation à la prévention et réglementation des conflits de travail ;
- Recours à la grève ;
- Repos.

3. Le Chômage

Le chômage est un problème économique et social qui survient lorsque la demande de travail dépasse l'offre d'emplois disponibles. Il est un indicateur important de la santé économique d'une société et a des impacts significatifs sur le bien-être individuel, les relations sociales et la stabilité économique.

3.1 La définition de chômage

La définition internationale du chômage du Bureau International du Travail (BIT)⁵⁸, les chômeurs comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui, au cours de la période de référence étaient:

- sans travail, c'est-à-dire ni pourvu d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié
- disponible pour travailler dans un emploi salarié ou non salarié

⁵⁷ LOI N°90-11avril1990, relative aux relations de travail, modifier et compléter au 11 janvier1997

⁵⁸ JEAN.Y et OLIVER.G. « (Dictionnaire d'économies et de science sociale », Hatier, paris, 1996.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

- à la recherche d'un travail.

« Le chômage est la situation d'une personne qui, souhaitant travailler et ayant la capacité de le faire (âge notamment), se trouve sans emploi malgré ses recherches. L'absence d'emploi peut résulter d'une entrée dans la vie active, du désir de retrouver un emploi après une période d'inactivité, d'un licenciement d'une démission volontaire ou d'un désir de changer d'activité »⁵⁹.

Section N°2 : Cadre général sur les politiques d'emploi

Les politiques d'emploi jouent un rôle central dans la régulation du marché du travail et la promotion de l'emploi durable. Elles visent à créer un environnement favorable à la création d'emplois, à réduire le chômage et à améliorer les conditions de travail. Ces politiques, mises en œuvre à travers des dispositifs d'incitation à l'embauche, de formation professionnelle et de protection sociale, s'adaptent aux réalités économiques et aux besoins des populations actives.

1. La politique d'emploi

Celles-ci renvoient à l'ensemble des mesures étatiques de politiques économiques visant à agir sur l'emploi leur objectif le plus courant est la réduction du chômage et la recherche du plein emploi on distingue généralement deux grands types de politiques, politique active et politique passive.

2. Le fonctionnement de la politique d'emploi

On voit selon la définition retenue qu'une politique de l'emploi peut avoir deux rôles :

- Dans un premier temps, les politiques de l'emploi portent sur l'amélioration du fonctionnement du marché du travail. En parlant de fonctionnement, on s'intéresse alors, à la question de la circulation des flux sur le marché et des conditions de la découverte de l'équilibre.
- Dans un deuxième temps, les politiques de l'emploi portent sur la réduction des conséquences liées aux déséquilibres sur le marché du travail.

⁵⁹ « Toupictionnaire » ; le dictionnaire de politique

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

Cette distinction renvoie à celle que l'on retient habituellement à l'heure actuelle lorsque l'on parle des politiques de l'emploi (luttant contre le chômage), celle entre les politiques actives et les politiques passives⁶⁰.

2.1 Les politiques actives

On peut définir dans un premier temps les politiques actives comme les politiques qui luttent directement contre le rationnement des emplois en aidant à la préservation d'emplois existants, à la promotion de nouveaux emplois et à l'adaptation de la main-d'œuvre aux besoins de l'économie.

2.2 Les politiques passives

Les politiques passives agissent en fonction de l'état du marché du travail et atténuent directement les effets du rationnement sur le marché du travail en apportant une aide sociale, ou en essayant de limiter la population active.

Bien que la distinction entre des politiques actives portant sur les dynamiques du marché du travail et des politiques passives portant sur sa statique soit pertinente scientifiquement, elle rend difficile la compréhension précise de toutes les politiques de l'emploi en matière de mécanisme économique.

3. Les phases d'élaborations une politique d'emploi

La politique d'emploi se présente par sept étapes d'un processus idéal de formulation d'une politique d'emploi :

3.1 La phase de préparation

Les objectifs de la phase d'évaluation sont les suivantes :

- Définir la vision de la politique (par ex ; la réalisation du plein emploi productif et librement choisi, pour tous, les femmes les hommes).
- Définir le cadre organisationnel du processus d'élaboration de politique.
- Préparer à titre indicatif un chronogramme du processus.
- Planifier et établir un budget des ressources requises dans le cadre du processus.

⁶⁰ DEMAZIERE D, « la sociologie du chômage », éd : la découverte, paris1995, p.65-70.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

3.2 La phase d'identification des questions à traiter

L'analyse de situation d'emploi vise à produire un relevé des questions à traiter qui identifie les opportunités et les contraintes du marché du travail. Ce relevé découle d'une minutieuse analyse du marché du travail, mais également d'un examen des politiques économiques exerçant un impact sur la performance du marché du travail.

3.3 La phase de formulation

Les décideurs s'appuieront sur le relevé des questions à traiter pour établir un ordre de priorité et proposer des options politiques en vue de leur traitement. Il s'ensuivra la formulation d'une série d'objectifs en matière d'emploi, conçus pour répondre aux problèmes identifiés et pour exploiter les opportunités qui pourraient se présenter.

3.4 La phase de validation, d'adoption et de communication

- ✓ **Validation** : obtenir un consensus sur la politique d'emploi.

Le projet de politique de l'emploi doit être soumis à la validation des parties prenantes nationales lors d'un atelier tripartite élargie, ou au travers des structures consultatives en place. Dans certains cas, il est envisageable d'organiser des ateliers régionaux avant la tenue de l'atelier national⁶¹, dans d'autres les acteurs régionaux peuvent être invités à prendre part à l'atelier national.

- ✓ **adoption** : donner force exécutoire à la politique d'emploi.

Si la politique d'emploi doit être transposée en étapes opérationnelles, de la même façon, il convient de lui donner force exécutoire, c'est-à-dire toute l'autorité requise pour être prise au sérieux par les différents acteurs vont tenir compte de la politique d'emploi dans le cadre de leurs actions et que celle-ci pourra acquiescer la crédibilité nécessaires.

- ✓ **Communication** : présenter la Politique d'emploi au public.

Le premier but de la communication est d'informer les acteurs et les bénéficiaires sur le contenu de la politique et leur rôle dans sa mise en œuvre. Le travail de communication se doit de les sensibiliser et de les mener à considérer les différentes options dont ils disposent, dans leur domaine de responsabilité, pour contribuer à la mise en œuvre de la politique d'emploi.

⁶¹ A.Hamadache et M.Ziane, «la PME dans le cadre des dispositifs d'aide à la création d'activités et la résorption du chômage : cas de la wilaya de TIZI-OUZOU»2013, P50, p51, p52, p53.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

3.5 La phase de programme et de budgétisation

La stratégie de mise en œuvre définit les méthodes et les moyens proposés réaliser les objectifs de la PE. Cette stratégie d'action cherche à :

- Préciser condition requises pour, d'une part, détailler les interventions sur le plan opérationnel et autre part, établir l'autorité et la propriété de la PE ;
- Définir le plan qui permette d'organiser et faire progresser la mise en œuvre de la PE
- Faire la lumière sur le processus, les méthodes et les conditions qui permettront d'intégration pleinement l'impératif d'emploi aux politiques, et son expression au travers de la PE, en utilisant le cadre de développement.
- Formuler les exigences en termes de renforcement des capacités techniques et financière sans lesquelles la mise en œuvre ne peut être envisagée.

3.6 La phase de mise en œuvre

Une politique d'emploi dépend d'autres politiques et de nombreux acteurs qui ont tous leurs propres préoccupations et objectifs .pour cela, les principes élémentaires d'une PE en termes de méthode de mise en œuvre sont les suivantes :

- L'internationalisation des objectifs de la PE par tous les acteurs concernés ;
- Le concours/la convergence de leurs efforts et de leurs suivis ;
- le dialogue et la coopération /concertation comme mode d'organisation de la mise en œuvre.

3.7 Phase d'évaluation

L'évaluation de la politique répondra à ces questions ainsi qu'à d'autre s'interrogations y relatives par ex : la politique a-t-elle atteint ou atteint-elle ses objectifs?, si oui, dans quelle mesure? Et a-t-elle profité aux bénéficiaires visés?

L'évaluation fait appel à des méthodes de recherche du domaine des sciences sociales incluant des techniques qualitatives, afin d'examiner les effets des politiques.

Elle permet en outre à tous les participants au processus d'élaboration politique, comprenant les représentants du pouvoir législatifs et exécutifs ainsi que les responsables des agences publiques, de mesurer le degré de réalisation des objectifs fixés.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

4. Les rétrospectives des politiques de l'emploi

Pour faire face à une situation inopinée⁶² qui a heurté l'économie algérienne⁶³ par la chute drastique des prix des hydrocarbures en 1986, le gouvernement a établi deux principaux programmes d'emploi des jeunes (PEJ) de 1988 et le dispositif d'insertion professionnelle des jeunes (DIPJ) de 1990.

4.1 Le programme d'emploi des jeunes (PEJ)

La crise de 1986 a incité les responsables du pays à mettre en place des mesures de nature réactivité touchant essentiellement le marché du travail. Le PEJ est l'une des mesures adoptée par le conseil des ministres le 27 décembre 1987 .ce programme central ; établi par le ministère, doit être appliqué par toutes les institutions concernées (willaya, daïra et commune).

4.1.1 Les objectifs du programme d'emploi des jeunes PEJ

Le PEJ est un programme initié en 1987, mis en œuvre une année plus tard, élaborer pour des jeunes âgés de 16 à 24 ans. Il visait essentiellement à alléger le poids du chômage par l'emploi des jeunes. En vue de leur offrir une qualification pouvant leur faciliter une insertion professionnelle, dans des travaux publique, à travers des actions lancée dans divers secteurs tels l'agriculture, l'industrie et bâtiment. un autre objectif aussi important ,visé par ce programme durant la période 88-89 , est la prise en charge de 200 000 jeunes chômeurs par le biais de la formation professionnelle, de l'apprentissage et d'une opération de recrutement dans les emplois salariés, quant aux opérations de création d'activités , elle étaient laissés aux collectivités locales.

4.1.2 Le fonctionnement du programme d'emploi des jeunes

Durant les deux années, le METEAS (le ministère du travail, de l'emploi et des jeunes) élaborait au début de chaque année un programme d'emploi en faveur des jeunes et il établissait des décisions de dotations aux walis, accompagnées d'un état qui précisait les actions à entreprendre, les emplois et les enveloppes financières alloués à chaque opérateur (wali, commune, entreprise,... etc.).

⁶² Le terme "inopinée" signifie "qui survient de manière inattendue" ou "imprévu". Il est souvent utilisé pour décrire des événements ou des situations qui se produisent sans avertissement préalable

⁶³ BELATTAF Matouk, « l'aide à la création d'entreprise et dynamique d'emploi : évaluation de l'expérience de la micro entreprise dans la willaya de Bejaia », CREAD ,2001.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

4.2 Le dispositif d'insertion professionnelle des jeunes

Avant d'entamer le sujet du (DIPJ), il est tout à fait important de connaître les restructurations qui ont constitué la base de l'assiette de ce dispositif. Celles-ci ont touché essentiellement le niveau central ainsi que le niveau décentralisé.

4.2.1 Les niveaux de restructuration

Les niveaux de restructuration dans le domaine de l'emploi et de l'économie concernent les interventions visant à réorganiser ou transformer les entreprises, les secteurs d'activité ou même l'ensemble de l'économie pour mieux répondre aux défis du marché. Ces restructurations peuvent se situer à l'échelle microéconomique ou macroéconomique, on peut les distinguer sur trois niveaux.

4.2.1.1 Le niveau central

En juin 1999, le ministre délégué de l'emploi, qui faisait partie du ministère délégué à la formation professionnelle et à l'emploi. Les principales restructurations à ce niveau sont :

- Création de la direction de promotion de l'emploi (DPE) qui est chargée principalement de la promotion d'activités d'insertion professionnelle notamment dans le cadre du DIP, qui est lui-même géré par la DPE.
- Création de la direction de régulation de l'emploi (DRE) qui pour mission principale la connaissance du marché du travail et d'intervenir dans le but d'arriver à une adéquation offre/demande d'emploi.

4.2.1.2 Le niveau décentralisé

Au niveau de la wilaya, c'est la direction de l'emploi et de formation professionnelle (DEFP) qui est chargée de la gestion et de la régulation de l'emploi. Elle constitue un des instruments de l'application de la politique du gouvernement en matière d'emploi et de formation professionnelle. Elle dispose de l'autonomie et du pouvoir de décision surtout dans la réalisation de l'équilibre entre l'offre /demande d'emplois.

4.2.1.3 Le niveau communal

A ce niveau il sera créé un CLIJ, présidé par un représentant de l'assemblée populaire communal (APC) et composé de membres non permanents représentant les associations de jeunes, les entreprises de commune et les services de l'emploi.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

4.2.2 Les objectifs de DIPJ

L'objectif principal du DIPJ est d'alléger le poids du chômage, surtout que ce dispositif s'attaque au chômage des jeunes qui représentant environ 53% de la demande totale d'emploi telle que recensée en 1990. Le DIPJ s'intéresse aux jeunes nouvellement aux chômeurs, mais aussi aux travailleurs ayant perdu leur emploi pour réaliser ces objectifs, le DIPJ a mis en avant des formules d'insertion :

- La création de coopérative ;
- Création de petite et moyenne entreprise ;
- Création d'emplois salariés par les collectivités locales ;
- Formation professionnelle, apprentissage, etc.

Section N° 3: les dispositifs d'emploi

Les dispositifs d'emploi sont établis pour faire face au chômage et pour la création d'emploi⁶⁴.

Les dispositifs se sont traduits par l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi aux Jeunes par abréviation ANSEJ en 1997, la création des activités pour les chômeurs, le micro crédit, est géré, par l'agence Nationale de gestion du micro crédit (ANGEM) et l'ANEM.

A travers de cette section, nous exposerons ces différents dispositifs d'une manière brève, au mettons l'accent sur la présentation de chacun de ces derniers.

1. Agence National de soutien d'Emploi de Jeune(ANSEJ)

L'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes a été créée par le **décret exclusif n°96-269 du septembre 1996**, le décret en question fixe de même les statuts de l'ANSEJ, complétée par le **décret exclusif n°98-231 du juillet 1998**⁶⁵.

1.1 Les conditions d'éligibilité à l'investissement de création

Pour bénéficier de ce dispositif, vous devez remplir les conditions suivantes⁶⁶ :

- Etre chômeur.

⁶⁴ Le décret en question fixe de même les statuts n°98-23 au niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs

⁶⁵ Recueil des textes législatifs et réglementaires des services ANSEJ.

⁶⁶ Décret exclusif N°03-290 du rajab 1424 correspondant au 6 septembre 2003 fixant les conditions niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

- Etre âgé entre 19 et 35 ans. Lorsque l'investissement génère au moins trois (03) emplois permanents (y compris les associés), l'âge limite du gérant de l'entreprise créée pourra être porté à quarante (40) ans.
- Avoir une qualification professionnelle ou un savoir-faire en relation avec l'activité envisagée.
- Ne pas occuper un emploi rémunéré au moment de l'introduction de la demande de création d'une micro entreprise.

1.2 Les modes de financement propos Le coût de l'investissement ne peut dépasser 10 millions de DA pour les deux formules de financement prévues dans le cadre du dispositif ANSEJ :

1.2.1 Le financement triangulaire

C'est une formule dans laquelle votre apport personnel est complété par un prêt sans intérêt accordé par l'ANSEJ et par un crédit bancaire⁶⁷.

Ce type de financement est structuré sur deux niveaux :

Niveau 1 : le montant d'investissement jusqu'à 5.000.000 DA

Apport personnel	Credit sans intérêt (ANSEJ)	Credit bancaire
1%	29%	70%

Source : le guide de création des PME dans le cadre ANSEJ ,2012.

Niveau 2 : le montant d'investissement de 5.000.001 DA à 10.000.000 DA

Apport personnel	Credit sans intérêt (ANSEJ)	Crédit bancaire
2%	28%	70%

Source : le guide de création des PME dans le cadre ANSEJ ,2012.

1.2.2 Le financement mixte

Dans ce type de financement votre apport personnel est complété par un prêt sans intérêt accordé par l'ANSEJ.

La structure de ce type de financement est répartie en deux niveaux :

⁶⁷ Article 07 du décret présidentiel N° 96-234 du 16 safar correspondant au 2 juillet 1996 relatif au soutien à l'emploi des jeunes

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

Niveau 1 : montant de l'investissement jusqu'à 5.000.000 DA

Apport personnel	Prêt sans intérêt (ANSEJ)
72%	28%

Source : le guide de création des PME dans le cadre ANSEJ ,2012.

1.3 Les aides et les avantages accordés

Deux types d'aides financières sont accordés à votre micro-entreprise, sur deux (02) phases⁶⁸ :

1.3.1 Phase de la réalisation :

Durant cette phase, les jeunes bénéficient des aides financières à travers :

- un prêt sans intérêt ou prêt non rémunéré appelé « PNR » qui varie en fonction du montant de l'investissement ; En plus de ce prêt, l'ANSEJ accorde aux jeunes promoteurs trois autres prêts non rémunérés
- Un prêt non rémunéré de 500.000 DA destiné aux diplômés de la formation professionnelle, pour l'acquisition de véhicules ateliers en vue de l'exercice des activités de plomberie, électricité bâtiment, chauffage, climatisation, vitrerie, peinture bâtiment, mécanique automobile.
- Un prêt non rémunéré 500.000 DA pour la prise en charge du loyer des locaux destinés à la création d'activités sédentaires.
- Un prêt non rémunéré pouvant aller jusqu'à 1.000.000 DA⁶⁹, au profit des diplômés de l'enseignement supérieur, pour la prise en charge du loyer des locaux destinés à la création de cabinets groupés en vue de l'exercice d'activités relevant des domaines médical, auxiliaires de justice, expertise comptable, commissariat aux comptes, comptables agréés, bureau d'études et de suivi des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique.

⁶⁸ Décret exclusif N°03-290 du 9 rajab 1424 correspond au 6 septembre 2003 fixant les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs, compléter par le décret exclusif N° 11-103 du 6 mars 2011.

⁶⁹ Article 05 du décret présidentiel n°96-234 du safar 1417 correspond au juillet 1996 relatif au soutien à l'emploi des jeunes.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

1.3.2 Des avantages fiscaux à travers

- Achat des équipements et services en hors taxe (exonération de la TVA). Application de taux réduit de 5% en matière de droits de douane pour les équipements importés⁷⁰.
- Exonération du droit de mutation à titre onéreux sur les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de la création de l'activité.

1.3.3 Phase exploitation

Des avantages fiscaux sont accordés à votre micro-entreprise (pour une période de 03 ans à partir du démarrage de votre activité ou 06 ans pour les zones spécifiques).

2. La Caisse National d'Assurance Chômage (CNAC)

Dans le cadre des divers programmes initiés par les pouvoirs publics et consacrés à la lutte contre le chômage et la précarité, la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) s'emploie en priorité à la mise en œuvre du dispositif de soutien à la création d'activités pour les chômeurs promoteurs âgés de 30 à 50 ans. Au titre de l'assurance chômage elle verse également une indemnité mensuelle de chômage à ses allocataires et leur assure la couverture sociale et médicale. Elle apporte par ailleurs une aide organisée et spécifique à la création d'un travail indépendant à travers divers dispositifs et instruments⁷¹.

2.1 Les conditions d'accès

Toute personne intéressée par le dispositif CNAC doit répondre aux conditions suivantes :

- Etre âgée de 30 à 50 ans ;
- Etre de nationalité algérienne ;
- Ne pas occuper un emploi rémunéré ou exercer une activité pour propre compte au moment de l'introduction de la demande d'aide.
- Etre inscrit auprès des services de l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) comme demandeur d'emploi ou être allocataire CNAC.
- Jouir d'une qualification professionnelle et/ou posséder un savoir-faire en rapport avec l'activité projetée.
- Pouvoir mobiliser des capacités financières suffisantes pour participer au financement de son projet ;

⁷⁰ Article 13 : code des impôts directs et taxes assimilées.

⁷¹ Décret exclusif n°99-37 du 24 chaouel 1419 correspond 10 février 1999 complété le décret exclusif N°94-188 du 26 moharrem 1415 correspond au juillet 1994 portant statut de la caisse national d'assurance chômage.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

- Ne pas avoir bénéficié de mesure d'aide au titre de la création d'activités.

2.2 Les conditions d'éligibilité

Les conditions d'éligibilité constituent un cadre essentiel pour déterminer les critères d'accès aux ressources, aux opportunités et aux soutiens économiques, assurant ainsi une distribution équitable des aides tout en ciblant les besoins spécifiques des bénéficiaires potentiels.

2.2.1 Pour les candidats

- Les candidats éligibles au dispositif peuvent initier seuls ou en équipe leur projet ;
- Le montage du projet entreprise en équipe ne fera l'objet que d'un seul prêt ;
- La contribution financière du ou des promoteurs peut être en numéraire ou en nature ;
- Dans le cas de l'entreprise collective, celle-ci regroupera un gérant et des associés ;
- Les associés doivent répondre aux mêmes conditions d'admissibilité que le gérant.

2.2.2 Pour le projet

- Seules les activités de production de biens et de services sont financées ;
- L'unique mode de financement ;
- Il recouvre en grande partie l'acquisition des équipements ;
- Le choix de l'activité projetée s'appuie sur la valorisation de l'expérience du ou des porteurs de projet et sur les opportunités d'investissement qui sont offertes par l'Etat.

3. Agence National de Gestion du Micro Crédit (ANGEM)

Le programme du micro crédit s'inscrit dans le cadre du développement social visé par les pouvoirs publics. Ce développement a pour souci de promouvoir les capacités des individus et des populations à s'auto prendre en charge, à atteindre un niveau de vie digne et un emploi significatif, en mettant en œuvre une nouvelle politique sociale, ayant pour objet essentiel la réduction du coût social de la transition vers l'économie de marché.

En ce sens, c'est une politique de soutien ciblée et participative, elle se propose comme alternative à l'assistanat⁷².

Issue des recommandations faites lors du séminaire international de décembre 2002 sur « L'expérience du micro crédit en Algérie », l'ANGEM a été créée en vertu :

⁷² Le guide de création des PME dans le cadre ANGEM ; 2012

Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

- Le Décret Présidentiel n° 11-133 du 22 mars 2011, relatif au dispositif du Micro crédit;
- Le Décret Exécutif n° 04-14 du 22 janvier 2004, portant création et fixant le statut de l'Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit, modifié.
- Le Décret Exécutif n° 11-134 du 22 mars 2011, modifiant le décret exécutif n° 04-15 du 22 janvier 2004, fixant les conditions et le niveau d'aide accordée aux bénéficiaires du microcrédit.
- Le Décret Exécutif n° 04-16 du 22 janvier 2004, portant création et fixant le statut du Fonds de Garantie Mutuelle des Micro Crédits, modifié⁷³.

3.1 Les Objectifs de l'ANGEM

Les objectifs de l'ANGEM sont de promouvoir l'entrepreneuriat et de soutenir la création d'activités génératrices de revenus en offrant des microcrédits accessibles. L'agence vise ainsi à encourager l'autonomisation économique des individus, c'est objectif principale sont :

- Contribuer à la lutte contre le chômage et la précarité dans les zones urbaines et rurales en favorisant l'auto emploi, le travail à domicile et les activités artisanales et de métiers, en particulier chez les populations féminines.
- Sensibiliser les populations rurales dans leurs zones d'origines par l'émergence d'activités économiques, culturelles, de production de biens et services, génératrices de revenus et d'emplois.
- Développer l'esprit d'entrepreneuriat qui remplacerait celui de l'assistanat et aiderait ainsi à l'intégration sociale et à l'épanouissement individuel des personnes.
- Soutenir, conseiller et accompagner les bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs activités, notamment en ce qui concerne le montage financier de leurs projets et dans la phase d'exploitation.
- Suivre les activités réalisées par les bénéficiaires en veillant aux respects des conventions et contrats qui les lient à l'ANGEM.
- Former les porteurs de projets et les bénéficiaires de micro crédits aux techniques de montage et de gestion d'activités génératrices de revenus et des très petites entreprises.

⁷³ Décret exclusif n°04 du 29 dhou el kaada 1924 correspond au 22janvier 2004; modifier, portant création et fixant le statut de l'agence national de soutien et emplois de jeune ; journal officiel de république algérienne n°66 du 29 ramadahn1927 ; du 22 octobre 2006 ; p ; 8.

Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

- Soutenir à la commercialisation des produits issus du micro crédit par l'organisation des salons d'exposition/vente.

3.2 Les Missions de L'ANGEM

Les missions de l'ANGEM s'articulent autour de l'accompagnement des porteurs de projets à travers des financements adaptés, le soutien technique et la formation. L'agence s'engage à faciliter l'accès au microcrédit, encourager l'auto-emploi et contribuer au développement socio-économique local, tout en luttant contre l'exclusion financière et sociale.

Ces missions sont :

- Gestion du dispositif du micro crédit conformément à la législation et la réglementation en vigueur⁷⁴.
- Soutien, conseil et accompagnement des bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs activités, notamment en ce qui concerne le montage financier de leurs projets.
- Notification aux bénéficiaires dont les projets sont éligibles au dispositif, des différentes aides qui leur sont accordées.
- Suivi des activités réalisées par les bénéficiaires en veillant aux respects des conventions et contrats qui les lient à l'ANGEM et en les assistant auprès des institutions et organismes concernés par la mise en œuvre de leurs projets, notamment les partenaires financiers du programme.
- Entretien de relations permanentes avec les banques et les établissements financiers dans le cadre du montage financier des projets, de la mise en œuvre du schéma du financement et du suivi de la réalisation et l'exploitation des créances non remboursées dans les délais.
- Formation des porteurs de projets et des bénéficiaires de micro crédits aux techniques de montage et de gestion d'activités génératrices de revenus
- Organisation de salons (exposition – vente) régionaux et nationaux des produits du micro crédit.
- Formation continue du personnel chargé de la gestion du dispositif.

3.3 Public ciblé de L'ANGEM

Le public ciblé par l'ANGEM comprend principalement les personnes en situation de précarité, les chômeurs, les femmes, les jeunes et les populations rurales. L'agence s'adresse à

⁷⁴ Journal officiel N°06 du janvier 2004 décret exclusif n° 0415 du 29 dhou el kaada 1924 correspond au 22 janvier 2004 fixant les conditions et le niveau d'aide accordé aux bénéficiaires du microcrédit.

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

ceux qui ont des difficultés à accéder aux financements traditionnels, en leur offrant des opportunités pour développer des activités génératrices de revenus et favoriser ainsi leur inclusion économique, le public ciblé prioritairement par cette agence sont :

- Les femmes aux foyers.
- Les diplômés des universités et des centres et instituts de la formation professionnelle.
- Les artisans, agriculteurs, éleveurs.
- Les victimes des plans de compression des effectifs des entreprises publiques et privées.
- Les personnes à besoins spécifiques.
- Les victimes de la tragédie nationale.
- Les candidats à l'émigration clandestine.
- Les ex-détenus en quête de réinsertion sociale.
- Petits commerçants.

3.4 Les Services de L'ANGEM

L'ANGEM propose une gamme de services visant à soutenir les micro-entrepreneurs tout au long de leur parcours, Ces services sont conçus pour maximiser les chances de réussite des bénéficiaires et stimuler le développement local.

3.4.1 Services financiers

Le Dispositif permet deux (02) formules de financement, dont une avec le concours d'une des cinq (05) banques publiques partenaires⁷⁵ :

1ère Formule : Prêt Achat Matières Premières (ANGEM – Promoteur)

Ce sont des microcrédits non rémunérés octroyés directement par l'ANGEM au titre de l'achat de matières premières. Ils ne dépassent pas les 100.000 DA. Ils sont destinés à financer ceux ou celles disposant d'un petit équipement et outillage mais qui sont dépourvus de moyens financiers pour l'achat de matières premières pour entreprendre et/ou relancer une activité.

2ème Formule : Financement Triangulaire (ANGEM – Banque – Promoteur)

Ce sont des crédits octroyés par la banque et l'ANGEM au titre de création d'activité. Le montant du projet peut atteindre 1.000.000 DA. Le financement se présente comme suit :

- un prêt bancaire de 70% ;

⁷⁵ ANGEM, 2012 « les services financier » . <https://www.angem.dz/article/le-dispositif-du-micro-credit/>

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

- un prêt ANGEM non rémunéré de 29% ;
- un apport personnel 1%.

4. L'Agence nationale d'emploi (A.N.E.M)

L'Agence Nationale de l'Emploi (A.N.E.M) est un établissement public à gestion spécifique régi par les dispositions du décret exécutif n° 06-77 du 18 février 2006. L'Agence est dotée de la personnalité morale et jouait de l'autonomie financière, elle est placée sous tutelle du ministère du Travail⁷⁶.

4.1 Les missions de l'Agence nationale d'emploi

Organiser et assurer la connaissance de la situation et de l'évolution du marché national de l'emploi et de la main d'œuvre et de garantir à tout demandeur et à toute entreprise un service de recrutement efficace et personnalisé. Ace titre, l'ANEM est chargée de :

- Mettre en place un système d'information permettant de renseigner de manière précise régulière et fiable sur les fluctuations du marché de l'emploi et de la main d'œuvre.
- Entreprendre toute études et enquêtes liée à l'accomplissement de sa mission.
- Développement et normaliser les instruments et outils permettant le développement de la fonction d'observations du marché d'emploi.
- Recueillir et mettre en relation l'offre et la demande de travail et à ce titre elle est chargée ; Assurer l'accueil, l'information, l'orientation et le placement des demandeurs d'emploi;
- Procéder à la prospection et la collecte d'offres d'emploi auprès des organismes employeurs
- Organiser la compensation des offres et demandes d'emploi au niveau national régional et local.
- Favoriser la mobilité géographique et professionnelle des demandeurs d'emploi.

4.2 L'objectif de l'ANEM

Son objectif est assurer une mise en marché maximiser la réussite des démarches de recrutement des entreprises et de les épauler efficacement dans le recrutement de candidats car

⁷⁶ Décret de 1986 sur la réorganisation de l'ANEM

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

nous croyons que capital humain d'une entreprise sera un élément majeur pour l'accroissement de sa compétitivité et son développement⁷⁷.

4.2.1 Dispositif aide à insertion professionnelle

Le dispositif vise à⁷⁸ :

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes primo-demandeur d'emploi, Encourager toute autres formes d'actions et de mesures tendant a promouvoir d'emploi des jeunes a travers notamment des programme de formation, emploi et de recrutement le dispositif est distingué trois catégorie de primo demandeurs d'emplois :

- **1ere catégorie (CID)** : les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et les techniciens supérieurs issus des établissements nationaux de formation professionnelle
- **2eme catégorie (CIP)** : les jeunes sortant de l'enseignement secondaire de l'éducation national de centre de formation professionnelle, ou ayant suivi un stage d'apprentissage.
- **3eme catégorie (CFI)** : les jeunes sans formation ni qualification.

4.3 Les bénéficiaires d'ANEM

Les bénéficiaires de l'ANEM sont principalement les demandeurs d'emploi, qu'ils soient jeunes diplômés, chômeurs de longue durée, ou travailleurs en reconversion. L'agence cible également les entreprises à la recherche de main-d'œuvre, facilitant ainsi la mise en relation entre employeurs et candidats, tout en offrant des services de conseil et d'accompagnement pour maximiser l'employabilité des individus.

4.3.1 Les bénéficiaires des CID

Les bénéficiaires des CID perçoivent une rémunération mensuelle fixée pour :

- Les diplômés de l'enseignement supérieur de 15.000 DA net ;
- Les Techniciens supérieurs de 10.000 DA net.

4.3.2 Les bénéficiaires des CIP

Les bénéficiaires des CIP, perçoivent 8.000 DA net pour les sortants de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle.

⁷⁷ Décret exécutif n°08-126 du 19 avril modifié et complété

⁷⁸ Décret exécutif n° 96232 du 29 juin 1996, modifié par l'ordonnance exécutive no 03241 du 2 juillet 2003

Chapitre II : La création d'emplois et d'activité en Algérie et Les différents dispositifs d'aide à l'emploi mis en place

4.3.3 Les bénéficiaires des CFI

Les bénéficiaires des CFI perçoivent une rémunération mensuelle dont le montant est de :

- 12.000 DA pour les jeunes insérés dans le cadre des chantiers divers, La durée du contrat est de six (6) mois renouvelable une seule fois à la demande de l'employeur pour les chantiers d'utilité publique (CFI).
- 4.000 DA pour les jeunes placés auprès de maîtres artisans.

*La durée du contrat est d'une (1) année non renouvelable pour les CFI artisans.

Conclusion


Les dispositifs d'aide à la création d'emploi et les politiques d'emploi ont été créés en vue d'apporter le soutien nécessaire pour absorber le chômage, et orienter les promoteurs vers la création d'emploi.

Comprennent l'ensemble interventions publiques sur le marché du travail qui visent à en corriger les déséquilibres et les effets néfastes qui peuvent en résulter. Cette définition au sens strict exclut a priori les politiques macroéconomiques de relance qui lutte contre le chômage conjoncturel, car elles ne concernent qu'indirectement le marché du travail. La politique de l'emploi est une politique structurelle.


L'intérêt de l'état surgira après la phase d'exploitation à ce moment ces nouvelles entreprises qui ont contribué à la politique de lutte contre le chômage vont passer à l'étape de la croissance du pays.



Chapitre III



Etude de cas : la contribution de la
Sonatrach a la croissance économique a
travers la création d'emplois au sein de
la division laboratoire de Sonatrach
dans la wilaya de boumerdes



SECTION 1 : PRESENTATION DE SONATRACH

Dès son indépendance, l'Algérie était déterminée à jouer un rôle effectif dans la mise en valeur de ses richesses naturelles. Elle s'est dotée alors d'un instrument pour prendre en charge le développement d'un secteur aussi vital que celui des hydrocarbures et cet instrument est l'entreprise nationale SONTARCAH qui est fondamentale et primordiale dans notre pays. Elle a été créée le 31 Décembre 1963 (Décret 63/491).

SONATRACH est classée la première entreprise d'Afrique. L'entreprise a des activités concentrées autour de ses missions essentielles qui consistent à assurer :

- L'approvisionnement énergétique du marché national.
- L'accroissement, le développement et la conservation des réserves hydrocarbures nationale.
- La valorisation et la commercialisation des hydrocarbures liquides et gazeux.

1.1 L'historique de SONATRACH

L'entreprise nationale SONATRACH a été créée en Décembre 1963 et est placée sous la tutelle du ministère de l'énergie et des mines. Elle avait pour mission de prendre en charge le transport et la commercialisation des hydrocarbures dans un contexte marqué par la mainmise des compagnies étrangères sur les richesses pétrolières de l'Algérie.

En 1966, les missions de SONATRACH s'élargissent avec la signature de contrats entre les autorités Algériennes et Françaises pour la recherche et la coopération pétrolière, ce qui a entraîné la création de différentes entreprises devenues plus importantes.

La portée stratégique de cette organisation est d'aller vers le contrôle de toutes les activités à savoir la production, l'exploitation, la commercialisation et le transport par canalisation.

Depuis le 24 février 1971, date de la nationalisation des hydrocarbures, l'entreprise se voit prendre en charge la lourde tâche de développer toutes les branches de l'industrie pétrolière et puis l'exploration de l'Exploration & Production jusqu'à la pétrochimie en Aval.

De 33 personnes en 1964, le groupe SONATRACH passe à 120000 agents à la fin de 2011, cet accroissement vertigineux des effectifs exprime en partie le rythme intense du développement et la diversité des domaines d'interventions de l'entreprise.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Dans la stratégie de la politique nationale de réorganisation à grande échelle de l'économie du pays, SONATRACH entreprend sa restructuration avec pour but d'assurer une meilleure gestion et d'améliorer ses performances dont 17 entreprises industrielles de réalisation et de services sont nées de cette restructuration.

Actuellement, SONATRACH est la compagnie nationale intégrée d'Exploration & Production en aval. Elle exerce les métiers du gaz, du pétrole, et de l'énergie en général en Algérie et à l'étranger. Elle est classée comme :

- **1ère** compagnie Africaine.
- **12ème** compagnie pétrolière Mondiale.
- **13ème** compagnie Mondiale concernant les hydrocarbures liquides (réserves et production).
- **6ème** compagnie mondiale en matière de gaz naturel (réserves et production).
- **25ème** compagnie pétrolière sur le plan des effectifs (source : PIW Top50/2008).
- **5ème** exportateur mondial de gaz naturel.
- **4ème** exportateur mondial de GNL.
- **3ème** exportateur mondial de GPL.

Le groupe SONATRACH est composé de cinq Activités :

- Exploration & Production.
- Transport par canalisation.
- Liquéfaction et séparation.
- Commercialisation.
- Raffinage et Pétrochimie.

1.1.1 Présentation de l'activité Exploration & Production

Dans la chaîne de valeur de SONATRACH, l'activité EXPLORATION & PRODUCTION (**Activité Exploration & Production**) est considérée comme le socle fondamental du développement et de la croissance du Groupe SONATRACH.

L'activité EXPLORATION & PRODUCTION de SONATRACH regroupe les activités de prospection, de recherche, de développement et d'exploitation des hydrocarbures. Elle est placée sous l'autorité d'un vice- président et a été créée par la décision A-573 du 12 JUILLET 2002, elle est chargée de l'élaboration et de l'application des politiques et stratégies de développement

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

et d'exploitation de l'Exploration & Production pétrolier et gazier, l'activité Exploration & Production se présente de la manière suivante :

1.1.1.1 Les structures fonctionnelles

- Direction Planification, Etudes et performances.
- Direction Finances.
- Direction Ressources Humaines.
- Direction Juridique.
- Direction HSE.
- Cellule Contrôle Interne.
- Service sureté interne d'établissement.

1.1.1.2 Les structures opérationnelles

- Division Exploration.
- Division Forage.
- Division Production.
- Division Petroleum Engineering et Développement.
- Division Associations.
- Division Laboratoires.

1.1.2 Les missions essentielles de l'activité EXPLORATION & PRODUCTION de SONATRACH

- L'élaboration et l'application des politiques et stratégies de développement et d'exploitation de l'Exploration & Production pétrolier et Gazier, en effort propre et en association.
- Le développement et l'exploitation des gisements pour la valorisation optimale des ressources d'hydrocarbures.
- La recherche, la négociation et le développement de nouveaux projets, en interne, et la contribution au développement à l'international des métiers relevant de son domaine.
- La recherche des hydrocarbures liquide et gazeux.
- Le suivi juridique et technique des associés.
- La conduite et le développement des activités de prospection et de recherches des hydrocarbures.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- La gestion des activités en association dans leurs phases exploration, développement et exploitation.
- Le développement de la recherche scientifique.
- L'organisation d'une conférence annuelle de cadre pour débattre des questions présentant un intérêt majeur en rapport avec les missions de l'activité Exploration & Production.

Les filiales de l'activité Exploration & Production de SONATRACH sont :

ENAGEO, ENTP, ENAFOR, ENSP, ENGTP, ENGCB et ENAC.

1.2 PRESENTATION DE L'ORGANISME D'ACCUEIL/ DIVISION LABORATOIRES

La recherche a toujours été le pivot central de l'industrie pétrolière. Extraire le pétrole brut ou le gaz naturel présente de sérieuses difficultés technologiques car une fois récupérée, cette ressource à l'état brut doit être traitée avec précaution pour renforcer sa position et se développer, raison pour laquelle, le groupe SONATRACH possède ses propres laboratoires d'analyse.

SONATRACH s'est ainsi doté de moyens humains et technologiques à travers sa Divisions Laboratoires créée en 1973, son siège est sis à l'avenue du 1^{er} novembre à Boumerdes, un atout de taille pour la pérennité et le développement du groupe, rattaché à l'activité Exploration & Production.

Cette structure s'est depuis consacrée aux travaux de prestations d'études, d'essais et d'expertises dans le domaine de l'Exploration & Production pétrolier. Elle représente également l'outil scientifique et technique nécessaire à la prospection, l'exploitation et le développement des hydrocarbures. Aussi ; en se concentrant sur les travaux de laboratoires et d'études.

La division Laboratoires pourra ainsi déployer de manière plus cohérente, sa vision et sa démarche stratégique qui consiste à manifester et à renforcer sa position dans son domaine d'intervention. C'est dans ce sens que les laboratoires de Boumerdes et Hassi-Messaoud ont été regroupés en une seule entité au niveau de l'ancienne activité Exploration & Production, Activité E&P.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Ce redéploiement permet de répondre rapidement aux préoccupations des opérationnels, par la réalisation d'analyses à travers les structures de Hassi-Messaoud, mais également à la contribution des gisements, à travers des analyses et des études plus précises au niveau des structures de Boumerdes. Cette structure dispose également d'une Cartothèque Centrale à Hassi-Messaoud, destinée à l'archivage de plus d'un million de mètres de carottes (c'est l'une des plus grandes au monde)

Pour mener à bien ses missions, la division laboratoires dispose de 40 laboratoires, dont 30 à Boumerdes et le reste à Hassi Messaoud, Un personnel scientifique de haut niveau et un équipement de pointe.

L'effectif en nombre de la division laboratoire (D-LAB à la date du 31.12.2023 est de 700 agents permanents dont 222 femmes, 478 hommes et 68 apprentis, répartis comme suit ;

- Cadres supérieurs : 32.
- Autres cadres : 452.
- Maitrise : 197.
- Exécution : 83.

Cet effectif est réparti dans des laboratoires analytiques dont les compétences s'étendent de l'analyse géologique et chimique aux études pluridisciplinaires. Ces laboratoires assurent la plus large gamme de leurs prestations aux structures opérationnelles de SONATRACH et celles opérées en associations. Ils peuvent toutefois être sollicités par divers autres clients (institutions publiques ou sociétés privées)

Il convient de noter que la division laboratoires entretient depuis longtemps une relation permanente et durable avec le monde de l'université, l'encadrement des mémoires et l'organisation de rencontres scientifiques.

La recherche scientifique et le développement technologique vont jouer un rôle crucial. SONATRACH, à l'instar des autres compagnies du secteur, sera de plus en plus confrontée à l'impératif des innovations technologiques afin de produire plus.

1.2.1 Les missions essentielles de la Division Laboratoires

- La réalisation des études, synthèses, prestations d'analyses et d'expérimentation se rapportant notamment aux besoins d'exploitation, de production, de transport et de valorisation des hydrocarbures.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- L'introduction et le développement de nouvelles techniques, méthodes d'analyse et d'interprétation.
- Le soutien et l'assistance aux structures opérationnelle de SONATRACH et ses filiales, par la prise en charge de la résolution des problèmes rencontrés, à caractères scientifique et technique.
- La participation à l'optimisation des schémas de développement des gisements d'hydrocarbures et à l'amélioration de leur récupération.
- La gestion de la Cartothèque centrale HMD ainsi que le suivi et la mise à jour du fichier des carottes de forages pétroliers du domaine minier.

1.2.2 Directions et départements la division laboratoire

La division laboratoire est constituée de plusieurs Directions et départements qui sont :

- Direction Gestion du Personnel.
- Direction Logistique.
- Direction Finances.
- Direction Laboratoire et cartothèque centrale HMD.
- Direction Gisement.
- Direction Géologie.
- Direction Assistance aux Unités Industrielles.
- Département Technique.
- Département Qualité et HSE.
- Département Juridique.
- Département Technologies de l'information.
- Département Consolidation et Reporting.
- Assistant Sureté interne de l'établissement.

1.2.3 Les structures techniques de la division laboratoires

Les structures techniques on distingue :

1.2.3.1 Direction laboratoires et cartothèques centrale HMD

Cette direction a pour missions essentielles ce qui suit :

- La réalisation des prestations d'analyses chimiques des eaux, des fluides de forage et des mesures petro physiques.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- La réalisation du contrôle de la qualité des produits destinés aux fluides de forage
- Le suivi des opérations de traitement chimiques des effluents.
- La réalisation des analyses de géotechnique pour la maîtrise des opérations sur puits en exploration et développement.
- La préparation géologique, l'imagerie, les analyses et le scanning des carottes
- La gestion de la cartothèque ainsi que le suivi et la mise à jour du fichier national des carottes, de forages pétroliers du domaine minier.
- L'élaboration du budget de fonctionnement et des bilans de réalisation de la direction.
- La contribution à l'élaboration et/ou la mise à jour des procédures opérationnelles et leur application dans le cadre du système de management de la qualité.
- L'organisation de l'information et le Reporting.

1.2.3.2 Direction gisement

La direction Gisement a pour missions essentielles :

- La participation à la caractérisation du réservoir et des fluides en place.
- La détermination des propriétés rhéologiques des roches réservoirs pour les besoins d'exploitation rationnelle des gisements d'hydrocarbures.
- La réalisation, en laboratoires, des études de simulation nécessaires à une meilleure exploitation des gisements d'hydrocarbures en matière de récupérations assistée, de miscibilité et de flow assurance.
- La caractérisation physico-chimique des produits pétroliers stabilise et le suivi de la qualité des huiles des machines tournantes.
- La constitution d'une banque de données sur les caractéristiques des roches, des fluides de réservoir d'hydrocarbures pour les besoins corrélation, de synthèse et de simulation
- La modélisation phénoménologique des caractéristiques des roches, des fluides et des problèmes d'interface.
- L'élaboration du budget de fonctionnement et des bilans de réalisation de la direction
- L'organisation de l'information et le Reporting.

1.2.3.3 Direction Géologie

La direction géologie a pour missions essentielles :

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- La réalisation des études et des synthèses de laboratoire et/ou de terrain sur la base des aspects de sédimentologie, de stratigraphie et de géochimie nécessaires au choix, à l'évaluation et au développement des zones a potentiel pétrolier.
- La réalisation des études de géologie de réservoir et de la participation à l'optimisation des schémas de développement des gisements d'hydrocarbures et à l'amélioration de leur récupération.
- La contribution à la définition des axes d'explorations en vue de la reconnaissance et de la quantification du potentiel en hydrocarbures et méthodes géophysique, notamment la sismique.
- L'introduction de nouvelles techniques et méthodes d'analyse et d'interprétation
- La promotion et le développement de l'expertise sur des problématiques précises en collaborations avec les institutions scientifique nationales et internationales.
- La participation à la réalisation d'études intégrées en collaborations avec les sociétés spécialistes et les associés.
- L'élaboration du budget de fonctionnement et des bilans de réalisation de la direction
- L'organisation de l'information et le Reporting.

1.2.3.4 -Direction Assistance Aux Unités Industrielles :

Elle a pour missions essentielles :

- L'assistance aux structures de la société en matière d'analyses et de traitement des eaux et des émulsions, d'analyses et de prévention des dépôts organiques et minéraux, de corrosion, d'analyses et de caractérisation des matériaux (métaux et alliages), des soudages et techniques connexes.
- La contribution à la maîtrise technologique de l'exploitation et de la maintenance par son intervention aux divers stades d'études, de réalisation et de fonctionnement des unités industrielles.
- Le développement des méthodes et des techniques pour une meilleure prise en charge des problèmes de récupération maximale de brut et l'amélioration continue de la productivité des puits d'huile et de gaz.
- Le développement des outils nécessaires à l'évaluation des paramètres de la pollution à la prévention et à la réduction des risques de pollution induite par les activités de la société.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- La réalisation des études d'impact sur l'environnement.
- L'assistance aux unités industrielles dans le choix et l'acquisition des produits chimiques et traitement des huiles, des eaux et des installations, par des investigations aux laboratoires et sur site.
- L'élaboration du budget de fonctionnement et des bilans de réalisation de la direction.
- L'organisation d l'information et le Reporting.

1.3. Les structures du support et de soutien de la division laboratoires

1.3.1. Direction logistique

La direction logistique a pour missions essentielles :

- L'exploitation du budget d'investissement de la division laboratoire.
- La mise en œuvre et l'application des politiques et procédures de la société en matière de gestion des stocks, d'approvisionnement et transport et de la gestion des immobilisations ; la planification, le suivi et la supervision des activités sous-traités en matière de restructuration, de transport du personnel, de nettoyage des lieux de travail et locaux techniques et d'entretien des espaces verts.
- La prise en charge et la gestion du magasin des matières et du matériel.
- L'organisation et la planification du transport du personnel.
- La maintenance, la gestion, l'exploitation, l'entretien et la réparation du parc roulant.
- La prise en charge des dossiers concernant les relations extérieures et de toutes les opérations y afférentes
- La mise en œuvre et le suivi du système Management de la qualité.
- Le suivi et la consolidation de l'activité moyens de la direction laboratoire et carothèque centrale HMD.
- La gestion et la disponibilité du réseau téléphonique de la division.
- La prise en charge du bureau d'ordre.
- L'élaboration du tableau de bord de la division laboratoire.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- La réalisation des opérations d'inventaire physique de fin d'exercice.
- L'organisation de l'information et le Reporting.

1.3.2 La direction gestion du personnel

La direction gestion du personnel a pour missions essentielles :

- La mise en œuvre des politiques, règles et procédures arrêtées par la société en matière de gestion et de développement des ressources humaines.
- L'élaboration des plans annuels et pluriannuels de la division laboratoires en matière d'emploi, de formation, et de salaire ainsi que des bilans annuels d'exécution.
- La réalisation et le suivi des actions de formation de courte durée, dans le cadre des plans et budget approuvés.
- La gestion administrative, sociale et de la paie du personnel (hormis les cadres supérieurs, chefs de département et plus) du siège de la division laboratoires.
- La gestion et le suivi de l'organigramme des effectifs de la division laboratoires.
- La mise en œuvre du système de rémunération et la contribution à son développement au sein de la division laboratoire.
- L'application de la législation en vigueur, en matière de médecine de travail et de prévention des risques professionnels.
- La coordination et le suivi de la gestion des Ressources Humaines, au niveau de la direction laboratoires et cartothèque centrale HMD.
- L'organisation de l'information et le Reporting.

1.3.3 La Direction finances

Elle a pour missions essentielles :

- La gestion financière et comptable de la division laboratoires
- La préparation, le suivi et le contrôle des budgets d'exploitation et la division laboratoires, la planification, le suivi et la supervision des activités sous-traitées en matière de restauration, de transport du personnel, de nettoyage des lieux de travail et locaux techniques et d'entretien des espaces verts

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- La prise en charge et la gestion du magasin, des matières et du matériel ;
- L'organisation et la planification du transport du personnel
- La maintenance, la gestion, l'exploitation, l'entretien et la réparation du pare roulant ;
- La prise en charge des dossiers concernant les relations extérieures et de toutes les opérations y afférentes
- La mise en œuvre et le suivi du Système de Management de la qualité
- Le suivi et la consolidation de l'activité moyens de la direction laboratoires et cartothèques centrale HMD
- L'élaboration du tableau de bord de la division laboratoires
- La réalisation des opérations d'inventaires physiques de fin d'exercice
- L'organisation de l'information et le Reporting

1.3.4 Département Technologies de l'information :

Le département Technologies de l'information a pour missions :

- La promotion et le développement des activités informatiques et du réseau informatique de la division laboratoires
- Le data management
- La prise en charge des systèmes informatiques en exploitation
- L'acquisition, l'adaptation, le développement et la mise en œuvre de nouvelles solutions informatiques pour les besoins des utilisateurs
- La standardisation, l'actualisation et la disponibilité du pare informatique au niveau de la division laboratoires
- La mise en œuvre de la politique de sécurité informatique de la société
- La gestion de la documentation scientifique et technique de la division laboratoires
- L'organisation de l'information et le Reporting

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

1.3.5 Département consolidation et Reporting

Ce département a pour missions :

- Le suivi de la réalisation des objectifs et le contrôle de la mise en œuvre des recommandations et décisions du Management de la Division
- L'élaboration des plans de développement de la division, en collaborations avec les autres structures
- La consolidation de la feuille de route de la division, en termes de développement
- La tenue du tableau de bord des activités de la division
- La consolidation et le Reporting périodiques (hebdomadaires, mensuels, semestriels et annuels) des activités de la division
- L'élaboration et le suivi du calendrier annuel et pluriannuel des évènements
- L'organisation de tournées et workshop lies aux activités de la division, pour un rapprochement avec les structures opérationnelles, notamment, celles de l'activité E&P
- L'analyse des évolutions et tendances de besoins des structures opérationnelles en études et prestations d'analyses
- La coordination et le suivi des actions de participation de la division, aux évènements nationaux (séminaires, conférences, journées)
- L'élaboration d'une Revue Scientifique périodique portant sur des thématiques en relation avec les activités de la division
- L'élaboration de produits de communications (Brochures, Dépliants, Flyers, etc) portant sur les activités de la division
- Le Reporting périodique aux structures concernées

1.3.6 L'assistant sureté interne de l'établissement

L'assistant sureté interne d'établissement est chargée de :

- Définir les budgets et moyens humains et matériels nécessaires à la protection du patrimoine
- Evaluer les risques et menaces auxquels peut se trouver le patrimoine de la société

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- Concevoir et mettre en place une documentation de suivi, notamment les registres réglementaires destinés à recevoir la mention de l'exécution des tâches de sûreté interne
- Déclencher les enquêtes d'habilitation du personnel relevant de son secteur de compétence
- Assurer l'intervention pour la mise en échec des actes de malveillance et contrôler les accès ainsi que la protection périphérique et rapprochée, de même que les points sensibles et stratégiques
- Gérer les équipements spécifiques qui lui sont confiés
- Transmettre, à la hiérarchie, des rapports périodiques et signaler, sans délais, tout évènement attentatoire à la sûreté du patrimoine.

1.4. Les missions de la division laboratoire

Les missions de la Division Laboratoires se situent en général dans le cadre de la recherche, de l'exploitation et du développement des gisements d'hydrocarbures et sont résumés dans les points suivants :

- Développer et promouvoir la recherche et le développement avec la participation des entreprises concernées.
- Performance des services d'analyses et d'expérimentation, recherche et développement des études liées à l'exploration, la production des hydrocarbures ainsi que le transport de gaz naturel liquéfié.
- Fournir le support et l'évaluation scientifique pour la résolution des problèmes qui nécessitent des études et analyses plus particulièrement pour les travaux et le suivi géologique.
- Intervention a tous les niveaux en commençant du forage jusqu'au client demandeur de service.

SECTION 2 : CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE ET ANALYSE DES RESULTATS

Dans le but d'étudier la contribution de la SONATRACH à la croissance économique à travers la création des emplois, nous avons suivi l'approche analytique descriptive pour la collecte des données propres à l'étude et leurs analyses pour l'obtention des résultats requis.

2. LA METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Dans cette section, nous allons présenter la population et l'échantillon étudiés ainsi que les méthodes statistiques utilisées :

2.1.1 Population et échantillon étudiés

- **Population étudiée :** Cette étude appliquée a été menée au sein de la SONATRACH ; Division Laboratoires sur une population de 420 personnes.
- **Echantillon d'étude :** Le questionnaire a été distribué à 45 personnes, ce qui représente 10% de la population étudiée, Le nombre de questionnaires retournés était de 33, alors que le nombre distribué était 45 questionnaires.

Tableau N°1 : Questionnaires valables pour l'étude

Données	Questionnaires distribués	Questionnaires retournés	Questionnaires valables pour l'étude
Nombre	45	33	33
Pourcentage	100%	73%	73%

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel.

De ce tableau, il ressort qu'après distribution des questionnaires, le pourcentage de questionnaires retournés était de 73%, le même pourcentage pour les Questionnaires valables pour l'étude.

2.1.2 Méthodologie de l'étude

Dans l'aspect pratique de notre étude, nous nous sommes appuyés sur l'approche analytique par la collecte et le traitement des données, la collecte des données via la distribution des questionnaires et le traitement à travers l'analyse de ces questionnaires.

2.1.3 Méthodes statistiques utilisées

Nous présenterons ici les outils qui sont utilisés dans l'étude. Tout d'abord, nous avons utilisé Microsoft Excel 2016 pour analyser notre outil de mesure qui est le questionnaire et puis assurer une analyse statistique des données.

Nous avons intégré les deux concepts ci-dessous dans notre analyse :

- **Médiane** : c'est l'une des mesures de tendance centrale les plus utilisées et les plus courantes, en raison de sa facilité de calcul. C'est le résultat de la Division de la somme des valeurs de données par leur nombre.
- **L'écart type** : mesure la dispersion des valeurs d'un échantillon statistique

2.2 OUTIL D'ETUDE

A travers cette section, nous nous sommes appuyés sur le questionnaire comme outil de mesure pour l'étude de la contribution de la SONATRACH à la croissance économique à travers la création des emplois, réparti comme suit :

Première partie : Cette partie est spécifique aux informations personnelles et professionnelles de l'échantillon étudié

Deuxième partie : spécifique à la contribution de la SONATRACH à la croissance économique à travers la création des emplois, Il est divisé sur quatre axes pour répondre aux hypothèses de notre étude :

- 1) La Division Laboratoires contribue à la création d'emplois dans la wilaya de Boumerdès qui stimule à son tour la croissance économique de la région.
- 2) La Division Laboratoires recrute principalement des employés résidants dans la région de Boumerdès.
- 3) La Division Laboratoires assure des formations à ses employés, ce qui améliore leurs compétences qui impactent positivement leurs entourages.
- 4) La Division Laboratoires est la seule entreprise qui stimule l'économie locale à travers la création des emplois.

Nous avons adopté l'échelle de Likert à 5 points comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Tableau N°2 : Affiche les degrés de l'échelle de Likert à cinq points

Réponse	Pas tout à fait d'accord	Pas D'accord	Plutôt d'accord	D'accord	Tout a fait d'accord
Degré	1	2	3	4	5

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Afin d'analyser les résultats, nous avons commencé par le calcul de l'orientation de l'échantillon étudié en fonction de la médiane et cela en déterminant la longueur des catégories sur l'échelle de Likert à cinq points. Il a été procédé au calcul de la longueur entre la plus grande et la plus petite des scores de l'échelle, à savoir $(5-1=4)$, ensuite diviser le résultat par le nombre des degrés de l'échelle (5) $(4/5=0.8)$. Ensuite, nous rajoutons cette valeur obtenue (0.8) à la plus petite valeur de l'échelle (1). Nous suivons la même méthode avec tous les niveaux puis la longueur de catégories sera comme suite :

[1-1.8] représente Pas tout à fait d'accord

[1.8-2.6] représente Pas D'accord

[2.6-3.4] représente Plutôt d'accord

[3.4-4.2] représente D'accord

[4.2-5] représente Tout à fait d'accord

Tableau N°3 : détermination de l'orientation de l'échantillon

Calcul de la tendance de l'échantillon = (la plus grande valeur-la plus petite valeur) / nombre des degrés de l'échelle $5-1/5 = 4/5 = 0.80$					
Degré de l'échelle	1	2	3	4	5
L'orientation	Pas tout à fait d'accord	Pas D'accord	Plutôt d'accord	D'accord	Tout a fait d'accord
L'échantillon	1-1.8	1.8-2.6	2.6-3.4	3.4-4.2	4.2-5

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

SECTION 3 : ANALYSE STATISTIQUE DESCRIPTIVE DES CARACTERISTIQUES ET DES VARIABLES DE L'ECHANTILLON D'ETUDE

3.1 Les caractéristiques de l'échantillon d'étude

Dans cette section, nous découvrirons les caractéristiques et les variables de l'échantillon d'étude à partir des données personnelles et professionnelles (Sexe, âge, situation familiale, niveau d'éducation, catégorie socioprofessionnelle et ancienneté) comme présenté ci-dessous ;

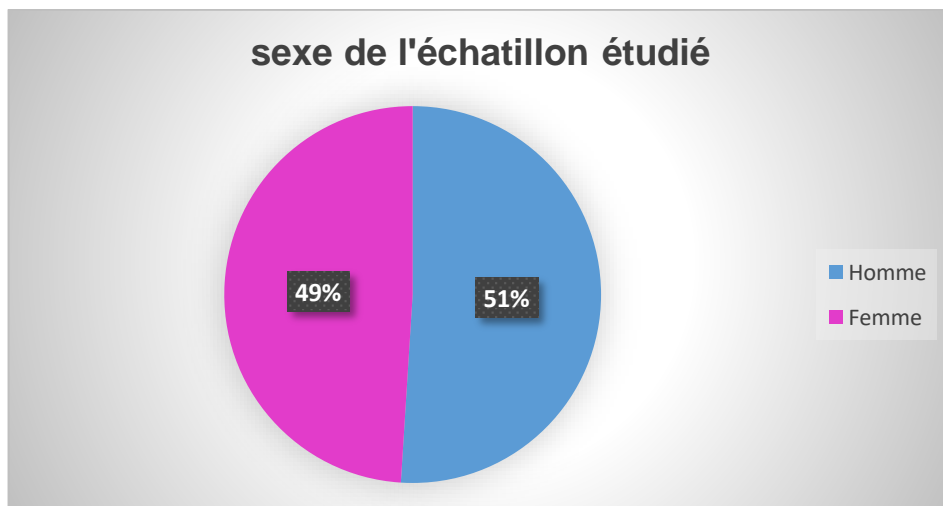
3.1.1 Sexe de l'échantillon étudié

Tableau N°4 : sexe de l'échantillon étudié

			TOTAL	POURCENTAGE
Sexe	Homme	17	33	51
	Femme	16		49

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°1 : Sexe de l'échantillon étudié



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Il ressort clairement du graphique précédent que le pourcentage des hommes est supérieur à celui des femmes avec un taux de 51% pour les hommes et seulement 49% pour les femmes, cela est dû à la distribution aléatoire du questionnaire.

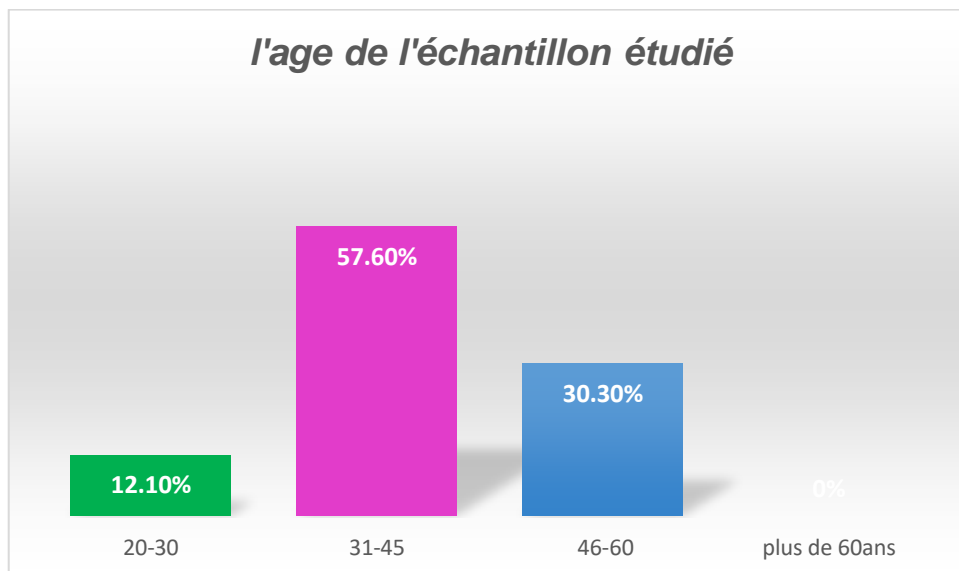
3.1.2 Age de l'échantillon étudié

Tableau N°5 : l'âge de l'échantillon étudié

			TOTAL	POURCENTAGE
Age	20-30	4	33	12,1
	31-45	19		57,6
	46-60	10		30,3
	plus de 60ans	0		0

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graph N°2 : l'Age de l'échantillon étudié



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Il ressort clairement du tableau et du graphique précédent que l'Age de la plupart des membres de l'échantillon de l'étude varie entre 31 et 45 ans avec un pourcentage de 57,60 %,

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

alors que le pourcentage des personnes âgées entre 46 et 60 ans est de 30,3%, quant aux personnes âgées entre 20 et 30ans, leur pourcentage atteint les 12,10% et un pourcentage zéro pour ceux qui dépassent les 60 ans.

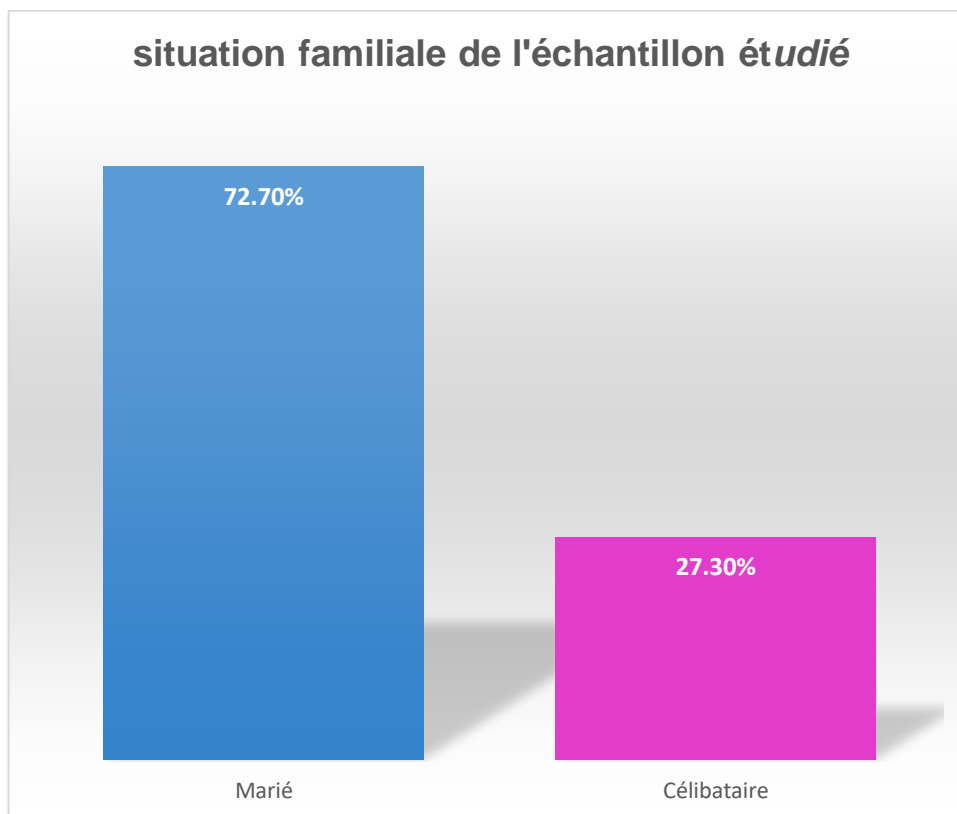
3.1.3 Situation familiale de l'échantillon étudié

Tableau N°6 : Situation familiale de l'échantillon étudié

			TOTAL	POURCENTAGE
Situation Familiale	Marié	24	33	72,7
	Célibataire	9		27,3

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°3 : Situation familiale de l'échantillon étudié



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Il ressort clairement du tableau et du graphe précédent que la grande majorité de la population étudiée est mariée et cela avec un pourcentage de 72,70% tandis que le reste dont le pourcentage est de 27,3% sont célibataires.

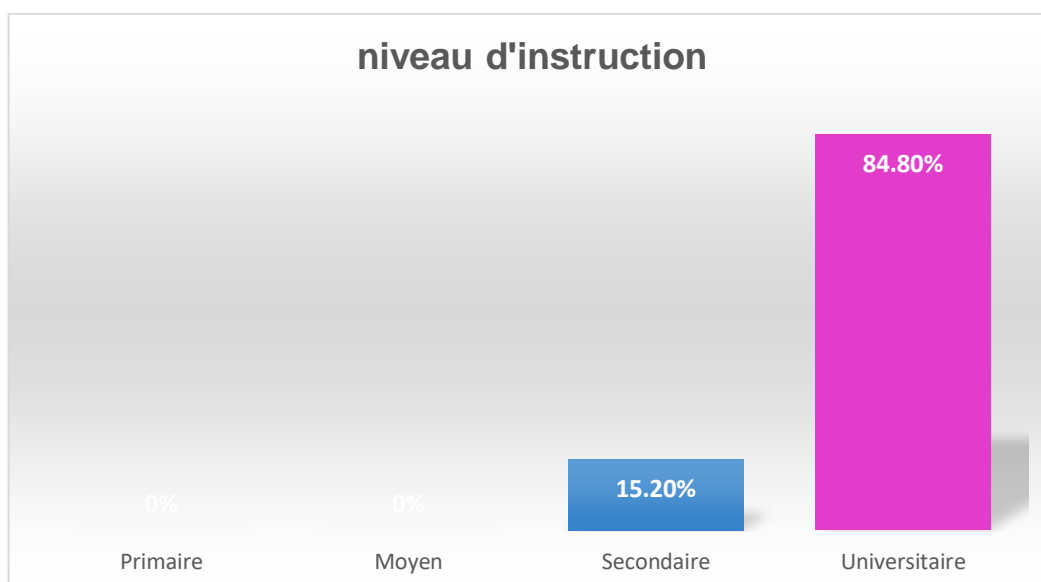
3.1.4 Niveau d'instruction de l'échantillon étudié

Tableau N°7 : Niveau d'instruction de l'échantillon étudié

			TOTAL	POURCENTAGE%
Niveau d'Instruction	Primaire	0	33	0%
	Moyen	0		0%
	Secondaire	5		15,2%
	Universitaire	28		84,8%

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°4 : Niveau d'instruction



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Il ressort clairement du tableau et du graphe précédent que le niveau académique de la plupart des membres de l'échantillon d'étude se trouvant dans la Division Laboratoires de la Société SONATRACH est de 84,80 % universitaire alors que Le pourcentage de ceux qui ont un niveau de l'enseignement secondaire est de 15,20% tandis que les niveaux primaire et moyen ne sont pas présents dans notre échantillon étudié.

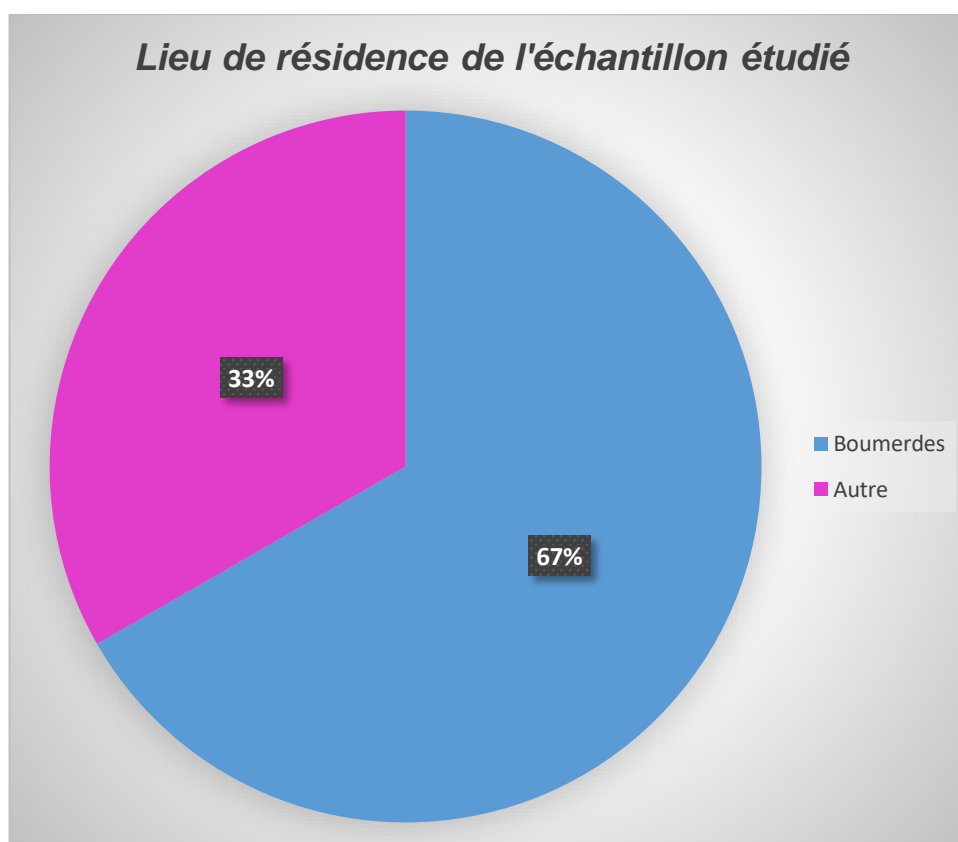
3.1.5 Résidence de l'échantillon étudié

Tableau N°8 : Niveau d'instruction de l'échantillon étudié

			TOTAL	POURCENTAGE%
Résidence	Boumerdes	22	33	66,7
	Autre	11		33,3

Source : établi par le binôme sur la base du programme Excel

Graph N°5 : lieu de résidence de l'échantillon étudié



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Il ressort clairement du tableau et du graphe précédent que la plupart des personnes de l'échantillon d'étude habitent dans la wilaya de Boumerdes avec un pourcentage de 67%, tandis que le reste qui représente 33% viennent des autres wilayas.

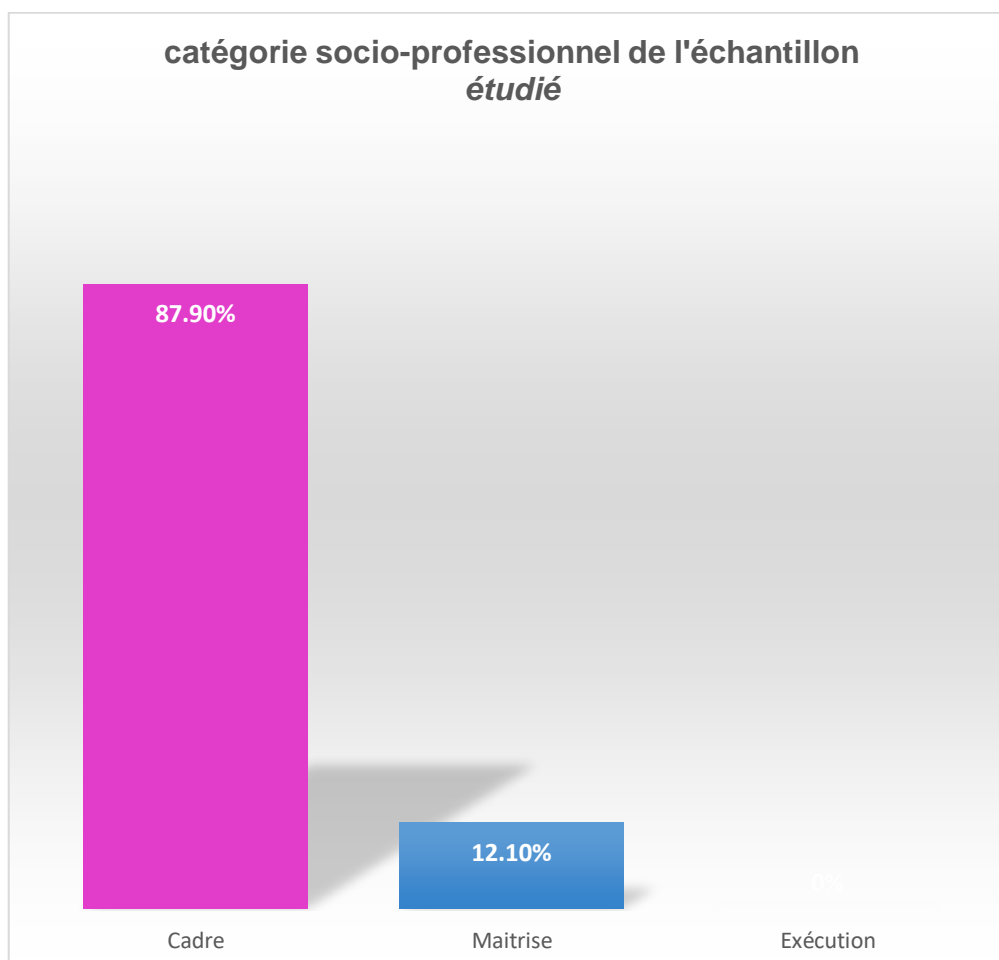
3.1.6 Catégorie Socioprofessionnelle de l'échantillon étudié

Tableau N°9 : Catégorie Socioprofessionnelle de l'échantillon étudié

			TOTAL	POURCENTAGE%
Catégorie Socio-Professionnelle	Cadre	29	33	87,9%
	Maitrise	4		12,1%
	Exécution	0		0%

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°6 : Catégorie Socio-professionnelle de l'échantillon étudié



Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'après le tableau et le graphe précédents, il ressort que 87.9% de l'échantillon étudié sont des cadres, le reste avec un pourcentage de 12.10% sont du corps maitrise.

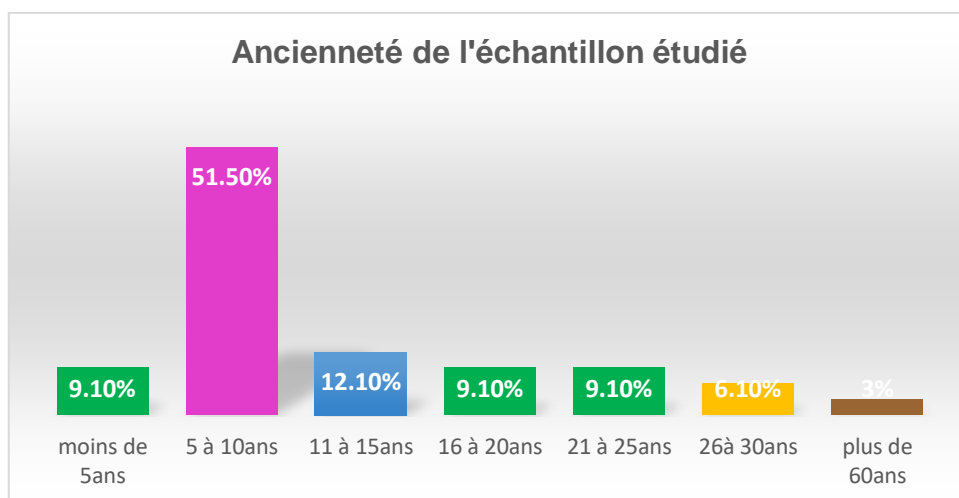
3.1.7 Ancienneté de l'échantillon étudié

Tableau N°10 : Ancienneté de l'échantillon étudié

			TOTAL	POURCENTAGE%
Ancienneté	Moins de 5ans	3	33	9,1
	5 à 10ans	17		51,5
	11 à 15ans	4		12,1
	16 à 20ans	3		9,1
	21 à 25ans	3		9,1
	26 à 30ans	2		6,1
	plus de 60ans	1		3

Source : établi par le nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°7 : Ancienneté de l'échantillon étudié



Source : établi par le binôme sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Il ressort clairement du tableau et du graphe précédent que la plupart des personnes de l'échantillon étudié dispose d'une ancienneté de 5 à 10 ans et ce, avec un pourcentage de 51.5% tandis que 12.10% ont une ancienneté de 11 à 15 ans d'années au sein de la Division Laboratoires

Section 4 : Analyse statistiques descriptive des variables de l'étude

A travers cette section, nous discuterons de l'analyse descriptive en calculant les fréquences, les médianes et les écarts types.

Tableau N°11 : tableau représentant chacune de la médiane, l'écart type le pourcentage et l'orientation de l'échantillon

Variable	Médiane	Ecart type	%	Orientation
J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour la Division Laboratoires	3,64	1,08	72,7	D'accord
la Division laboratoire est présente dans les évènements organisés localement	3,39	0,93	67,89	Plutôt d'accord
j'ai acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoires	4,12	0,93	82,42	D'accord
je me sens valorisé et respecté en tant qu'un employé de	3,48	1,25	69,69	D'accord

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

la Division laboratoires				
j'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années	3,27	1,53	65,45	Plutôt d'accord
je connais d'autres personnes qui ont été recrutées par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdès	4,30	1,02	86,06	Tout à fait d'accord
je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation	3,57	1,37	71,51	D'accord
les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière	3,45	1,30	69,09	D'accord
je me sens plus performant dans mon travail grâce	3,24	1,15	64,84	Plutôt d'accord

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

aux formations que j'ai suivies				
je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale	3,21	0,99	64,24	Plutôt d'accord
mes compétences acquises grâce à mon travail ont impactés positivement mon entourage	3,54	1,12	70,9	D'accord
j'ai connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales	2,76	1,1	55,15	Plutôt d'accord
j'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évalué mes compétences existantes grâce aux formations	2,97	1,19	59,39	Plutôt d'accord

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

dispensées par l'entreprise				
je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale	3,45	1,33	69,09	D'accord
le salaire que je perçois de la Division laboratoires couvre les besoins essentielles de ma famille	3,27	1,04	65,45	Plutôt d'accord
l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locale dans le cadre de ses activités	3,15	0,94	63,03	Plutôt d'accord
la Division laboratoires m'accompagne dans mon développement professionnelle et personnel	3,54	0,67	70,9	D'accord
j'ai été recruté par la Division laboratoire par le bail d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM	3,24	1,68	64,84	Plutôt d'accord

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale	3,06	1,09	61,21	Plutôt d'accord
je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes tâches grâce aux formations que j'ai suivies	3,12	1,14	62,42	Plutôt d'accord
la Division laboratoires me propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences	2,97	1,26	59,39	Plutôt d'accord
je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale	3,21	1,05	64,24	Plutôt d'accord
la Division laboratoire m'offre des avantages sociaux importants	4,90	6,90	98,18	Tout à fait d'accord

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

L'analyse des questionnaires comprend l'identification des axes fondamentaux sur lesquels nous nous concentrerons davantage dans les questions puis les analyser statistiquement, c'est-à-dire une analyse proportionnelle grâce au calcul de la médiane et de l'écart type tout en déterminant l'orientation de l'échantillon pour chaque variable.

4.1 DESCRIPTION STATISTIQUE DES AXES DU QUESTIONNAIRE

A travers cette section, nous aborderons les quatre(04) axes principaux, expliqués comme suit :

4.1.1 Axe numéro 01 : Le premier axe comprend les six (06) variables suivantes :

- la Division laboratoire m'offre des avantages sociaux importants
- la Division laboratoire me propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences
- la Division laboratoire m'accompagne dans mon développement professionnel et personnel
- le salaire que je perçois de la Division laboratoire couvre les besoins essentiels de ma famille
- je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale
- Mes compétences acquises grâce à mon travail ont impactés positivement mon entourage.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Tableau N°12 : représente la médiane et l'écart type du premier axe de questionnaire

	la Division laboratoire m'offre des avantages sociaux importants	La Division laboratoire propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences	la Division laboratoire m'accompagne dans mon développement professionnel et personnel	le salaire que je perçois de la Division laboratoire couvre les besoins essentielles de ma famille	je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale	mes compétences acquises grâce à mon travail ont impactés positivement mon entourage
Médiane	3,15	2,97	2,69	3,27	3,45	3,55
Ecart type	1,30	1,26	1,10	1,04	1,33	1,12
Orientation de l'échantillon	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	D'accord	D'accord

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

4 .1.2 Axe numéro 02 : Le deuxième axe comprend les six (06) variables suivantes :

- j'ai été recruté par la Division laboratoire par le bail d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM
- je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes tâches grâce aux formations que j'ai suivies
- je connais d'autres personnes qui ont été recruté par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdès

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- je me sens valorisé et respecté en tant qu'un employé de la Division laboratoire
- J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour la Division laboratoire
- la Division laboratoire est présente dans les évènements organisés localement

Tableau N°13 : représente la médiane et l'écart type du deuxième axe de questionnaire

	j'ai été recruté par la Division laboratoires par le bail d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM	je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes tâches grâce aux formations que j'ai suivies	je connais d'autres personnes qui ont été recruté par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdès	je me sens valorisé et respecté en tant qu'un employé de la Division laboratoire	J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour la Division Laboratoire	la Division laboratoire est présente dans les évènements organisée localement
Médiane	3,24	3,11	4,30	3,48	3,64	3,39
Ecart type	1,68	1,14	1,02	1,25	1,08	0,93
Orientation de l'échantillon	Pas tout à fait d'accord	Pas tout à fait d'accord	Pas tout à fait d'accord	Pas tout à fait d'accord	Pas tout à fait d'accord	Pas tout à fait d'accord

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

4.1.3 Axe numéro 03 : Le troisième axe comprend les six (06) variables suivantes :

- j'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évalué mes compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

- j'ai acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoires
- j'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années
- je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation
- les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière
- je me sens plus performant dans mon travail grâce aux formations que j'ai suivies

Tableau N°14 : représente la médiane et l'écart type du premier axe de questionnaire

	j'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évalué mes compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise	j'ai acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoires	j'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années	je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation	les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière	je me sens plus performant dans mon travail grâce aux formations que j'ai suivies
Médiane	2,97	4,12	3,27	3,58	3,45	3,24
Ecart type	1,19	0,93	1,53	1,37	1,30	1,15

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Orientation de l'échantillon	Plutôt d'accord	D'accord	Plutôt d'accord	D'accord	D'accord	Plutôt d'accord
------------------------------	-----------------	----------	-----------------	----------	----------	-----------------

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

4.1.4 Axe numéro 04 : Le troisième axe comprend les cinq (05) variables suivantes :

- je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale
- j'ai connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales
- l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités
- je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale
- je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale

Tableau 15 : représente la médiane et l'écart type du quatrième et dernier axe de questionnaire

	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la	j'ai connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales	l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale
--	---	---	--	---	--

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

	communauté locale				
Médiane	3,21212121	2,75757576	3,15151515	3,06060606	3,21212121
Ecart type	0,99239533	1,19974745	0,93945503	1,08798535	1,05349347
Orientation l'échantillon	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

4.2 : DESCRIPTION STATISTIQUE DES ENONCES DU QUESTIONNAIRE ET DE LEUR ANALYSE

A travers cette section, nous présenterons les variables du questionnaire séparément, représentées dans un tableau statistique pour chaque variable suivie d'une figure graphique avec l'analyse correspondante :

Tableau N°16 : J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour la Division Laboratoires

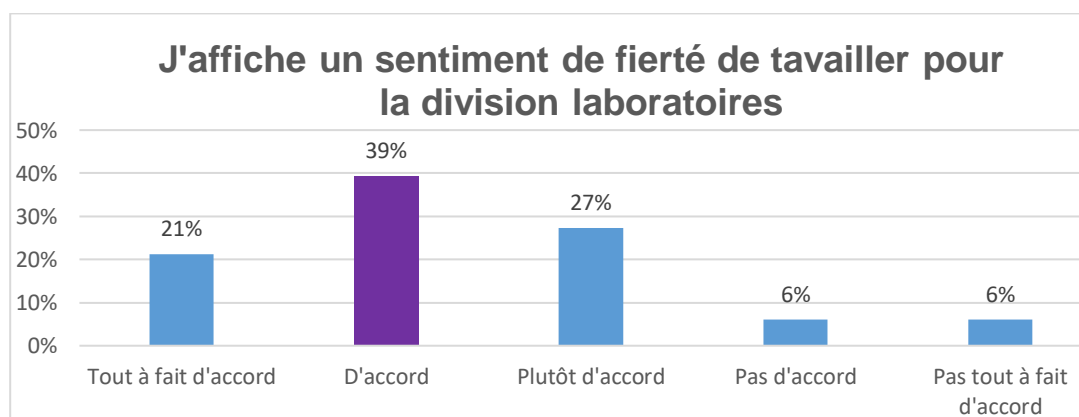
	J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour la Division Laboratoires	%
Tout à fait d'accord	7	21%
D'accord	13	39%
Plutôt d'accord	9	27%
Pas d'accord	2	6%

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Pas tout à fait d'accord	2	6%
Médiane	3,64	
Ecart type	1,08	
%	72.73	
Distribution	D'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Grphe N°8 : J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour la Division Laboratoires



Source : établie par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 39% de notre échantillon sont d'accord pour le fait d'afficher un sentiment de fierté de travailler pour la Division Laboratoires, 21% est Tout à fait d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 60% orienté positivement (D'accord et tout à fait

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

d'accord) avec une médiane de 3.64 et écart type de 1.08. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

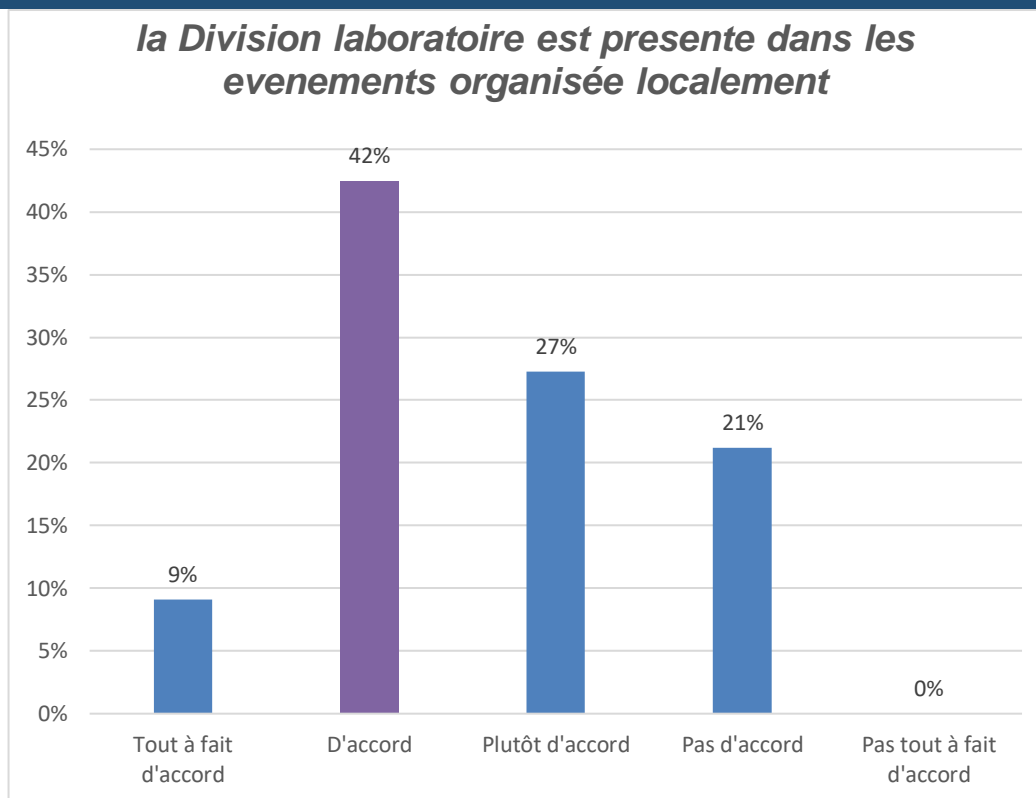
Tableau N°17 : la Division laboratoires est présente dans les évènements organisés localement

	la Division laboratoires est présente dans les évènements organisés localement	%
Tout à fait d'accord	3	9%
D'accord	14	42%
Plutôt d'accord	9	27%
Pas d'accord	7	21%
Pas tout à fait d'accord	0	0%
Médiane	3,39	
Ecart type	0,93	
%	67,87	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°9 : la Division laboratoire est présente dans les évènements organisés localement

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 42% de notre échantillon est d'accord pour le fait que la Division laboratoire est présente dans les événements organisés localement, 27% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 42% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.39 et écart type de 0.93. Ceci signifie la distribution statistique proche de notre échantillon.

Tableau N°18 : j'ai acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoires

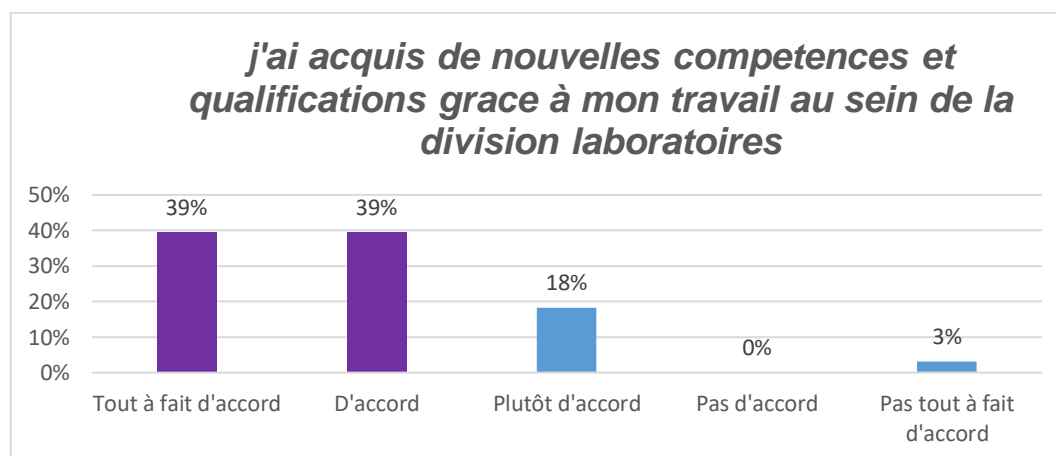
	j'ai acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoires	%
Tout à fait d'accord	13	39%

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'accord	13	39%
Plutôt d'accord	6	18%
Pas d'accord	0	0%
Pas tout à fait d'accord	1	3%
Médiane	4,12	
Ecart type	0,92	
%	82,42	
Distribution	D'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°10: j'ai acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoires



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 39% de notre échantillon est d'accord pour le fait qu'ils ont acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoires, 39% est Tout à fait d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 60% orienté positivement (D'accord et tout à fait d'accord) avec une médiane de 4.12 et écart type de 0.92. Ceci signifie la distribution statistique proche de notre échantillon.

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

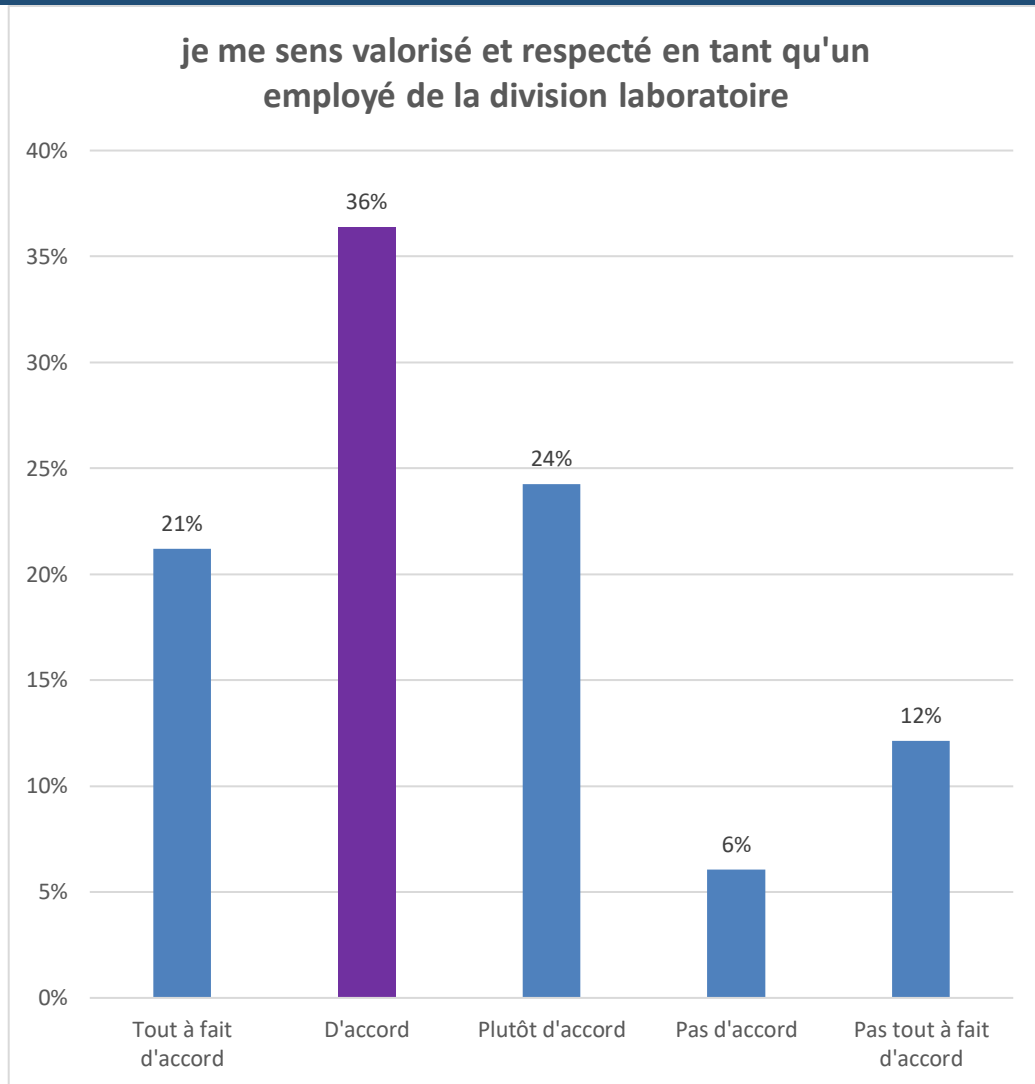
Tableau N°19 : je me sens valorisé et respecté en tant qu'un employé de la Division Laboratoires

Variable	je me sens valorisé et respecté en tant qu'un employé de la Division Laboratoires	%
Tout à fait d'accord	7	21%
D'accord	12	36%
Plutôt d'accord	8	24%
Pas d'accord	2	6%
Pas tout à fait d'accord	4	12%
Médiane	3,48	
Ecart type	1,25	
%	69,69	
Distribution	D'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Grphe N°11 : je me sens valorisé et respecté en tant qu'un employé de la Division laboratoire

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 36% de notre échantillon est d'accord pour le fait qu'ils se sentent valorisés et respectés en tant qu'un employé de la Division laboratoires, 21% est Tout à fait d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 57% orienté positivement (D'accord et tout à fait d'accord) avec une médiane de 3.48 et écart type de 1.25. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

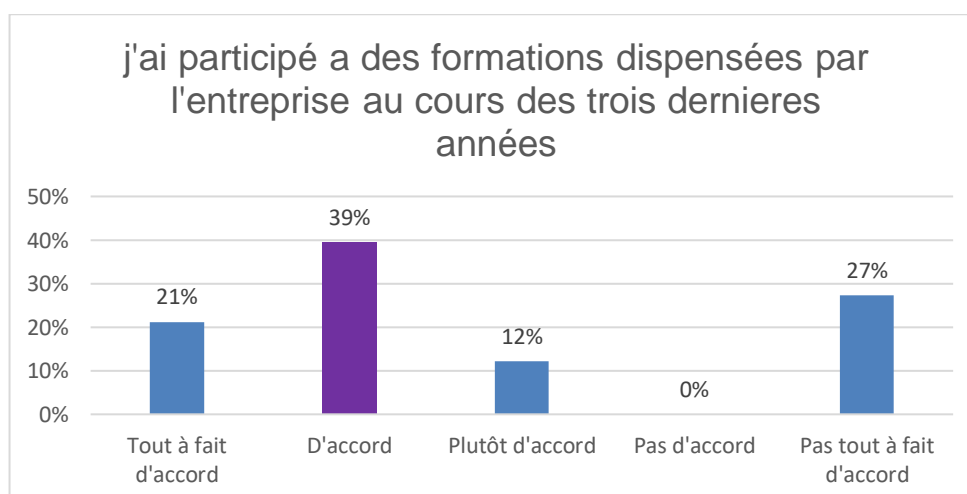
Tableau N°20 : j'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Variable	j'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années	%
Tout à fait d'accord	7	21%
D'accord	13	39%
Plutôt d'accord	4	12%
Pas d'accord	0	0%
Pas tout à fait d'accord	9	27%
Médiane	3,27	
Ecart type	1,52	
%	65,45	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°12 : j'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 39% de notre échantillon sont d'accord pour le fait qu'ils ont participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des trois dernières années,

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

21% est Tout à fait d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 60% orienté positivement (D'accord et tout à fait d'accord) avec une médiane de 3.27 et écart type de 1.52. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

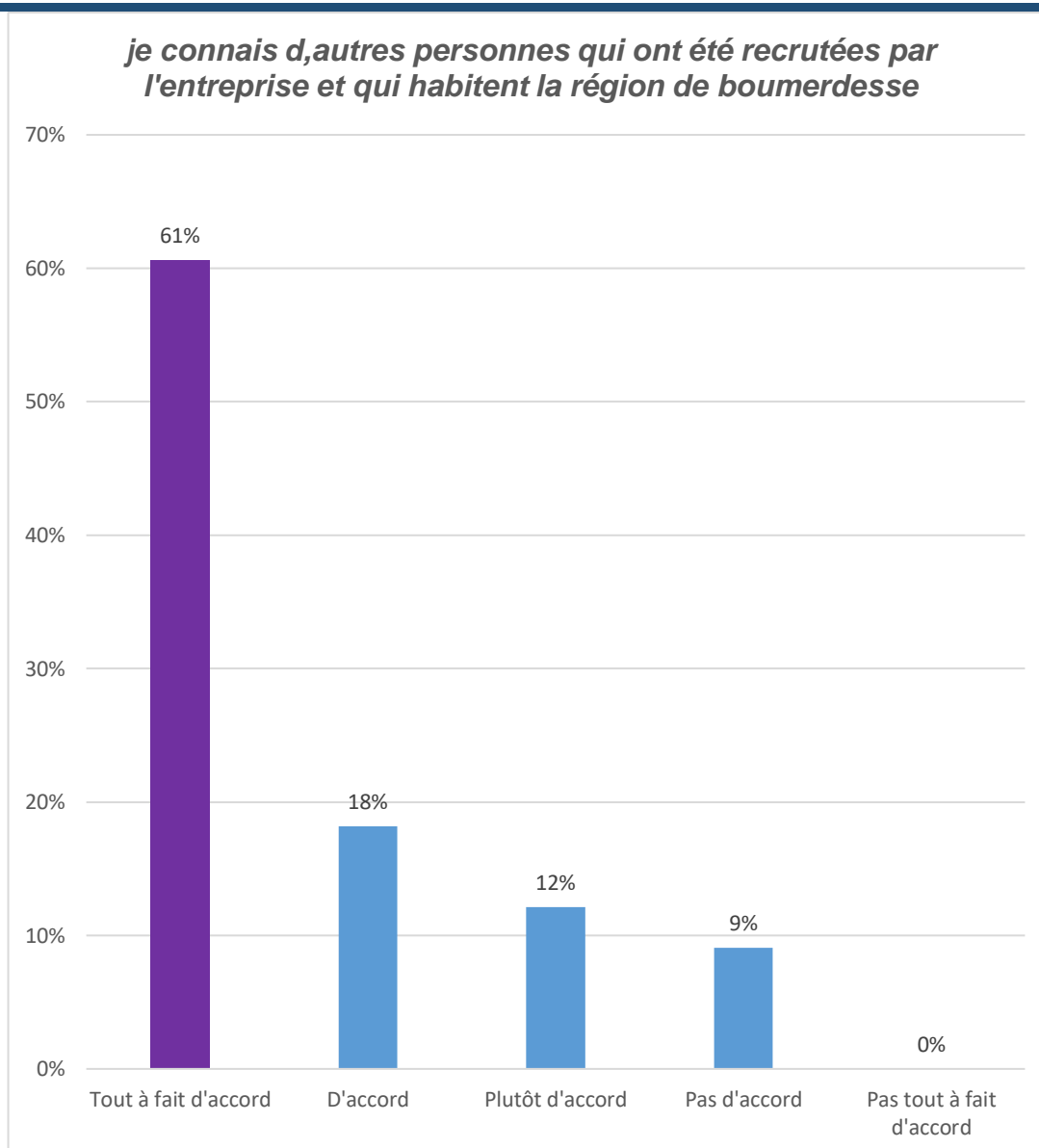
Tableau N°21 : je connais d'autres personnes qui ont été recrutées par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdes

Variable	je connais d'autres personnes qui ont été recrutées par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdes	%
Tout à fait d'accord	20	61%
D'accord	6	18%
Plutôt d'accord	4	12%
Pas d'accord	3	9%
Pas tout à fait d'accord	0	0%
Médiane	4,30	
Ecart type	1,01	
%	86,06	
Distribution	Tout à fait d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°13: je connais d'autres personnes qui ont été recrutées par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdes

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 61% de notre échantillon sont tout à fait d'accord pour le fait qu'ils connaissent d'autres personnes qui ont été recrutées par l'entreprise et qui habitent la région de Boumerdes, 18 % sont Tout à fait d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 79% orientés positivement (D'accord et tout à fait d'accord) avec une médiane de 4.30 et écart type de 1.01. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

Tableau N°22 : je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation

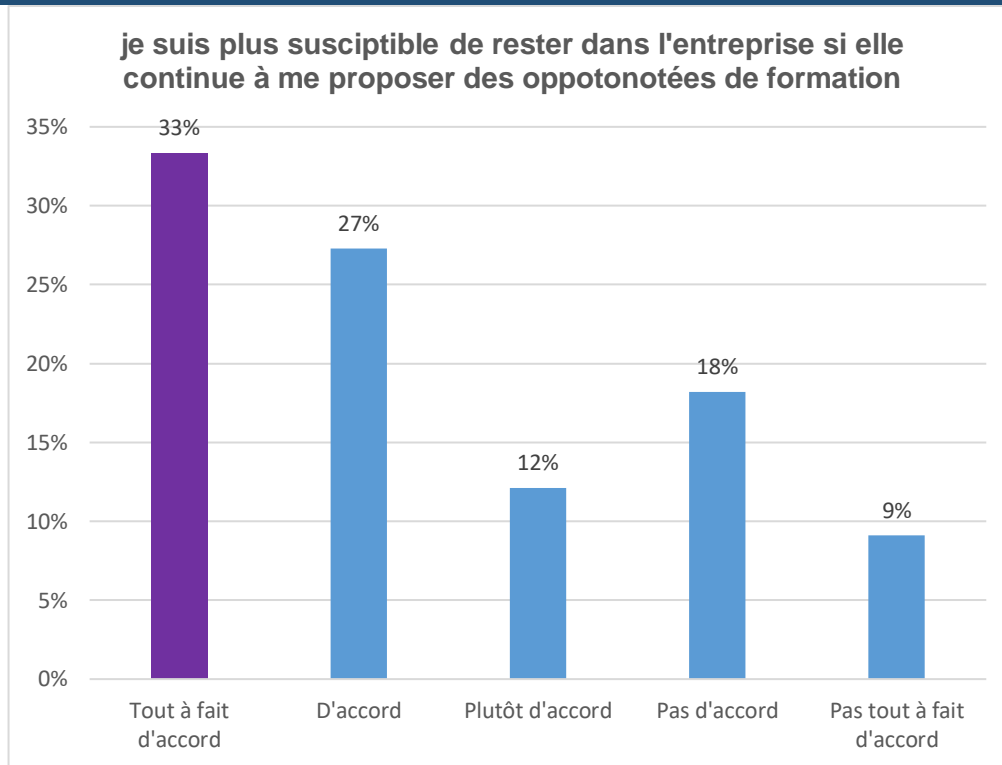
Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Variable	je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation	%
Tout à fait d'accord	11	33%
D'accord	9	27%
Plutôt d'accord	4	12%
Pas d'accord	6	18%
Pas tout à fait d'accord	3	9%
Médiane	3,57	
Ecart type	1,36	
%	71,51	
Distribution	D'accord	

Source : établi par le binôme sur la base du programme Excel

Graphe N°14 : je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 33% de notre échantillon sont tout à fait d'accord pour le fait qu'ils soient plus susceptibles de rester dans l'entreprise si elle continue à leur proposer des opportunités de formation, 27 % sont d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 60% orienté positivement (D'accord et tout à fait d'accord) avec une médiane de 3.57 et écart type de 1.36. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

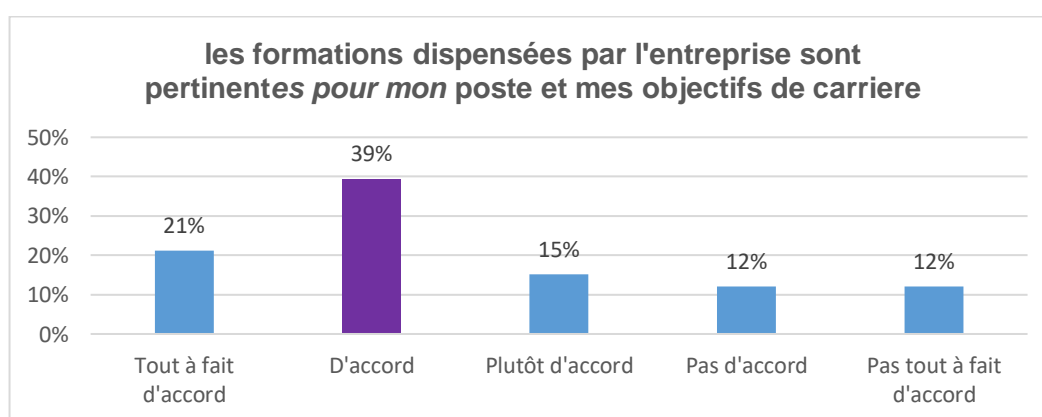
Tableau N°23 : les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Variable	les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière	%
Tout à fait d'accord	7	21%
D'accord	13	39%
Plutôt d'accord	5	15%
Pas d'accord	4	12%
Pas tout à fait d'accord	4	12%
Médiane	3,45	
Ecart type	1,30	
%	69,09	
Distribution	D'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°15 : les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 39% de notre échantillon sont d'accord pour le fait que les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour leur poste et leur objectif de

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

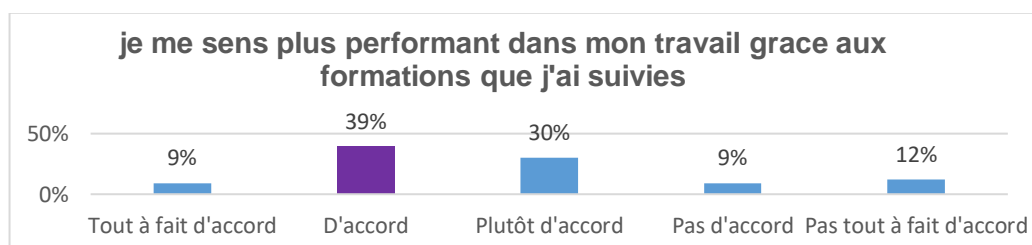
carrière, 21% sont tout à fait d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 60% orienté positivement (D'accord et tout à fait d'accord) avec une médiane de 3.45 et écart type de 1.30. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

Tableau 24 : je me sens plus performant dans mon travail grâce aux formations que j'ai suivies

Variable	je me sens plus performant dans mon travail grâce aux formations que j'ai suivies	%
Tout à fait d'accord	3	9%
D'accord	13	39%
Plutôt d'accord	10	30%
Pas d'accord	3	9%
Pas tout à fait d'accord	4	12%
Médiane	3,24	
Ecart type	1,14	
%	64,84	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°16 : je me sens plus performant dans mon travail grâce aux formations que j'ai suivies



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'après les résultats obtenus, 39% de notre échantillon sont d'accord pour le fait qu'ils se sentent plus performant dans leur travail grâce aux formations qu'ils ont suivies, 9% sont tout à fait d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 48% orienté positivement (D'accord et tout à fait d'accord) avec une médiane de 3.24 et écart type de 1.14. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

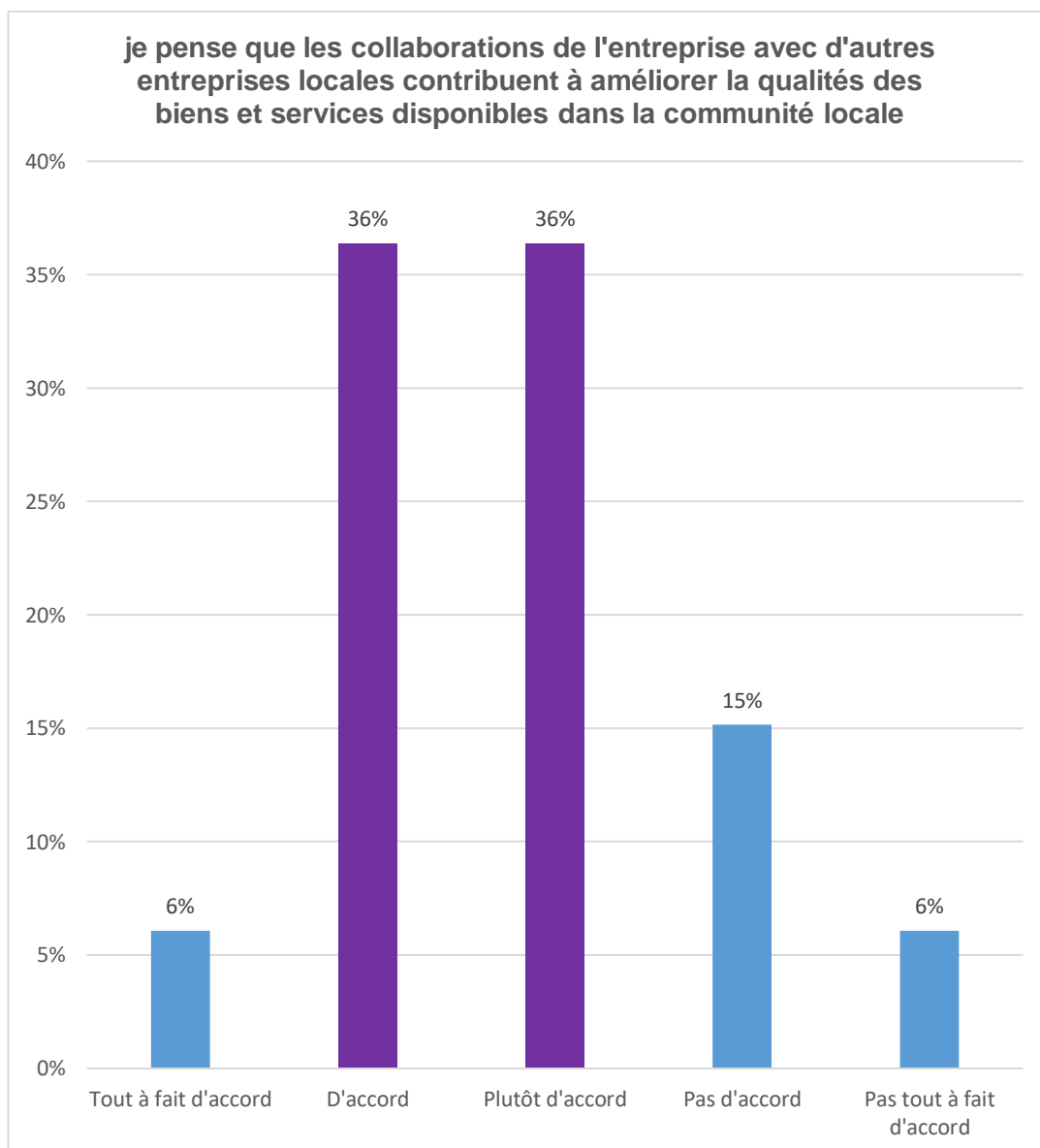
Tableau N°25 : je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale

Variable	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale	%
Tout à fait d'accord	2	6%
D'accord	12	36%
Plutôt d'accord	12	36%
Pas d'accord	5	15%
Pas tout à fait d'accord	2	6%
Médiane	3,21	
Ecart type	0,99	
%	64,24	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Graph N°17 : je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 36% de notre échantillon sont plutôt d'accord pour le fait qu'ils pensent que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale, 36% sont d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 36% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.21 et écart type de 0.99. Ceci signifie la distribution statistique proche de notre échantillon.

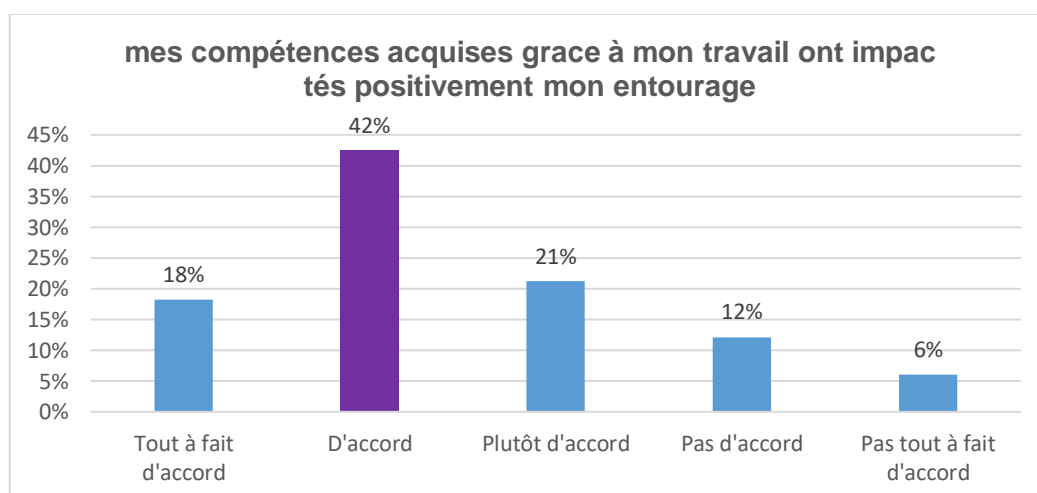
Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Tableau N°26 : mes compétences acquises grâce à mon travail ont impacté positivement mon entourage

Variable	mes compétences acquises grâce à mon travail ont impacté positivement mon entourage	%
Tout à fait d'accord	6	18%
D'accord	14	42%
Plutôt d'accord	7	21%
Pas d'accord	4	12%
Pas tout à fait d'accord	2	6%
Médiane	3,54	
Ecart type	1,12	
%	70,90	
Distribution	D'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°18 : mes compétences acquises grâce à mon travail ont impacté positivement mon entourage



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'après les résultats obtenus, 42% de notre échantillon sont d'accord pour le fait que les compétences qu'ils ont acquises grâce à leur travail ont impacté positivement leur entourage, 21% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 42% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.54 et écart type de 1.12. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

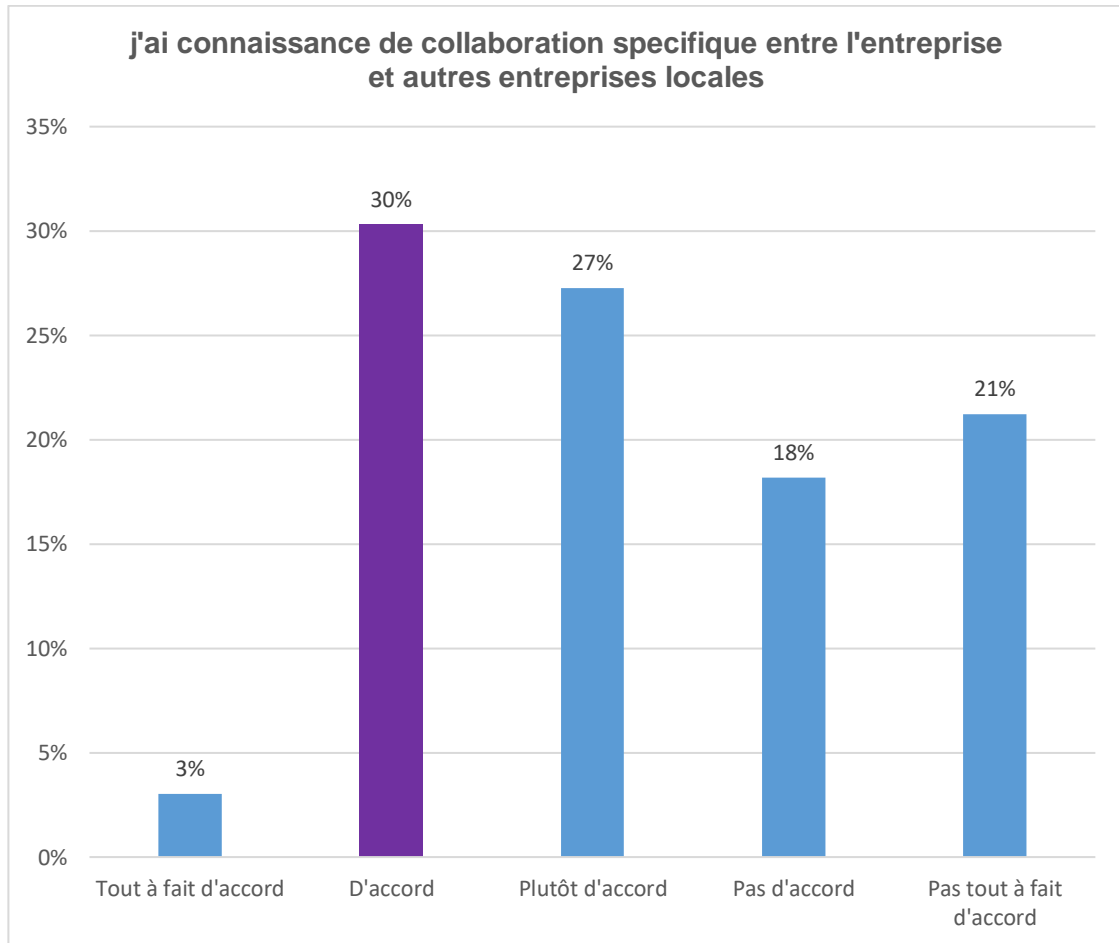
Tableau N°27 : j'ai connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales

Variable	j'ai connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales	%
Tout à fait d'accord	1	3%
D'accord	10	30%
Plutôt d'accord	9	27%
Pas d'accord	6	18%
Pas tout à fait d'accord	7	21%
Médiane	2,75	
Ecart type	1,19	
%	55,15	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Grphe N°19 : j'ai connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 30% de notre échantillon sont d'accord pour le fait qu'ils ont connaissance de collaboration spécifique entre l'entreprise et autres entreprises locales, 27% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 30% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 2.75 et écart type de 1.19. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

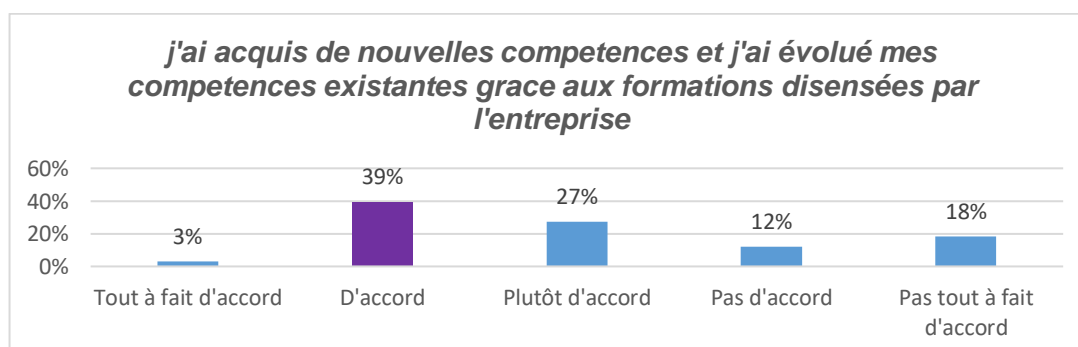
Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Tableau N°28 : j'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évalué mes compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise

Variable	j'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évalué mes compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise	%
Tout à fait d'accord	1	3%
D'accord	13	39%
Plutôt d'accord	9	27%
Pas d'accord	4	12%
Pas tout à fait d'accord	6	18%
Médiane	2,96	
Ecart type	1,18	
%	59,39	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°20 : j'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évolué mes compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'après les résultats obtenus, 39% de notre échantillon sont d'accord pour le fait qu'ils ont acquis de nouvelles compétences et qu'ils ont évolué leurs compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise, 27% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 39% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 2.96 et écart type de 1.18. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

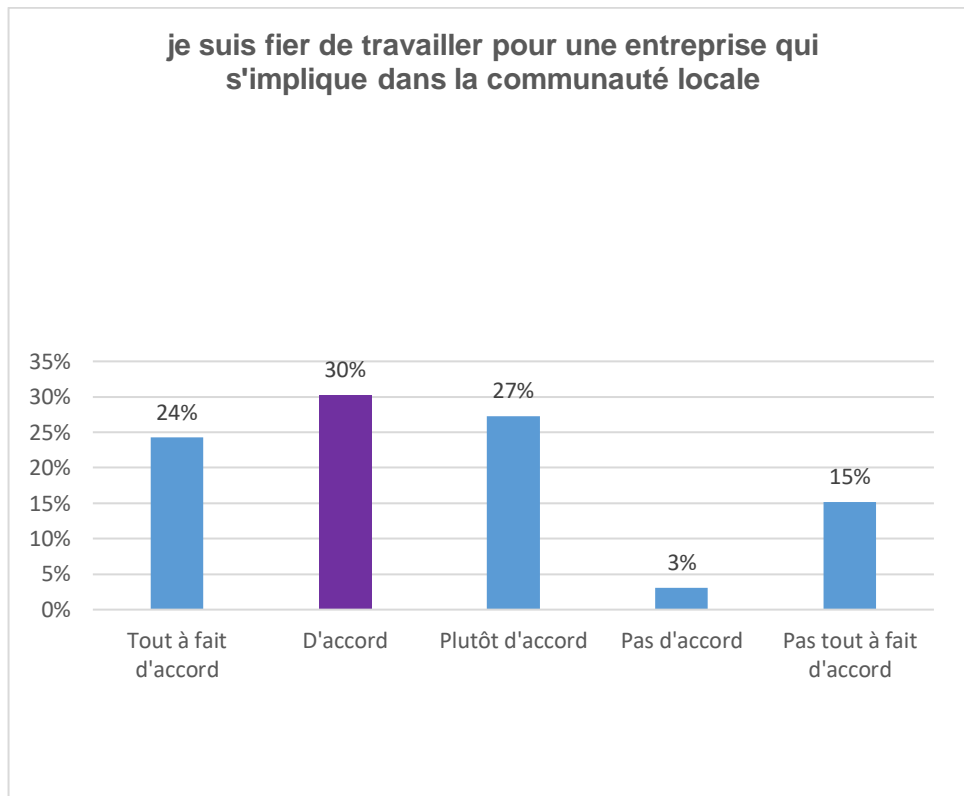
Tableau N°29 : je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale

Variable	je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale	%
Tout à fait d'accord	8	24%
D'accord	10	30%
Plutôt d'accord	9	27%
Pas d'accord	1	3%
Pas tout à fait d'accord	5	15%
Médiane	3,45	
Ecart type	1,32	
%	69,09	
Distribution	D'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Graphe N°21 : je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 30% de notre échantillon sont d'accord pour le fait qu'ils sont fiers de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale, 27% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 30% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.45 et écart type de 1.32. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

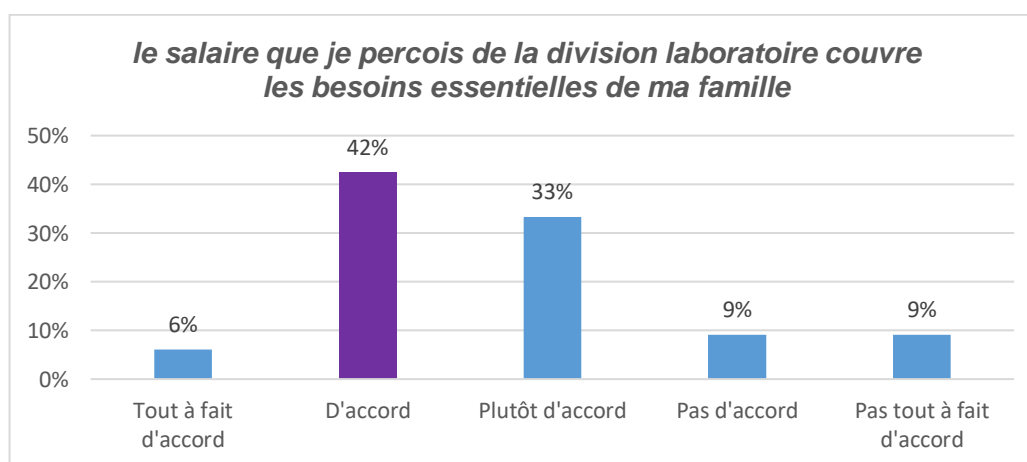
Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Tableau N°30 : le salaire que je perçois de la Division Laboratoires couvre les besoins essentiels de ma famille

Variable	le salaire que je perçois de la Division Laboratoires couvre les besoins essentielles de ma famille	%
Tout à fait d'accord	2	6%
D'accord	14	42%
Plutôt d'accord	11	33%
Pas d'accord	3	9%
Pas tout à fait d'accord	3	9%
Médiane	3,27	
Ecart type	1,03	
%	65,45	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos sons sur la base du programme Excel

Graphe N°22 : le salaire que je perçois de la Division Laboratoires couvre les besoins essentiels de ma famille



Source : établi par le binôme sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'après les résultats obtenus, 42% de notre échantillon est d'accord pour le fait que le salaire qu'ils perçoivent de la Division laboratoire couvre les besoins essentiels de leur famille, 33% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 42% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.27 et écart type de 1.03. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

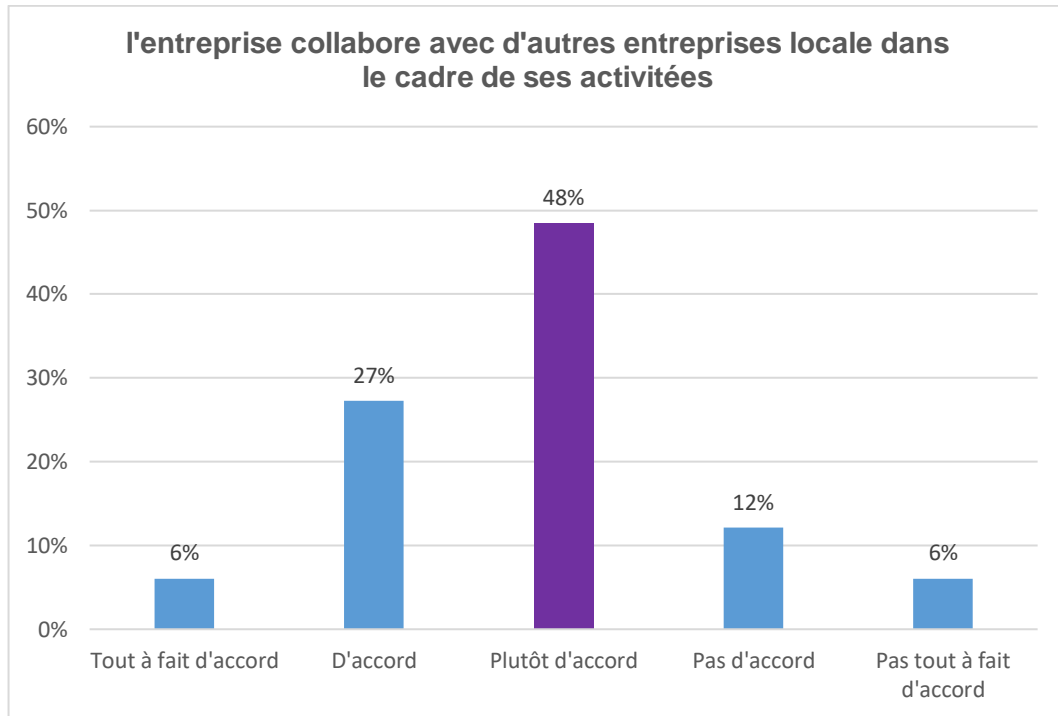
Tableau N°31 : l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités

Variable	l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités	%
Tout à fait d'accord	2	6%
D'accord	9	27%
Plutôt d'accord	16	48%
Pas d'accord	4	12%
Pas tout à fait d'accord	2	6%
Médiane	3,15	
Ecart type	0,93	
%	63,03	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Grphe N°23 : l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités



Source : établi par le binôme sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 48% de notre échantillon sont plutôt d'accord pour le fait que l'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités, 27% sont d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 27% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.15 et écart type de 0.93. Ceci signifie la distribution statistique proche de notre échantillon.

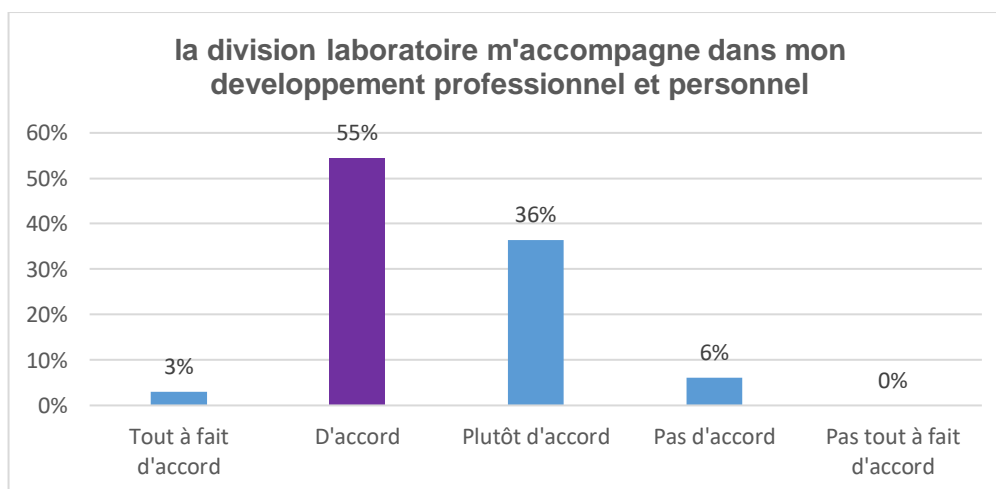
Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Tableau N°32 : la Division Laboratoires m'accompagne dans mon développement professionnel et personnel

Variable	la Division laboratoire m'accompagne dans mon développement professionnel et personnel	%
Tout à fait d'accord	1	3%
D'accord	18	55%
Plutôt d'accord	12	36%
Pas d'accord	2	6%
Pas tout à fait d'accord	0	0%
Médiane	3,55	
Ecart type	0,67	
%	70,91	
Distribution	D'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°24 : La Division laboratoire m'accompagne dans mon développement professionnel et personnel



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

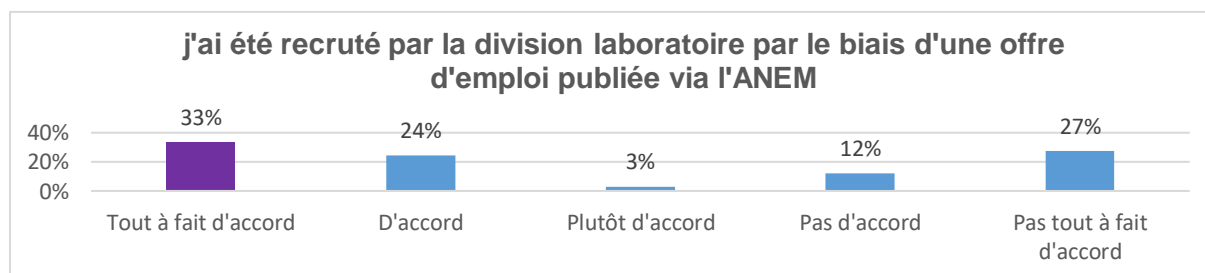
D'après les résultats obtenus, 55% de notre échantillon sont d'accord pour le fait que La Division Laboratoires les accompagne dans leur développement professionnel et personnel, 36% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 55% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.55 et écart type de 0.67. Ceci signifie la distribution statistique proche de notre échantillon.

Tableau N°33 : j'ai été recruté par la Division laboratoire par le biais d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM

Variable	j'ai été recruté par la Division Laboratoires par le biais d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM	%
Tout à fait d'accord	11	33%
D'accord	8	24%
Plutôt d'accord	1	3%
Pas d'accord	4	12%
Pas tout à fait d'accord	9	27%
Médiane	3,24	
Ecart type	1,67	
%	64,84	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°25 : J'ai été recruté par la Division Laboratoires par le biais d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'après les résultats obtenus, 33% de notre échantillon sont tout à fait d'accord pour le fait qu'ils ont été recrutés par la Division Laboratoires par le biais d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM, 24% sont d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 57% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.24 et écart type de 1.67. Ceci signifie la distribution statistique proche de notre échantillon.

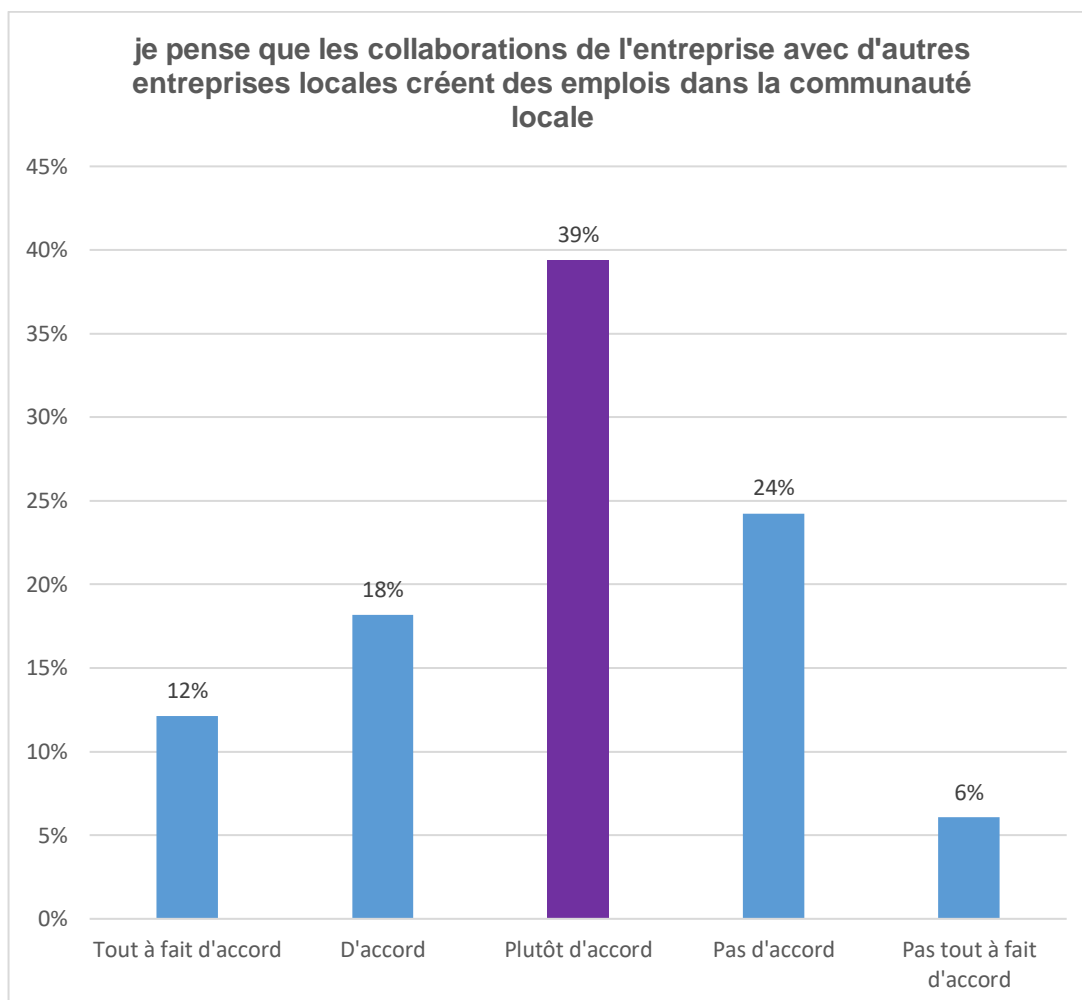
Tableau N°34: je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale

Variable	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale	%
Tout à fait d'accord	4	12%
D'accord	6	18%
Plutôt d'accord	13	39%
Pas d'accord	8	24%
Pas tout à fait d'accord	2	6%
Médiane	3,06	
Ecart type	1,08	
%	61,21	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Grphe N°26 : je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 39% de notre échantillon sont plutôt d'accord de penser que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale, 24% pas d'accord contre 18% D'accord et 12% tout à fait D'accord, ce qui constitue un pourcentage de 30% orienté positivement (D'accord et tout à fait d'accord) avec une médiane de 3.06 et écart type de 1.08. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

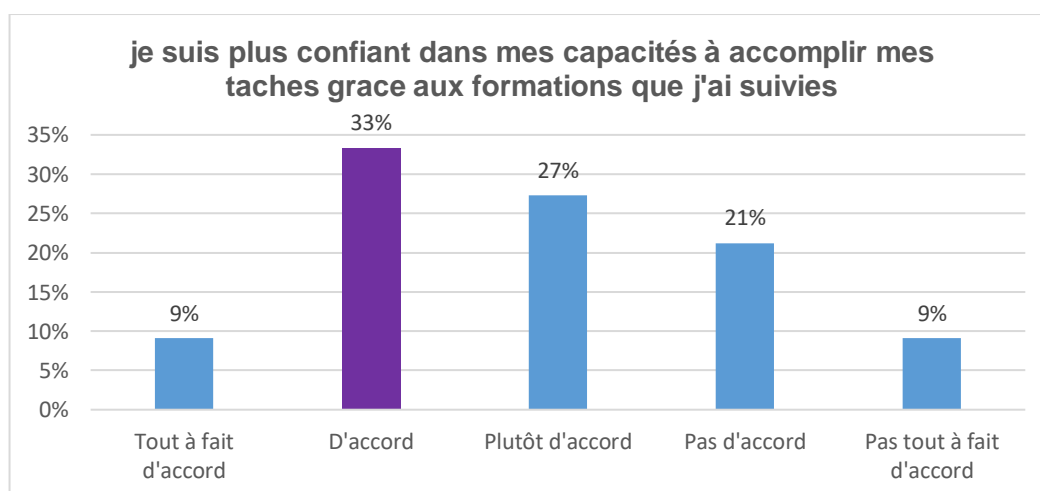
Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Tableau N°35: je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes taches grâce aux formations que j'ai suivies

Variable	je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes taches grâce aux formations que j'ai suivies	%
Tout à fait d'accord	3	9%
D'accord	11	33%
Plutôt d'accord	9	27%
Pas d'accord	7	21%
Pas tout à fait d'accord	3	9%
Médiane	3,12	
Ecart type	1,13	
%	62,42	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°27: je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes taches grâce aux formations que j'ai suivies



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'après les résultats obtenus, 33% de notre échantillon sont d'accord pour le fait qu'ils sont plus confiants dans leurs capacités à accomplir leurs tâches grâce aux formations qu'ils ont suivies 27% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 33% orienté positivement (D'accord) avec une médiane de 3.12 et écart type de 1.13. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

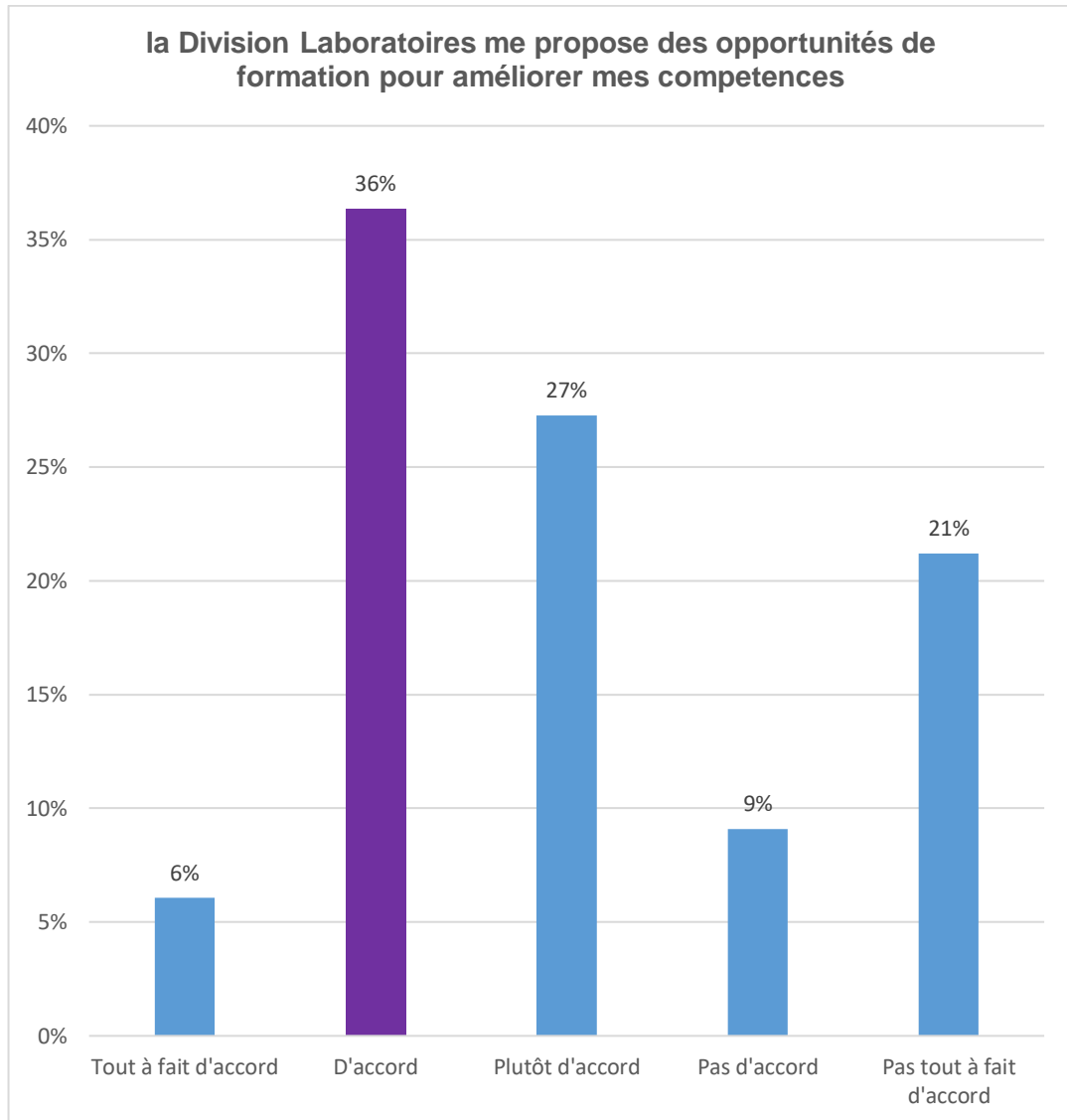
Tableau N°36 : la Division Laboratoires me propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences

Variable	la Division Laboratoires me propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences	%
Tout à fait d'accord	2	6%
D'accord	12	36%
Plutôt d'accord	9	27%
Pas d'accord	3	9%
Pas tout à fait d'accord	7	21%
Médiane	2,96	
Ecart type	1,26	
%	59,39	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Grphe N°28 : la Division Laboratoires me propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

D'après les résultats obtenus, 36% de notre échantillon est d'accord pour le fait que la Division laboratoire leur propose des opportunités de formation pour améliorer leur compétences, 27% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 42% orienté positivement (D'accord et tout à fait D'accord) avec une médiane de 2.96 et écart type de 1.26. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

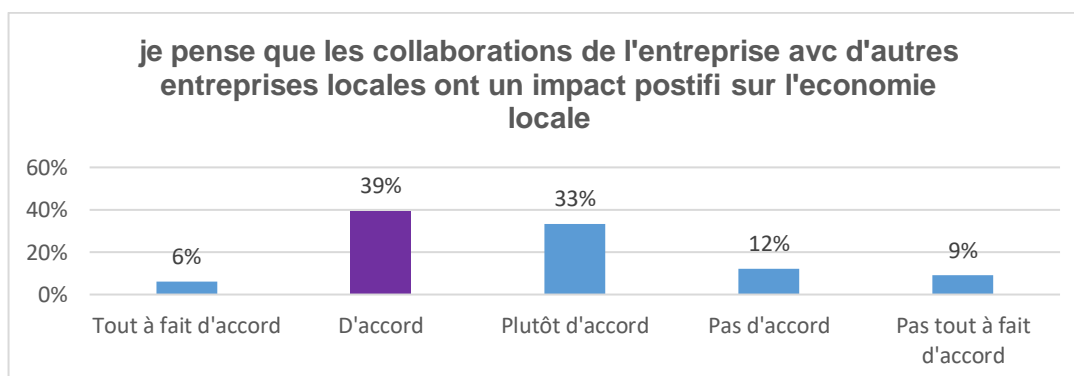
Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

Tableau N°37 : je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale

Variable	je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale	%
Tout à fait d'accord	2	6%
D'accord	13	39%
Plutôt d'accord	11	33%
Pas d'accord	4	12%
Pas tout à fait d'accord	3	9%
Médiane	3,21	
Ecart type	1,05	
%	64,24	
Distribution	Plutôt d'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°29 : je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

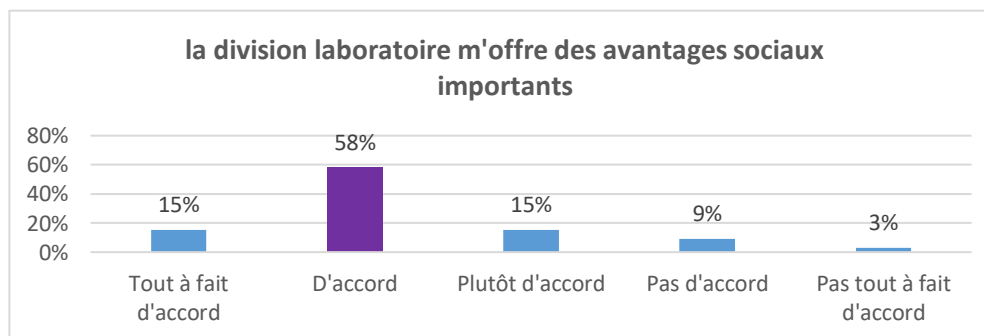
D'après les résultats obtenus, 39% de notre échantillon sont d'accord de penser que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale, 33% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 45% orienté positivement (D'accord et tout à fait D'accord) avec une médiane de 3.21 et écart type de 1.05. Ceci signifie la distribution statistique normale de notre échantillon.

Tableau N°38 : la Division Laboratoires m'offre des avantages sociaux importants

Variable	la Division Laboratoires m'offre des avantages sociaux importants	%
Tout à fait d'accord	5	15%
D'accord	19	58%
Plutôt d'accord	5	15%
Pas d'accord	3	9%
Pas tout à fait d'accord	1	3%
Médiane	3,73	
Ecart type	0,94	
%	75,54	
Distribution	D'accord	

Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Graphe N°30 : la Division laboratoire m'offre des avantages sociaux importants



Source : établi par nos soins sur la base du programme Excel

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

D'après les résultats obtenus, 58% de notre échantillon sont d'accord que la Division Laboratoires leur offre des avantages sociaux importants, 15% sont plutôt d'accord, ce qui constitue un pourcentage de 73% orienté positivement (D'accord et tout à fait D'accord) avec une médiane de 3.73 et écart type de 0.94. Ceci signifie la distribution statistique proche de notre échantillon.

4.3 INTERPRETATION DE L'ETUDE EN TERMES D'HYPOTHESES

Après l'étude appliquée que nous avons menée au niveau de la SONATRACH, Division Laboratoires, dans le cadre de la problématique de l'étude, qui est :

« **Comment la Division Laboratoire contribue-t-elle à la création des emplois et par conséquent à la croissance économique au niveau de la wilaya de Boumerdès** », on est arrivé à ce qui suit :

- **Hypothèse 01** : en analysant les résultats des énoncés du questionnaire inclus dans l'objet de la première hypothèse qui est : « La Division Laboratoires contribue à la création d'emplois dans la wilaya de Boumerdès qui stimule à son tour la croissance économique de la région », il s'est avéré que l'échantillon de l'étude avait tendance à être **D'accord** avec une médiane de 3.42 et un écart type de 1.06.

Ceci signifie que l'hypothèse est confirmée.

- **Hypothèse 02** : en analysant les résultats des énoncés du questionnaire inclus dans l'objet de la deuxième hypothèse qui est : « La Division Laboratoires recrute principalement des employés résidants dans la région de Boumerdès », l'échantillon de l'étude est **d'accord** avec une médiane de 3.53 et un écart type de 1.18.

Ceci signifie que l'hypothèse est confirmée.

- **Hypothèse 03** : en analysant les résultats des énoncés du questionnaire inclus dans l'objet de la troisième hypothèse qui est : « La Division Laboratoires assure des formations à ses employés, ce qui améliore leurs compétences qui impactent positivement leurs entourages », l'échantillon de l'étude est **d'accord** avec une médiane de 3.44 et un écart type de 1.24.

Ceci signifie que l'hypothèse est confirmée.

- **Hypothèse 04** : en analysant les résultats des énoncés du questionnaire inclus dans l'objet de la troisième hypothèse qui est : « La Division Laboratoires est la seule

Chapitre III : la contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création d'emplois au sein de la division laboratoire de boumerdes (étude de cas)

entreprise qui stimule l'économie locale à travers la création des emplois », l'échantillon de l'étude n'est **pas d'accord** avec une médiane de 3.08 et un écart type de 1.05.

Ceci signifie que l'hypothèse est infirmée.

Conclusion

Nous concluons après cette étude que la Division Laboratoires contribue effectivement à la création des emplois au niveau de la wilaya de Boumerdès, et ce, en recrutant principalement des employés résidents dans cette région. Par la suite, la Division Laboratoires assure le développement de leur compétence à travers des formations. Ce qui stimule et pousse la croissance économique de la wilaya. Cela ne veut pas dire qu'elle est la seule à contribuer au développement de la région, mais elle joue à cet égard un rôle majeur.



CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette analyse, il est clair que la création d'emplois par Sonatrach, et plus particulièrement par la Division Laboratoires de Boumerdes, est un levier important pour le développement socio-économique de cette région.

Cependant, pour approfondir notre compréhension de l'impact réel de Sonatrach sur l'emploi à Boumerdes et identifier de nouvelles pistes d'amélioration, plusieurs aspects de recherche complémentaires pourraient être explorés :

- **Partenariat avec l'Agence nationale de l'emploi :** Une collaboration avec l'Agence nationale de l'emploi permettrait d'accéder à des données plus précises sur les flux d'emplois créés par Sonatrach à Boumerdes et d'identifier éventuellement les métiers les plus porteurs.
- **Collaboration avec les services de la wilaya:** Le recueil de données statistiques auprès des services de la wilaya (Direction du travail, Chambre de commerce, etc.) permettrait d'affiner l'analyse de l'impact économique de Sonatrach et de mieux cerner les besoins en matière de formation pour professionnels.
- **Enquête auprès des employés :** Une enquête auprès des employés de la Division Laboratoires permettrait de recueillir leurs perceptions sur les conditions de travail, les perspectives d'évolution de carrière et leur niveau de satisfaction globale.

En conclusion, cette étude ouvre des perspectives intéressantes pour de futures recherches et pour maximiser cet impact et assurer la pérennité de cette contribution, il est nécessaire d'explorer de nouvelles pistes de développement. Parmi celles-ci, le renforcement du tissu des sous-traitants de Sonatrach apparaît comme une opportunité majeure. En effet, en favorisant le développement de petites et moyennes entreprises locales, Sonatrach peut non seulement accroître son propre potentiel de production, mais également contribuer à la diversification de l'économie régionale.



Références Bibliographique



Références bibliographiques

3 Références

- Beck, H., & Demirgüç-Kunt, A., Small and medium-size enterprises. 18-19. Récupéré sur Université de Tilbourg: 2006
- blanchard, o. j. *regional evolution* . Brookings Papers on Economic Activity, 1992
- Gylfason, T.. Natural Resources and Economic Growth: From Dependence to Diversification. Dans *Resource Wealth and Economic Development*. Routledge. 2011
- Keynes, J. M.: *La Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*. 1936.
- Laganier, R., Villalba, B., & Zuindeau, B.. Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire. Développement Durable Et Territoires, Dossier 1. 2002
- Mankiw, N. G.. *Principes de l'économie*. Pearson Education, 2014.
- orazio attanasio, c. B.. "*inegalité,croissance et politique redistributives*". DE BOECK SUPERIEURE (2004).
- Par Sharon Panek, R. R. Nouveau produit intérieur brut de comté. *Le Journal des États-Unis Bureau d'analyse économique(BEA)*, pp. 1-5. Récupéré sur BEA:
- Smith, M. T. *Economic Development*. Pearson, 2015.
- Combes, P.-P., Mayer, T., & Thisse, J.-F. « Economic Geography: The Integration of Regions and Nations ». Princeton University Press 2008
- Montoussé, M.. « Sciences économiques et sociales: Tle ES ». Editions Bréal. Retrieved from (PDF) 2007
- Sen, A. *Development as Freedom*. Oxford University Press 1999.
- Alesina, A., & Rodrik, D.. « *Distributive politics and economic growth*. *Quarterly Journal of Economic* », 109(2), 465-490 .1994
- Ostry, J. D., Berg, A., & Tsangarides, C. G.. « *Redistribution, inequality, and growth*. *International Monetary Fund* » 2014
- Barro, R. J.. « *Economic growth in a cross section of countries* ». (PDF) *Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407-443. 1991
- Keynes, J. M.. « La Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie » (PDF). Éditions Gallimard.chapitre 3 . 1936
- Bell, D. N. F., & Blanchflower, D. G.« *Young people and the labour market* » (PDF). IZA Discussion Paper Serie.2010
- Beck, H. T. L., & Demirgüç-Kunt, A. « Small and medium-size enterprises: Access to finance as a growth constraints ». (en ligne).*Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2931-2943, (2006)
- GUITTON Henri ; VITRY Daniel, « Economie Politique », quinzième édition, Dalloz, paris, 1991,

- Freyssinet, J. « Taux de chômage ou taux d'emploi, retour sur les objectifs européens » *Travail, genre et sociétés* (2004)
- Martin R. et Sunley P., Une convergence lente ? La nouvelle théorie de la croissance endogène et le développement régional, *Géographie, Économie, Société* 2005/2, Vol. 7,
- Laganier, R., Villalba, B., & Zuindeau, B. « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire. Développement Durable Et Territoires » (2002), Dossier 1.
- DEMAZIERE D, « la sociologie du chômage », éd : la découverte, paris 1995,
- JEAN.Y et OLIVER.G. « (Dictionnaire d'économies et de science sociale » Hatier, paris,.1996
- A.Hamadache et M.Ziane, «la PME dans le cadre des dispositifs d'aide à la création d'activités et la résorption du chômage : cas de la willaya de TIZI-OUZOU» 2013
- BELATTAF Matouk, « l'aide à la création d'entreprise et dynamique d'emploi : évaluation de l'expérience de la micro entreprise dans la willaya de Bejaia», CREAD ,2001.

Dictionnaire

- DICCTIONNAIRE ENCycloPEDIQUE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE. « Politique fiscale », (PDF),
- « toupictionnaire » ; le dictionnaire de politique

Mémoire

- Mémoire UQAM « IMPACT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS ET DE L'OUVERTURE COMMERCIALE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ». (2016)

WEBOGRAPHIE

- COLLOQUE INTERNATIONAL. «Enjeux économiques, sociaux eenvironnementaux de la libéralisation commerciale des pays du Maghreb et du Proche Orient », (PDF), 19-20 octobre 2007

- Journal officiel N°06 du janvier 2004 décret exclusif n° 0415 du 29 dhou el kaada 1924 correspond au 22 janvier 2004 fixant les conditions et le niveau d'aide accordé aux bénéficiaires du microcrédit.
- Le guide de création des PME dans le cadre ANGEM ; 2012.
- African Scientific Journal. « La relation croissance-chômage au Maroc : Essai théorique et validation Empirique » 9, Décembre 2021, (PDF)
- <https://www.oecd.org.translate.google/en/about/programmes/leed-programme>.
- <https://www.oecd.org/social/in-it-together-why-less-inequality-benefits-all-9789264235120-en.html>
- <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Redistribution-Inequality-and-Growth-412939>
- <https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://www.ilo.org/research-and-publications/world-employment-and-social-outlook/world-employment-and-social-outlook-trends-2018>
- <https://www.iza.org/publications/number>
- <https://apps.bea.gov/scb/issues/2019/03-march/pdf/0319-county-level-gdp.pdf>
- <https://www.lafinancepour tous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/pib/>
- <https://ces.public.lu/content/dam/ces/fr/actualites/2010/07/aicesis-bien-etre/cese-pib-au-dela-avis-fr.pdf>
- <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/8131721/8131772/Stiglitz-Sen-Fitoussi-Commission-report.pdf>
- <https://www.oecd.org/fr/data/indicators/employment-rate.html>
- <https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://www.ilo.org/fr/media/436716/download consulté 08-2024>
- <https://translate.google.com/translate?u=https%3A%2F%2Fbyjus.com%2Fquestion-answer>
- https://inegalites.fr/IMG/pdf/note_mesurer.pdf
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Coefficient_de_Gini
- <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine1-2004-3-page-107.htm>
- https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/sites/default/files/ot_rapport-2014_guide-methodologique.pdf
- https://www.oecd.org/fr/publications/comment-va-la-vie-dans-votre-region_9789264223981-fr.html
- <https://www.weka.fr/administration-locale/dossier-pratique/developpement-economique-local-dt95/mise-en-place-d-un-developpement-economique-exogene-demarche-de-prospection-7615/>
- <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2212567114003232>
- <https://www.researchgate.net/publication/257926057>
- <https://fastercapital.com/fr/sujet/le-r%C3%B4le-des-infrastructures-dans-la-croissance-%C3%A9conomique.html>
- <https://www.melchior.fr/cours/complet/question-3-1-action-des-politiques-budgetaire-et-monnaire-sur-la-conjoncture>
- <https://excerpts.n umilog.com/books/3303330403921 .pdf>
- <https://www.vie-publique.fr/catalogue/23050-leconomie-lheure-du-numerique>
- https://content.unops.org/publications/The_critical_role_of_infrastructure_for_the_SDGs_FR.pdf



3.1 *Annexes*



Questionnaire destiné au personnel de la Division Laboratoire :

Dans le cadre de la réalisation d'un mémoire de fin d'étude pour l'obtention d'un diplôme de **Master II** en Economie et Finance Local, sous le thème

« La Contribution de SONATRACH à la croissance économique à travers la création des emplois »

(Cas de la division laboratoires dans la wilaya de BOUMERDES)

Nous vous adressons ce questionnaire afin de collecter les informations nécessaires pour réaliser notre étude.

Nous tenons à vous préciser que le but de notre étude **est strictement scientifique** et que toutes **les informations que nous traitons demeurent obligatoirement anonymes.**

A ce titre, nous vous prions de bien vouloir répondre au questionnaire **en toute objectivité.**

Merci infiniment pour votre contribution

1. Sexe :

- Masculin.
- Féminin.

2. Age :

- 20 - 30.
- 31 - 45.
- 46 - 60.
- Plus de 60.

3. Situation familiale :

- Marié(e).
- Célibataire.

4. Niveau d'instruction

- Primaire.
- Moyen.
- Secondaire.
- Universitaire.

5. Localité de résidence :

- BOUMERDES
- AUTRE

6. Catégorie socioprofessionnelle :

- Cadre.
- Maitrise.
- Exécution.

7. Ancienneté :

- Moins de 5 ans
- Entre 5 et 10 ans
- Entre 11 et 15 ans
- Entre 16 et 20 ans
- Entre 21 et 25 ans
- Entre 26 et 30 ans
- Plus de 30 ans

N°	Axe	Pas du tout d'accord	Pas d'accord	Plutôt d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord
1	J'affiche un sentiment de fierté de travailler pour La Division Laboratoire					
2	La Division Laboratoire est présente dans les évènements organisés localement.					
3	J'ai acquis de nouvelles compétences et qualifications grâce à mon travail au sein de la Division Laboratoire					
4	Je me sens valorisé et respecté en tant qu'employé de la Division Laboratoires					
5	J'ai participé à des formations dispensées par l'entreprise au cours des 03 derniers années					
6	Je connais d'autres personnes qui ont été recrutées par l'entreprise et qui n'habitent pas dans la région de Boumerdès					
7	Je suis plus susceptible de rester dans l'entreprise si elle continue à me proposer des opportunités de formation.					
8	Les formations dispensées par l'entreprise sont pertinentes pour mon poste et mes objectifs de carrière.					
9	Je me sens plus performant dans mon travail grâce aux formations que j'ai suivies.					
10	Je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales contribuent à améliorer la qualité des biens et services disponibles dans la communauté locale.					
11	Mes compétences acquises grâce à mon travail ont impacté positivement mon entourage					
12	J'ai connaissance de collaborations spécifiques entre l'entreprise et d'autres entreprises locales.					
13	J'ai acquis de nouvelles compétences et j'ai évolué mes compétences existantes grâce aux formations dispensées par l'entreprise					

14	Je suis fier de travailler pour une entreprise qui s'implique dans la communauté locale.					
15	Le salaire que je perçois de la Division laboratoire couvre les besoins essentiels de ma famille					
16	L'entreprise collabore avec d'autres entreprises locales dans le cadre de ses activités.					
17	La Division Laboratoire m'accompagne dans mon développement professionnel & personnel					
18	J'ai été recruté par la Division Laboratoires par le biais d'une offre d'emploi publiée via l'ANEM					
19	Je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales créent des emplois dans la communauté locale.					
20	Je suis plus confiant dans mes capacités à accomplir mes tâches grâce aux formations que j'ai suivies.					
21	La Division Laboratoires me propose des opportunités de formation pour améliorer mes compétences.					
22	Je pense que les collaborations de l'entreprise avec d'autres entreprises locales ont un impact positif sur l'économie locale.					
23	La Division Laboratoires m'offre des avantages sociaux importants					

ORGANIGRAMME DE LA DIVISION LABORATOIRES

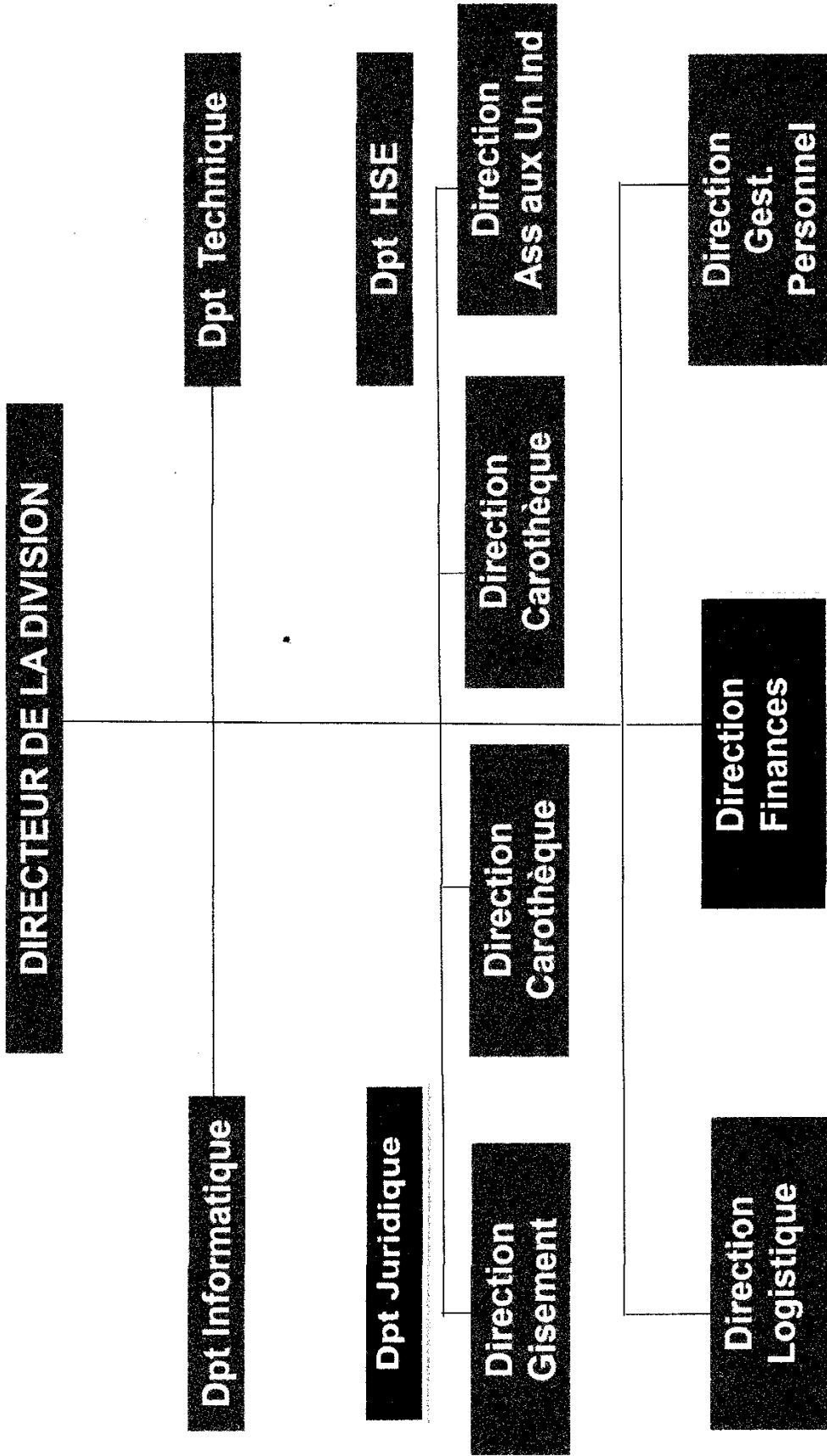




Table des matières



REMERCIEMENT

DEDICACES

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATION

LISTE DES TABLEAU

LISTE DES FIGURES

INTRODUCTION GENERALE	1
SECTION 1: CONCEPTS ET MESURE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE LOCALE.....	8
1.1 La Croissance Économique Locale : Définition, Importance	8
1.1.1 Croissance économique local à court terme	9
1.1.1.1 Croissance économique local à long terme	9
1.2 Importance et défis de la croissance économique locale pour le développement territorial	10
1.2.1 Importance de la croissance économique locale dans le développement territorial	11
1.2.2 Les défis de la croissance économique locale	12
1.2.2.1 Les inégalités socio- économiques.....	12
1.2.2.2 Insuffisance d'investissements	13
1.2.2.3 Le chômage.....	14
1.2.2.4 Diversification économique.....	14
1.2.2.5 Accès aux financements	15
1.3 Mesures de la croissance économique locale.....	16
1.3.1 Le produit intérieur brut (PIB) régional	16
1.3.2 Taux de croissance du PIB régional.....	17
1.3.3 Limite du PIB en tant que indicateurs de bien- être et de développement locale...	19
1.4 Autre indicateurs de croissance et de développement local	20
1.4.1 L'emploi et le taux de chômage.....	20
1.4.1.1 Le taux d'emploi.....	20
1.4.1.2 Taux de chômage	21
1.4.2 Le revenu moyen et les inégalités de revenus	22
1.4.3 Les indicateurs de qualité de vie (accès aux services publics, environnement, etc.)	24

SECTION 2 : LES DETERMINENTS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE LOCALE.....	26
2 LES FACTEURS ENDOGENES ET EXOGENES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE LOCALE.....	26
2.1 Les facteurs endogènes de la croissance économiques locale	26
2.1.1 Les ressources humaines et la main-d'œuvre qualifiée	26
2.1.2 L'entrepreneuriat et l'innovation	28
2.1.3 L'infrastructure physique et numérique.....	29
2.2 Les facteurs exogènes et l'environnement économique global	31
2.2.1 L'influence des politiques macroéconomiques nationales	31
2.2.2 Les échanges commerciaux internationaux.....	33
2.2.3 L'impact des investissements directs étrangers	34
2.2.4 Les effets de la mondialisation et de la numérisation	35
2.3 Les politiques publiques et les institutions locales	36
2.3.1 Les dispositifs d'incitation à l'investissement	37
2.3.2 Les mesures de soutien à l'innovation et à la recherche.....	39
2.3.3 Le rôle des infrastructures publiques (transport, énergie, éducation)	40
2.3.4 La gouvernance et la stabilité politique	41
CONCLUSION.....	41
CHAPITRE 2: La création d'emplois et d'activité en Algérie et les différents dispositifs d'aide à l'emploi mise en place.....	44
INTRODUCTION	45
SECTION N °1 : LA TYPOLOGIE D'EMPLOI 1- LA DEFINITION D'EMPLOI..	46
2. LES CONTRATS DE TRAVAIL	46
2.1 Définition de contrat de travail.....	46
2.2.1 Les types de contrat de travail	46
2.2.1.1 Le contrat à durée indéterminée.....	47
2.2.1.2 Le contrat de travail à temps partiel.....	47
2.2.1.3 Le contrat de travail à durée déterminée et le contrat de travail temporaire : ...	47
Le contrat de travail temporaire ou « travail intérimaire »	48
2.2.2 Les droits de travailleurs	48
3. LE CHOMAGE	48

3.1 La définition de chômage	48
SECTION N°2 : CADRE GENERAL SUR LES POLITIQUES D'EMPLOI 1-LA POLITIQUE D'EMPLOI	49
1 LES POLITIQUE D'EMPLOIE	49
2. LE FONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE D'EMPLOI	49
2.1 Les politiques actives	50
2.2 Les politiques passives	50
3. LES PHASES D'ELABORATIONS UNE POLITIQUE D'EMPLOI	50
3.1 La phase de préparation.....	50
3.2 La phase d'identification des questions a traités	51
3.3 La phase de formulation.....	51
3.4 La phase de validation, d'adoption et de communication.....	51
3.5 La phase de programme et de budgétisation	52
3.6 La phase de mise en œuvre.....	52
3.7 Phase d'évaluation	52
4. LES RETROSPECTIVES DES POLITIQUES DE L'EMPLOI.....	53
4.1 Le programme d'emploi des jeunes (PEJ).....	53
4.1.1 Les objectifs du programme d'emploi des jeunes PEJ	53
4.1.2 Le fonctionnement du programme d'emploi des jeunes	53
4.2 Le dispositif d'insertion professionnelle des jeunes.....	54
4.2.1 Les niveaux de restructuration.....	54
b) Le niveau décentralisé	54
c) Le niveau communal.....	54
4.2.2 Les objectifs de DIPJ	54
SECTION N° 3: LES DISPOSITIFS D'EMPLOI	55
1. AGENCE NATIONAL DE SOUTIEN D'EMPLOI DE JEUNE(ANSEJ).....	55
1.1 Les conditions d'éligibilité à l'investissement de création	55
1.2 Les modes de financement proposés	56
1.2.1 Le financement triangulaire.....	56
1.2.2 Le financement mixte.....	56
1.3 Les aides et les avantages accordés :	58

1.3.2 Des avantages fiscaux à travers	58
1.3.3 Phase exploitation	58
2. LA CAISSE NATIONAL D'ASSURANCE CHOMAGE (CNAC)	58
2.1 Les conditions d'accès	58
2.2 Les conditions d'éligibilité.....	59
2.2.1 Pour les candidats.....	59
2.2.2 Pour le projet.....	59
3 AGENCE NATIONAL DE GESTION DU MICRO CREDIT (ANGEM).....	59
3.1 Les Objectifs de l'ANGEM.....	60
3.2 Les Missions de L'ANGEM.....	61
3.3 Public ciblé de L'ANGEM.....	61
3.4 Les Services de L'ANGEM.....	61
3.4.1 1ère Formule : Prêt Achat Matières Premières (ANGEM – Promoteur)	61
3.4.2 2ème Formule : Financement Triangulaire (ANGEM – Banque – Promoteur)	
.....	61
4 . L'AGENCE NATIONALE D'EMPLOI (A.N.E.M).....	62
4.1. Les missions de l'Agence nationale d'emploi	62
4.2. L'objectif de l'ANEM.....	63
4.2.1 Dispositif aide à insertion professionnelle	64
4.3. Les bénéficiaires d'ANEM.....	64
CONCLUSION	65
Chapitre 3 (étude de cas) : La contribution de Sonatrach a la croissance économique à travers la création des emplois cas de la division laboratoire de boumerdes	66
SECTION 1 : PRESENTATION DE SONATRACH	67
1.1 L'historique de SONATRACH	67
1.1.1 Présentation de l'activité Exploration & Production	68
1.1.1.1 Les structures fonctionnelles	69
1.1.1.2 Les structures opérationnelles	69
1.1.2 Les missions essentielles de l'activité EXPLORATION & PRODUCTION de SONATRACH	69
1.2 Présentation de l'organisme d'accueil/ division laboratoire	70
1.2.1 Les missions essentielles de la Division Laboratoires	71

1.2.2	Directions et départements la division laboratoire	72
1.2.3	Les structures techniques de la division laboratoires	72
1.2.3.1	Direction laboratoires et cartothèques centrale HMD	72
1.2.3.2	Direction gisement	73
1.2.3.3	Direction Géologie	73
1.2.3.4	-Direction Assistance Aux Unités Industrielles	74
1.3	Les structures du support et de soutien de la division laboratoires	75
1.3.1	Direction logistique	75
1.3.2	La direction gestion du personnel	76
1.3.3	La Direction finances	76
1.3.4	Département Technologies de l'information	77
1.3.5	Département consolidation et Reporting.....	77
1.3.6	L'assistant sureté interne de l'établissement	78
1.4.	Les missions de la division laboratoire	79
SECTION 2 : CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE ET ANALYSE DES RESULTATS		80
2.	LA METHODOLOGIE DE L'ETUDE	80
2.1.1	Population et échantillon étudiés	80
2.1.2	Méthodologie de l'étude	80
2.1.3	Méthodes statistiques utilisées	81
2.2	OUTIL D'ETUDE	81
SECTION 3 : ANALYSE STATISTIQUE DESCRIPTIVE DES CARACTERISTIQUES ET DES VARIABLES DE L'ECHANTILLON D'ETUDE		83
3.1	Les caractéristiques de l'échantillon d'étude	83
3.1.1	Sexe de l'échantillon étudié	83
3.1.2	Age de l'échantillon étudié	84
3.1.3	Situation familiale de l'échantillon étudié.....	85
3.1.4	Niveau d'instruction de l'échantillon étudié	86
3.1.5	Résidence de l'échantillon étudié	87
3.1.6	Catégorie Socioprofessionnelle de l'échantillon étudié	88
3.1.7	Ancienneté de l'échantillon étudié.....	89

Section 4 : Analyse statistiques descriptive des variables de l'étude	90
4.1 Description statistique des axes du questionnaire	95
4.1.1 Axe numéro 01	95
4.1.2 Axe numéro 02	96
4.1.3 Axe numéro 03	97
4.1.4 Axe numéro 04	99
4.2 : Description statistique des énoncés du questionnaire et de leur analyse.....	100
4.3 Interprétation de l'étude en termes d'hypothèse	134
Conclusion	135
CONCLUSION GENERALE	136
REFERNCE BIBLIOGRAPHIQUE.....	137
ANNEXES	141
TABLE DES MATIERE	147
RESUME	154

Abstract :

This study examines the role of Sonatrach, particularly its Division Laboratoires in Boumerdes, as a key driver of socio-economic development in the region. By analyzing employment creation and its broader economic impact, the research highlights the significance of Sonatrach's contribution to local growth. However, to gain a more comprehensive understanding of the actual impact and identify areas for improvement, further research is suggested. Potential areas include partnerships with the National Employment Agency to access precise employment data, collaboration with the Wilaya's services for better economic analysis, and employee surveys to assess job satisfaction and career prospects. Additionally, promoting the development of local small and medium enterprises (SMEs) as subcontractors to Sonatrach presents an opportunity to enhance production capacity and diversify the regional economy. This study opens new perspectives for further research to maximize Sonatrach's socio-economic contributions.

Résumé :

Cette étude analyse le rôle de Sonatrach, en particulier de la Division Laboratoires de Boumerdes, comme levier important pour le développement socio-économique de cette région. En examinant la création d'emplois et son impact économique plus large, la recherche souligne l'importance de la contribution de Sonatrach à la croissance locale. Cependant, pour mieux comprendre l'impact réel et identifier les pistes d'amélioration, plusieurs aspects de recherche complémentaires sont proposés : un partenariat avec l'Agence nationale de l'emploi pour accéder à des données précises sur les emplois créés, une collaboration avec les services de la wilaya pour affiner l'analyse économique, ainsi qu'une enquête auprès des employés pour évaluer leur satisfaction et les perspectives de carrière. En outre, le développement des petites et moyennes entreprises locales en tant que sous-traitants de Sonatrach apparaît comme une opportunité majeure pour renforcer la capacité de production et diversifier l'économie régionale. Cette étude ouvre des perspectives intéressantes pour de futures recherches afin de maximiser l'impact socio-économique de Sonatrach.

MOTS CLEE : Sonatrach - économie et finance locale - impact sur la croissance économique locale- contribution - création d'emplois.